



NATIONS UNIES  
MAURITANIE



# BILAN COMMUN DE PAYS (BCP)

Le développement à l'épreuve de  
la pandémie de COVID-19

Mauritanie

2021



# **BILAN COMMUN DE PAYS (BCP)**

**Le développement à l'épreuve de  
la pandémie de COVID-19**

**Mauritanie**

**2021**

*Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*

*La reproduction en tout ou en partie de la teneur de cette publication est autorisée. Le système des Nations Unies en Mauritanie demande qu'en pareil cas, il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.*

*Merci de citer ce rapport comme suit :*

*Nations Unies Mauritanie (2021), Bilan Commun Pays (BCP) 2021. Nations Unies Mauritanie, Nouakchott.*

© UNCT Mauritanie, 2021

---

## Tables des Matières

<b>Avant-propos</b>	<b>7</b>
<b>Résumé</b>	<b>9</b>
<b>Section 1. Introduction et Contexte national</b>	<b>12</b>
I. Contexte économique	12
II. Contexte social	17
III. Contexte politique et sécuritaire	19
IV. Cadre de développement national	20
<b>Section 2. Progrès de la Mauritanie dans la mise en œuvre des ODD</b>	<b>22</b>
I. Situation des ODD	22
II. Evaluation des mécanismes institutionnels de suivi des ODD	29
III. Lacunes en termes de disponibilité de données pour le suivi des ODD	29
IV. Identification des connexions et des synergies entre les ODD	30
<b>Section 3. Ne laisser personne pour compte et Analyse d'exclusion sociale -</b>	
<b>Engagements internationaux</b>	<b>32</b>
I. Exclusion Sociale	33
II. Engagements internationaux en application	36
III. Perspectives pour plus d'inclusion et recommandations	40
<b>Section 4. Défis et opportunités pour la réalisation des ODD</b>	<b>42</b>
I. Faible niveau de transformation économique	42
II. Gouvernance et capacités institutionnelles en progrès mais perfectibles	50
III. Faible couverture et inefficience de la Protection sociale	56
IV. Faiblesse du développement rural et agricole	59
V. Vulnérabilité au changement climatique et faible résilience	60
<b>Section 5. Perspectives transfrontalières et régionales</b>	<b>64</b>
I. Perspectives régionales en matière de déplacement	64
II. Perspectives régionales sécuritaires	69
III. Perspectives d'intégration commerciale régionale	74
<b>Section 6. Paysage financier et opportunités</b>	<b>76</b>
<b>Section 7. Analyse Multidimensionnelle des Risques</b>	<b>80</b>
I. Profil du pays en matière de risque	81
II. Sévérité des risques	85
III. Défis en matière d'alerte précoce et de prévention et Cadre institutionnel	85
IV. Nexus humanitaire, développement et paix	86

# SIGLE ET ABRÉVIATIONS

ANRPTS	Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés
BCP	Bilan Commun Pays / Common Country Analysis (CCA)
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CDH	Commission des Droits de l'Homme
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPDD	Cadre de Partenariat pour le Développement Durable
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DTS	Droit de Tirage Spécial
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FTP	Formation Technique et Professionnelle
GTA	Grand Tortue/Ahmeyin
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDE	Investissement Direct Etranger
IDH	Indice de Développement Humain
INFF	Cadre National de Financement Intégré
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MRU	Ouguiya mauritanien
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONS	Office National de la Statistique
ONUDC	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNDA	Programme National de Développement Agricole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
ProPEP	Programme Prioritaire Elargi du Président
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNV	Revue Nationale Volontaire
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SNU	Système des Nations Unies
SONUB	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base
SONUC	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence Complets
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNECA	Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies
UNEP	Programme des Nations unies pour l'Environnement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNISS	Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
ZLECAf	Zone de Libre-échange Continentale Africaine
WDI	Indicateurs du développement dans le monde de la BM

## Avant-propos

**L**e Bilan Commun Pays (BCP) est une évaluation indépendante, impartiale, interne de la situation du développement.

Fruit d'un travail collaboratif et produit phare de l'Equipe pays des Nations Unies, il a une fonction analytique et a pour objectif d'examiner les progrès, les faiblesses, les opportunités et les goulots d'étranglement par rapport à la marche vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en se basant sur des évidences et suivant une approche intégrée.

Conformément aux nouvelles directives du Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable, le BCP n'est plus un document fait de manière ponctuelle mais doit être dorénavant élaboré et révisé au moins une fois par année pour prendre en compte les changements et les dynamiques nouvelles (politiques, économiques, sociales, contexte humanitaire, crises etc.). A terme, avec des mises à jour effectuées chaque année, le processus du BCP, combiné au nouveau plan d'actions quinquennal de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2021-2025) et à l'évaluation prochaine du Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD) en cours, guidera la révision du prochain cycle de ce cadre de coopération, notamment par rapport à la compréhension de la dynamique du contexte du développement en Mauritanie, à l'identification des changements requis et à la définition des priorités et du cadre de résultats. Le Cadre de coopération actuel, référentiel et outil stratégique et légal d'intervention des Nations Unies en Mauritanie, porte sur la période 2018-2022. Le dernier BCP a été élaboré en 2020, premier depuis la réforme et servira comme base de la préparation du nouveau cadre 2023-2027.

Le présent document dresse un diagnostic impartial et analyse un large éventail de problématiques cruciales entravant le

développement de la Mauritanie. Il identifie aussi les facteurs qui auraient causé des problèmes majeurs de développement. Des stratégies d'intervention adéquates ainsi que les risques pesant sur l'atteinte des ODD sont également abordés. Pour cette édition 2021, la deuxième en son genre depuis la mise en œuvre de la réforme sur le repositionnement du Système des Nations Unies (SNU), l'analyse intègre le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, lequel pourrait impacter négativement la trajectoire des ODD et compromettre les acquis obtenus durant ces dernières années. A cet effet, les Nations Unies ont mis en place un plan de réponse socio-économique (SERP). Le contexte d'élaboration du BCP est également marqué par la fin de l'évaluation du premier plan quinquennal de la SCAPP et la préparation du deuxième, ainsi que la mise en œuvre du Programme Elargi du Président présenté en Septembre 2020.

Véritable travail collaboratif, la préparation du BCP a reposé sur les Groupes de résultats ayant mis à contribution l'expertise interne au sein du Système des Nations Unies. Le travail a mobilisé différents experts du SNU et sans faire recours aux consultants. Des sous-groupes d'analyse et de rédaction ont été formés en prenant en compte l'interdépendance des mandats des agences du SNU et en considérant les interconnexions entre les différentes thématiques du fait de la nature multiforme des ODD et de la complexité du développement durable. Cette approche a permis de mieux tirer profit de l'étendue, de la complémentarité et de la profondeur des capacités disponibles. Le BCP repose sur de nouvelles analyses mais s'est également appuyé sur la participation, des évaluations et des analyses passées conduites par les entités du SNU aussi bien résidentes, avec la participation pratiquement de l'intégralité des entités UN, que non-résidentes, le Gouvernement, la Société civile<sup>1</sup> ainsi que des Partenaires au développement.

<sup>1</sup> La rencontre virtuelle avec les OSC a vu la participation de plus d'une cinquantaine d'acteurs.

---

Les analyses ont été enrichies par des consultations avec les acteurs locaux, tout en respectant l'exigence d'impartialité et en préservant le caractère interne du document. L'analyse a également bénéficié des orientations et commentaires du Bureau Régional de Coordination pour le Développement (DCO) et du Groupe Régional d'appui au Programme.

Le rapport comprend huit sections qui proposent un diagnostic et une analyse de problématiques cruciales de développement en Mauritanie, assortie de recommandations concrètes. La première section présente le contexte économique, social et politique du pays. La deuxième section donne un aperçu des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD en partant de la récente Revue Nationale Volontaire. Les sections suivantes font une analyse d'exclusion sociale puis de diverses problématiques majeures de développement dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les trois dernières sections reviennent sur les perspectives régionales, le paysage financier et les risques menaçant le processus du développement durable et inclusif en Mauritanie.



---

## Résumé

**L**a Mauritanie enregistre une reprise progressive de l'activité économique après le choc de la Pandémie de COVID-19 avec une croissance estimée à 2,4% en 2021 contre -0,9% en 2020<sup>2</sup>.

Une reprise principalement alimentée par la dynamique des industries extractives particulièrement du fer et de l'or.

La croissance observée durant la décennie en Mauritanie n'a pas été suffisamment inclusive. Elle n'a pas permis une réduction significative de la pauvreté, de l'extrême pauvreté du chômage et des inégalités et son impact sur l'amélioration du bien-être de la population a été limité.

La Mauritanie a été classée au 157ème rang sur 193 pour son IDH de 0,546 en 2019 (une position inchangée depuis 2015), très proche de l'IDH moyen en Afrique Sub-saharienne (0,547) et largement supérieur à celui du groupe de pays à faible développement humain (0,513). Ainsi, entre 1990 et 2019, l'espérance de vie à la naissance en Mauritanie est passée de 59,7 à 64,9 années (augmentation de 5,2 années), la durée attendue de scolarisation de 3,7 à 8,6 années (augmentation de 4,8 années) ; la durée moyenne de scolarisation de 2,2 à 4,7 années (augmentation de 2,5 années) et le RNB par habitant (en dollars US de 2017 en PPA) de 4 474 à 5 135 (progression de près de 14,8%). Ce classement témoigne de l'ampleur des défis qui devront être relevés par le pays dans le domaine du développement humain. Malgré les moyens mobilisés, la faible qualité de l'éducation et la précarité du système de santé demeurent des préoccupations cruciales exacerbées par la survenance de la pandémie. L'environnement politique et sécuritaire est resté globalement stable. Au cours des années 2020 et 2021, la Mauritanie a continué de faire face à une multitude de défis transfrontaliers, du fait de sa position dans

la bande Sahélo-Saharienne, au cœur d'un ensemble géostratégique et sécuritaire traversé par une crise complexe et multidimensionnelle. Le pays reste affecté de manière générale par l'instabilité au Mali et au Sahel, caractérisé par sa vulnérabilité aux nombreux chocs environnementaux, sociaux et politiques. En particulier, la crise sécuritaire au Mali – avec lequel la Mauritanie partage une frontière de près de 2000 km – continue de faire peser une menace sérieuse sur la stabilité de la Mauritanie. Membre du G5 Sahel et partie intégrante de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel, la Mauritanie n'a connu aucun incident lié au terrorisme depuis 2011. C'est dans le contexte décrit ci-dessus que le rapport BCP cherche à monter les progrès accomplis dans la réalisation des ODD et à décrypter des problématiques majeures de développement en Mauritanie. Il est impératif de procéder à un diagnostic puis à une analyse approfondie des défis majeurs qui entravent le développement du pays et en dégager des implications stratégiques, surtout en ce qui concerne le SNU. Des progrès ont été indéniablement accomplis dans la réalisation des ODD par la Mauritanie mais un long chemin reste encore à parcourir. Au cours des dernières années, des investissements importants ont été effectués dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires pour soutenir la croissance économique. Toutefois, l'entretien des infrastructures demeure un grand défi. L'accès à l'électricité est toujours limité, en particulier en zone rurale. Quant à l'accessibilité à l'eau, elle est inégale et constitue un problème persistant au vu de la nature désertique du pays. La pandémie de COVID-19 a ralenti la mise en œuvre de plusieurs programmes de développement et pourrait considérablement compromettre les progrès réalisés dans plusieurs ODD. Concernant le suivi des ODD, des lacunes importantes en matière d'accessibilité et de disponibilité des données existent en dépit des

---

<sup>2</sup> Les estimations de la croissance de 2021 sont issues du dispositif des comptes rapides de l'Agence statistique nationale (ANSADE). Les résultats de ce dispositif sont mis à jour à chaque fois que des données plus actuelles de 2021 sont disponibles ou qu'un compte définitif pour une année antérieure est élaboré.

efforts entrepris, y compris ceux visant l'internalisation des ODD. L'accès aux services d'état civil s'améliore mais reste difficile surtout pour les plus vulnérables. La crise de COVID-19 a exacerbé la situation déjà précaire des femmes et des filles en Mauritanie avec l'augmentation de la violence; l'accès entravé des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive; l'impact sur la capacité des femmes à poursuivre leurs activités économiques; l'augmentation de la charge relative aux responsabilités de soin et au niveau des ménages; et l'exacerbation générale des conditions de vie des femmes habitant dans des milieux vulnérables tels que les camps de réfugiés, les prisons, etc.

Plus généralement, la pandémie de COVID-19 a exacerbé la vulnérabilité des groupes marginalisés qui souffraient déjà de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les risques de violation des droits humains ont augmenté avec la crise de COVID-19, notamment pour les personnes et groupes vulnérables (individus et communautés à risque de discrimination, y inclus les victimes des séquelles de l'esclavage ; enfants sans protection ; personnes vivant avec des handicaps ou une maladie chronique ; réfugiés et migrants ; travailleurs et travailleuses domestiques ; population carcérale etc.). Même si le plan national multisectoriel de réponse à la COVID-19 intègre les droits humains et l'action humanitaire, la mise en œuvre reste cependant à concrétiser de façon efficiente, surtout quand il s'agit d'assurer l'intégration des personnes les plus vulnérables et exclues.

Par ailleurs, la Mauritanie fait face à des problèmes structurels et transversaux qui entravent crucialement l'atteinte des ODD (faible transformation économique, gouvernance encore perfectible, faible développement rural, faible couverture et inefficience de la protection sociale, vulnérabilité au changement climatique et à la dégradation de l'environnement). Ces défis se posent aujourd'hui avec plus d'acuité avec la survenue de la pandémie de COVID-19. En 2020 et 2021, le système de protection sociale a été mis à l'épreuve à la suite des conséquences de la pandémie de COVID-19, notamment avec les mesures restrictives mises

en place pour limiter la propagation du virus et leurs effets négatifs sur les ménages déjà fragiles. Le Système des Nations Unies continue d'accompagner le Gouvernement dans ses efforts de renforcement de l'accès et de la qualité des services de protection sociale pour les populations vulnérables, dont celles à risque d'exclusion telles que les réfugiés, les migrants et les pauvres. Le développement agricole et rural constitue un axe prioritaire d'intervention pour réduire la pauvreté, les inégalités et l'insécurité alimentaire. La Mauritanie fait face à des risques considérables avec à la fois de faibles réserves (3,3 mois d'importation en 2020) et un taux élevé de dépendance à l'importation de blé (87,1%). En 2021 la Mauritanie a été confrontée à une nouvelle année de sécheresse sévère, dont les impacts seront amplifiés par la hausse considérable des prix des denrées alimentaires de base. 22 Moughataas sont au-dessus des seuils nutritionnels d'urgence, et 33 seront en situation de crise alimentaire lors de la période de soudure 2022. Au total plus de 660 000 personnes feront face à l'insécurité alimentaire en 2022, soit une hausse de 37% par rapport à l'année précédente (source cadre harmonisé, novembre 2021). Pendant la crise de COVID-19, les chaînes de valeur ont montré une vulnérabilité à tous les niveaux. Fortement vulnérable aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, la Mauritanie est menacée par les sécheresses cycliques et leurs conséquences sur les moyens d'existence des populations rurales et transhumantes, la montée du niveau de la mer et la fragilité du cordon dunaire le long du littoral. Les mutations sociales provoquées par les changements climatiques et les chocs environnement contribuent à particulièrement fragiliser les populations les plus vulnérables. La pandémie de COVID-19 a rappelé la dépendance de la Mauritanie et de l'Afrique en général vis-à-vis des marchés extérieurs ainsi que la nécessité d'une transformation de leur base productive. En effet, la transformation des systèmes de production est limitée en Mauritanie avec un panier d'exportation dominé par des produits non transformés, avec peu de valeur ajoutée, et issus principalement des industries extractives. Cela offre peu de place à la diversification, à la

---

montée en gamme et à la création d'emploi de qualité. Malgré quelques avancées, le tissu industriel du pays demeure limité, faiblement diversifié et géographiquement concentré. En outre, on note une prépondérance du secteur informel et des activités extractives, avec une forte polarisation des bases productives. Pour réaliser une mise en œuvre efficiente de l'Agenda 2030, il sera important de continuer à mener l'agenda de réformes de gouvernance multiniveaux et de renforcer les capacités institutionnelles. Ces années de pandémie ont vu une gouvernance fortement marquée par une nouvelle vision impliquant tous les acteurs nationaux.

L'intégration régionale, à travers notamment l'accord avec la CEDEAO et la ZLECAf, pourrait contribuer à l'atténuation des défis de développement auxquels le pays fait face (faiblesse de l'investissement, le manque de connectivité et la forte dépendance commerciale vis-à-vis des partenaires non-africains etc.) et contribuer à la réalisation des ODD. De grands enjeux existent en Mauritanie en ce qui concerne les déplacements de personnes, aussi bien pour les migrants que pour les réfugiés. Les transhumants transfrontaliers et internes ont également été fortement impactés par la fermeture des frontières dans le cadre des mesures contre la propagation de la COVID-19. L'année 2021 a été marquée également par la recrudescence du trafic de migrants en route vers l'Europe par la « route Atlantique » (aux larges des côtes mauritaniennes), en continuité du phénomène précédemment observé en 2020.

Par ailleurs, malgré la stabilité, le pays est devenu un couloir privilégié pour les échanges licites aussi bien qu'illicites entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, menaçant ainsi cette stabilité et amplifiant les problèmes de développement.

Le rapport présente également le paysage financier en Mauritanie, de façon non exhaustive. La mobilisation des ressources pour le financement des ODD requiert une maîtrise de l'ensemble des flux financiers entrant pour pouvoir identifier rapidement les nouvelles opportunités.

Le rapport donne des recommandations propices

et des orientations stratégiques pour la mise en œuvre du CPDD et de l'Agenda 2030.



## Section 1. Introduction et Contexte national

A la croisée du désert saharien et des steppes sahéliennes et avec sa superficie de 1 030 700 km<sup>2</sup>, la République Islamique de Mauritanie constitue le troisième pays le plus vaste en Afrique occidentale et le quatrième pays le moins densément peuplé d'Afrique avec une densité de 3,9 personnes au kilomètre carré. Elle est limitée au Nord par le Sahara occidental et l'Algérie, à l'Est par le Mali, au Sud par le Mali et le Sénégal et à l'Ouest par l'Océan Atlantique avec une façade maritime d'environ 700 km. La Mauritanie est un pays multiethnique ayant l'Islam comme fondement de l'Etat et des valeurs sociétales. La conception et la mise en place des institutions de la République ont été opérées à la lumière de ce cadre normatif. L'histoire et la géographie de la Mauritanie en font un pays à cheval sur le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Ces deux ensembles spatiaux affectent la géopolitique et la culture du pays et ont également de grandes implications commerciales et économiques comme en attestent les conséquences de la fermeture des frontières avec la crise de COVID-19 ou la récente fermeture du passage de Guerguerat entre le Sahara occidental et la Mauritanie.

### I. Contexte économique

L'économie mauritanienne renoue avec la croissance après avoir été durement éprouvée par la pandémie de la COVID-19. La croissance économique en 2021 ressort à 2,4% contre -0,9% en 2020, grâce aux performances enregistrées dans le secteur des services.

La Mauritanie, à l'instar des autres pays en développement en 2021, a souffert des tensions sur les chaînes d'approvisionnement issues des restrictions liées à la COVID-19. Cette situation a conduit à l'envolée des prix des commodités de base. Ainsi, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation ressort en glissement annuel à 5,7% à fin 2021.

Par ailleurs, le compte courant affiche pour l'année 2021 un déficit de 6,6% du PIB après avoir atteint 10,5% et 7% du PIB respectivement en 2019 et 2020. Une réduction du déficit principalement expliquée par une hausse [+24] des importations et un recul [-15%] des exportations par rapport à 2020. Une situation s'expliquant principalement par une contre-

performance enregistrée au niveau du secteur extractifs et une reprise de l'activité économique qui a stimulé la demande.

Selon l'ANSADE, l'offre a été principalement tirée par le secteur tertiaire avec une hausse de 10,2% en 2021 (en particulier 14,4% pour le transport, 11,1% pour l'enseignement et 12% pour les Administrations Publiques) après une baisse de 0,5% en 2020. L'activité a maintenu sa tendance baissière dans le secteur primaire avec un recul de 3,8% en 2021 (notamment -0,5% pour l'agriculture et 16,2% pour la pêche) après une baisse de 2,6% en 2020. Le secteur secondaire a pâti des difficultés de production dans les industries extractives (-12,6), avec pour résultante un repli de 8,2% contre +2,4% en 2020. Cela dénote de la relative reprise de l'activité économique nationale compte tenu des impacts de cette pandémie.

La progression du taux de la croissance en Mauritanie est corrélée à celle de l'Afrique de l'Ouest avec une correspondance fréquente entre les phases de récession et de croissance. Entre 2000 et 2019, l'économie de la Mauritanie a progressé à un rythme moyen d'environ 4,2%, légèrement plus que la dynamique observée sur l'ensemble du continent.

La croissance, ces dernières années, a été soutenue par la bonne tenue du secteur des ressources naturelles, notamment de l'or et du fer qui ont connu une envolée significative des prix durant les dix dernières années. Cependant la question de prospérité partagée demeure persistante et constitue un défi majeur pour les politiques publiques de développement. Les performances économiques réalisées par la Mauritanie dans cette dernière décennie, notamment à partir de 2015 n'ont pas permis une réduction de la pauvreté et des inégalités dont l'impact sur l'amélioration du bien-être de la population a été limité. Ceci revient en partie au fait que les matières premières sont exportées à l'état brut.

Selon les données de l'ANSADE sur les deux dernières EPCV, Entre 2014 et 2019, le taux de prévalence de la pauvreté est passé de 30,9% à 28,2% (soit une baisse de 2,7 points). La pauvreté demeure une problématique rurale, avec une incidence de 41,2% en milieu rural, contre 14,4% en milieu urbain. La prévalence de l'extrême pauvreté est passée de 16,6% en 2014 à 12,8% (soit une baisse de 3,8 points). Elle



demeure prépondérante en milieu rural avec 20,6% contre 4,5% en milieu urbain. La contribution du milieu rural en représente plus de 80%.

Les inégalités de revenu ont également diminué avec la baisse de l'Indice de Gini de 0,34 en 2014 à 0,32 en 2019. Ainsi, la part des dépenses du dernier quintile sur les dépenses totales est passée de 41,2% en 2014 à 39,7% en 2019 et celle du décile supérieur de 26% en 2014 à 24,4% en 2019.

Le taux de chômage moyen sur la décennie est estimé à environ 9,7%, avec 12,2% chez les femmes, et avec un effet plus prononcé en zone urbaine. La persistance de l'inadéquation entre les compétences et le marché du travail, conjuguée à une faible promotion de l'entrepreneuriat, ont entraîné ce chômage important. En outre, 55% des emplois sur la période sont considérés comme vulnérables. Globalement 1% de la population en âge de travailler a suivi une formation technique ou professionnelle qualifiante et environ 44,2% des jeunes 14-35 ans ne sont ni dans le système éducatif ni en emploi (Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel ENESI, 2017).

La population potentiellement active (de 14 à 65

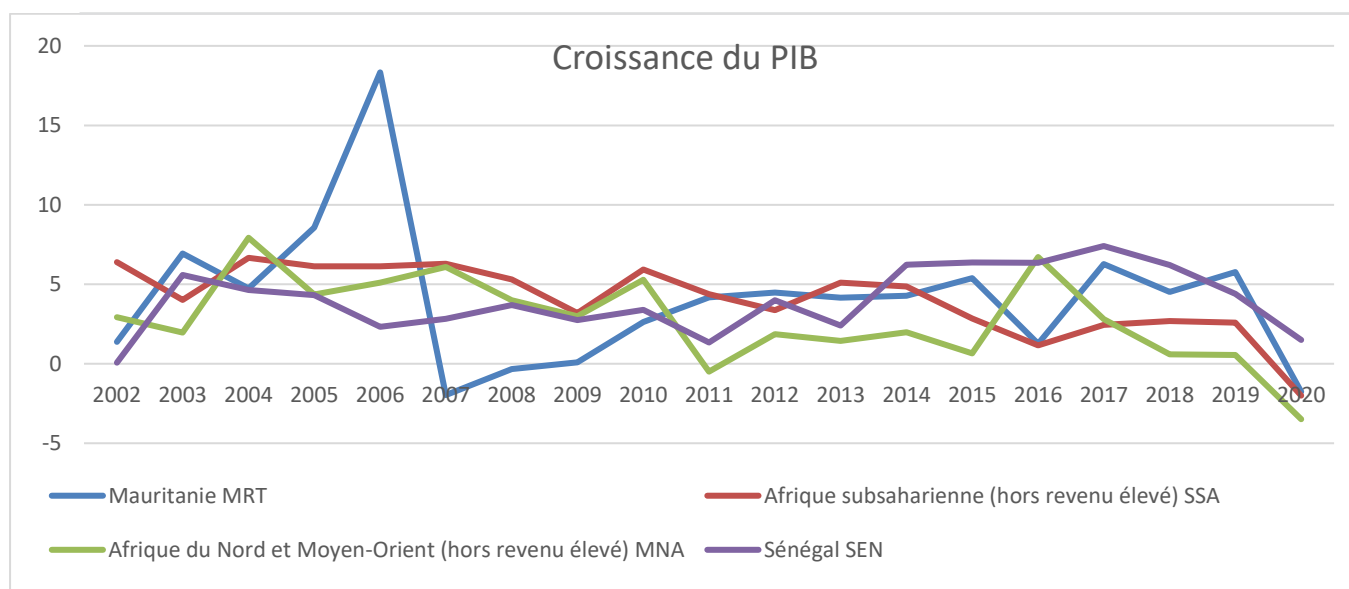
ans) représente 54% en 2019 contre 52,7% en 2017. En 2019, les 2/3 en sont des jeunes entre 14 et 35 ans contre plus 61% en 2017.

Elle est composée à 54,4% de femmes. Selon l'ENESI (Enquête Nationale sur l'Emploi et le secteur informel) de 2017, la population potentiellement active représentait 45,9% (chez les hommes et 54,5% chez les femmes).

A l'instar de la plupart des pays de l'Afrique du Nord, la participation des femmes au marché du travail reste limitée. En effet, 59,6% des hommes participent à la main d'œuvre, contre seulement 28,2% des femmes représentant ; selon la Banque Mondiale ; un manque à gagner de l'ordre de 19% du PIB du pays. Aussi, il est à relever une prépondérance de l'informalité, les activités informelles représentant environ 90% des emplois non-agricoles.

Un renforcement des stratégies de développement est ainsi nécessaire pour que ce dynamisme économique puisse se répercuter sur le bien-être des populations, conformément aux aspirations et objectifs déclinés dans le nouveau Programme Prioritaire Elargi du Président et dans la SCAPP.

**Graphique 1.1: Evolution de la croissance économique**



Auteurs : A partir des données WDI

Concernant les emplois du PIB, les dépenses de consommation publiques sont restées stables autour de 13,4% sur la période 2015-2019, en baisse par rapport à la valeur sur la période 2000-2004 et proche de la valeur moyenne en Afrique subsaharienne de 13,8% (WDI, 2019). En revanche, la demande a été véritablement impulsée par le dynamisme de l'investissement

favorisé par une amélioration dans l'environnement des affaires.

Les IDE ont augmenté graduellement depuis le début des années 2000 en lien avec le développement des industries extractives. Ces IDE sont devenus très importants pour l'économie mauritanienne avec un ratio stock IDE sur PIB de 142% en 2017, soit le troisième ratio le plus

élevé en Afrique (CNUCED, 2019), derrière le Mozambique (301%) et le Congo (239%). Le stock d'IDE est passé de 8 110 à 9 973 millions d'USD de 2018 à 2020. Les flux d'IDE sont estimés en moyenne à 357,8 millions USD par an entre 2015 et 2018 (CNUCED, 2019). Ils sont passés de 883,6 à 927,9 millions d'USD de 2019 à 2020. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, les flux d'IDE ont augmenté en Mauritanie de 10% en 2020, pour atteindre 1 milliard USD, en raison des investissements en provenance de Chine, malgré la crise économique mondiale déclenchée par la pandémie Covid 19. Leur majorité a ciblé les secteurs comme l'exploration et l'exploitation du pétrole, les activités des mines d'or et de fer, la construction et les télécommunications.

Le Gouvernement a initié un ensemble de mesures visant à améliorer l'environnement des affaires et à attirer et maintenir les IDE, les plus en vue étant la création de la zone franche de Nouadhibou et la mise à jour du code d'investissement avec une facilitation des procédures administratives et une sécurisation des investissements. Pour renforcer l'environnement des affaires et favoriser la participation du secteur privé, le Gouvernement a lancé d'autres initiatives comme : le programme Khadamaty en 2019 visant la modernisation de l'administration pour un fonctionnement efficace du système de délivrance des documents de transport, la création du centre international pour la médiation et l'arbitrage en vue de protéger les investissements privés et la création du Conseil Supérieur de l'Investissement (CSIM).

La Mauritanie est passée de 176<sup>ème</sup> place à la 148<sup>ème</sup> place dans le classement Doing Business de 2015 à 2019. Cependant, elle a connu un léger recul à la 152<sup>ème</sup> place selon le rapport 2020, malgré l'amélioration en matière d'accès aux informations relatives aux crédits et de facilité d'exécution des contrats. Il est nécessaire de maintenir les progrès dans la gouvernance économique, particulièrement dans le domaine de la réglementation des affaires, pour attirer plus d'investissements privés dans le pays.

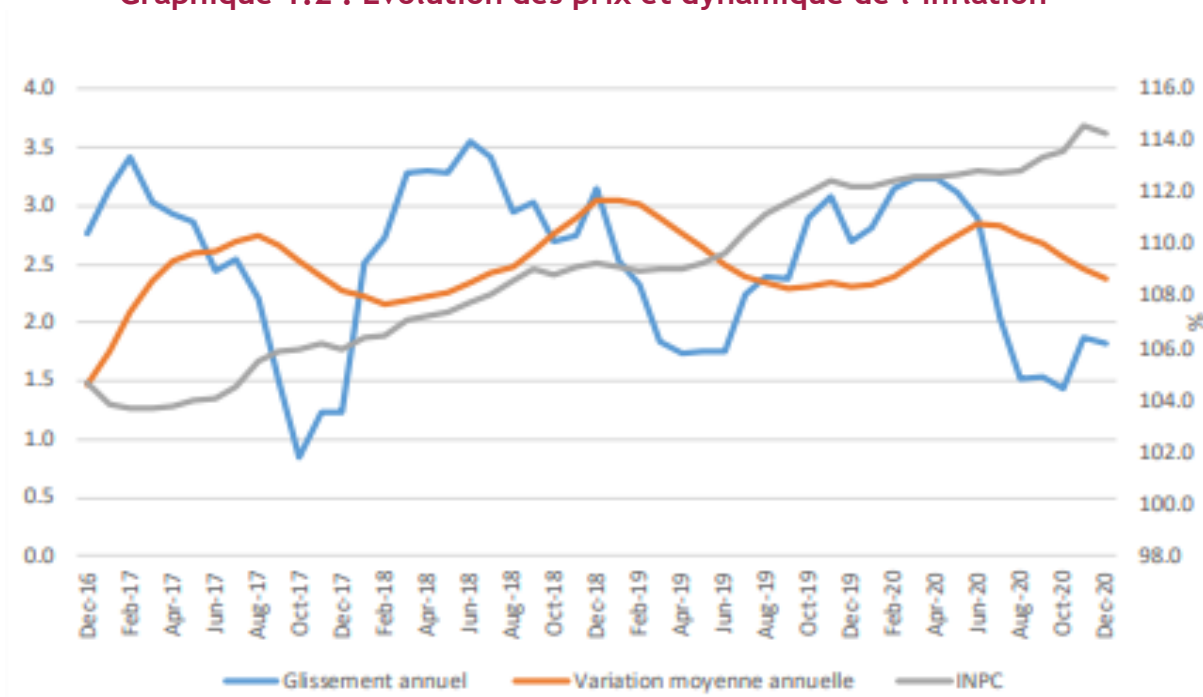
La dynamique de l'investissement en Mauritanie est mise également à rude épreuve par les

menaces politiques et sécuritaires dans la sous-région, le changement climatique et ses impacts dont les catastrophes naturelles et la pression sur les terres arables, la volatilité des prix des produits de base et la forte pression démographique. En outre, les ramifications économiques de la crise de COVID-19 auront un impact négatif sur les IDE, plusieurs projets d'investissement accusant un retard dans leur démarrage ou étant interrompus avec l'évolution de la conjoncture.

Concernant l'inflation, la hausse de l'indice des prix à la consommation, en glissement annuel, a atteint 5,7% en fin 2021 contre 2,4% en 2020.

Cette évolution est attribuable essentiellement à la hausse des prix des produits alimentaires en liaison avec la hausse des prix à l'importation, du fait de la perturbation enregistrée au niveau des circuits mondiaux d'approvisionnement et de transport.

**Graphique 1.2 : Evolution des prix et dynamique de l'inflation**



Source : ANSADE

Concernant les finances publiques, le ratio de la dette publique extérieure au PIB<sup>3</sup> est estimé à 61,8% en 2020 contre 61,2% un an auparavant tandis que le solde primaire hors dons quoiqu'en baisse est toujours excédentaire avec 1,0% en 2020 (BM, 2021). La dette a conservé sa viabilité grâce à l'initiative de suspension, d'environ USD 96 millions, du service de la dette mise en œuvre par un certain nombre de créanciers au cours du second semestre 2020 afin d'atténuer les effets de la pandémie du Covid-19. La crise a renforcé les pressions budgétaires, dans un contexte déjà marqué par une capacité d'expansion de l'espace fiscale déjà limitée. Cependant, les recettes intérieures ont bénéficié de la bonne tenue du secteur extractif et de recettes non fiscales exceptionnelles qui ont compensé la baisse des recettes fiscales permettant ainsi d'absorber l'augmentation des dépenses de l'Etat relative aux mesures de soutien

aux ménages vulnérables et à la relance de l'activité économique.

La structure des échanges extérieurs est structurellement déséquilibrée, la Mauritanie exportant bien plus qu'elle n'importe sur la période 2000- 2019 sauf en 2011 et en 2006. Les exportations ont augmenté pour passer de 37,7% du PIB sur la période 2005-2009 à 45,4% sur 2010-2014, affectant le solde de la balance commerciale sur la période, avant de baisser à 37,2% sur 2015-2019. Les importations quant à elles se sont stabilisées autour de 53% sur les périodes 2010-2014 et 2015-2019 (WDI, 2019). En 2021, le solde des transactions courantes estimé à -14,6% du PIB, une aggravation par rapport à 2020 où il ressortait à 11,0% tandis que les réserves de change enregistrent une baisse de 0,1 qu'en 2020 pour se situer à 4,8 mois d'importations (BM, 2021).

<sup>3</sup>Le ratio de la dette (hors Koweït)







## II. Contexte social

La Mauritanie demeure dans la catégorie des pays à faible indice de développement humain (IDH) malgré une constante évolution de son score. En effet, de 0,513 en 2017, il s'est établi à 0,527 en 2019 pour enfin ressortir à 0,546 en 2020 occupant ainsi le rang de 157<sup>ème</sup> sur 189. Les efforts en matière de développement humain doivent être renforcés en témoignent les indicateurs sociaux spécifiques. Le taux de pauvreté au niveau national est de 28,20% avec 12,8% de la population en situation d'extrême pauvreté, selon la dernière enquête nationale sur les conditions de vie des ménages de 2019. Selon les dernières données de la banque mondiale, la pandémie de COVID-19 pourrait entraîner une hausse de la pauvreté de 5,4% à 6,3% entre 2019 et 2020, puis de 6,4% cette année 2021. Estimée à plus de 4,2 millions habitants, dont 52,8% vivant en zone urbaine et 47,2% en milieu rural, la population de la Mauritanie s'accroît à un rythme de plus de 2% par an. La population de moins de 15 ans représente 44,4% de la population et connaît une croissance plus forte que celle des autres groupes. Il est aussi clair que les fruits du développement économique ne pourront être perceptibles si le pays n'évolue pas favorablement vers une maîtrise de sa transition démographique. Le dividende démographique est inscrit dans la SCAPP et le projet SWEDD qui est une réponse du SNU et de la banque mondiale à l'appel de cinq Présidents du Sahel (60 MUSD pour les 4 prochaines années) matérialise cette volonté d'accélérer la transition démographique et promouvoir le développement humain, l'égalité entre les genres et une croissance économique équitable dans la région du Sahel. En outre, la politique d'accueil de la Mauritanie la positionne comme un espace de paix et d'hospitalité pour les populations déplacées, en particulier pour celles en

provenance du Mali.

A la fin décembre 2021, le nombre de réfugiés en Mauritanie s'élevait à 75 949, dont 69 149 maliens vivant dans et autour du camp de Mbera, à 50 km de la frontière avec le Mali dans la moughataa (département) de Bassikounou et 6 800 réfugiés enregistrés dans les centres urbains de Nouakchott et Nouadhibou. En outre, 3 384 demandeurs d'asile sont également enregistrés. Si leur nombre ne représente à l'échelle nationale que près de 2% (1,76%) de la population, leur présence dans la moughataa de Bassikounou, qui accueille le plus grand camp de réfugiés maliens de la région du Sahel, est équivalente à la population locale. La Mauritanie est aussi un pays de transit et d'accueil pour des nombreux migrants de la région, attirés par des opportunités économiques ou en transit vers l'Europe et les pays du Magreb. Les derniers chiffres gouvernementaux concernant le nombre de migrants en Mauritanie datent de 2013. Cependant, les enquêtes menées en avril 2021 par l'ANSADE et OIM à Nouakchott et Nouadhibou estiment le nombre de migrants à 120 296 entre les deux localités, avec plus de 105 000 migrants résidentes à Nouakchott<sup>4</sup>, les communautés le plus représentées étant la sénégalaise et la malienne. 94% de ces migrants exercent une activité économique en tant qu'employés ou travailleurs indépendants, majoritairement dans le secteur de la pêche, la construction, la restauration ou le service à la personne (ménage, jardinage, gardiennage). Les communautés migrantes ont été très impactées par la crise économique déclenchée par la COVID-19, du fait des métiers exercées à l'informel. Concernant le secteur de l'éducation, des avancées ont été observées dans l'accès aux services éducatifs mais la qualité de l'éducation mérite d'être améliorée. La population mauritanienne se caractérise par une présence massive de jeunes en âge scolaire, créant ainsi une forte pression au niveau de la demande scolaire. Dans l'enseignement primaire, le taux

<sup>4</sup> Rapport-danalyse-enquete-sur-la-migration-nouakchott-mars-avril-2021

brut de scolarisation au primaire a atteint 81,1% en 2019 au niveau national contre 76,8% en 2014, marqué par de fortes disparités entre les Wilayas<sup>5</sup>. La faible adéquation entre l'offre d'éducation et le marché du travail, les difficiles conditions d'enseignement, le manque d'enseignants sont, entre autres, les facteurs explicatifs de la non-performance du secteur. Il est estimé que près de 350 000 jeunes âgés entre 15 et 25 ans sont déscolarisés et sans compétences employables en Mauritanie. De grands progrès ont été également notés dans le secteur de la santé avec notamment les impacts positifs du forfait obstétrical, les efforts dans le recrutement de personnels, les évolutions lentes mais favorables de la mortalité infantile et infanto-juvénile, les efforts dans la gouvernance du secteur et dans la planification etc. En dépit des efforts déployés par le Gouvernement et les partenaires, le secteur de la santé fait face à de nombreux défis tels que l'insuffisance du personnel médical et la répartition inefficace des ressources humaines dans un contexte de population de plus en plus croissante, la faible qualité des infrastructures médicales, la faible couverture médicale et des ressources financières limitées, avec les dépenses totales en santé par habitant entre 54 et 69 USD par an sur la période 2012-2015 (Ministère de la santé, 2017). Plusieurs initiatives ont été prises pour faire face à cette situation difficile du secteur que la pandémie de COVID-19 est venue aggraver. Au début de la crise<sup>6</sup>, le pays ne disposait pas du personnel nécessaire, d'un nombre suffisant de tests PCR et de capacités matérielles<sup>7</sup> pour faire face médicalement de façon immédiate à la pandémie, et cela malgré les efforts soutenus de préparation notamment avec la mise en place du comité multi-sectoriel de réponse dès le 28 janvier 2020. A la date du 24 février, un cumul total des cas confirmés depuis le début de la pandémie en Mauritanie est de 58 621 cas dont 12 341 cas actifs suivis, 977 décès et 57 586 guérisons (Ministère de la santé/Rapport de situation Covid19 n°704, 24 février 2022). La

Mauritanie a été appuyée par le Système des Nations Unies et l'ensemble des partenaires, à travers des mécanismes comme le Système de gestion des Incidents (IMS). Le Gouvernement a reçu également un appui technique conjoint et coordonné dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan National de Préparation et d'Intervention COVID-19 et puis dans l'élaboration du Plan de Réponse Multisectoriel au COVID-19. Dans le cadre de la riposte, le SNU s'est engagé à promouvoir des interventions inclusives ne laissant personne pour compte et en phase avec les ODD. Après une baisse considérable du nombre journalier d'infections à partir du mois d'août 2020, la propagation s'est accélérée de nouveau vers fin 2020, sans doute facilitée par le relâchement observé dans l'application des mesures barrières et de prévention par la population le 26 mars 2021, la vaccination anti COVID-19 a été lancée par son Excellence Monsieur le Président de la république, le gouvernement mauritanien s'est fixé comme objectif de vacciner 2 690 855 individus, cela représente 63% de la population. Déjà 37% de cette cible est désormais complètement vaccinée. A la date du 20 février 2022, 1 359 926 des individus ont reçu au moins une dose et 1 007 623 sont complètement vaccinées. La Mauritanie est dans le peloton de tête des pays africains ayant atteint les cibles de la vaccination anti-COVID-19. En Mauritanie, un enfant sur quatre est dans une situation de pauvreté absolue<sup>8</sup> et environ trois enfants sur dix sont exposés à la sécheresse et aux inondations et risquent de ne pas manger à leur faim ou souffrir de malnutrition sévère.

Les taux de mortalité infantile et infanto-juvénile sont élevés et se situent respectivement à 33% et à 41% (EDSM, 2019). Ces taux atteignent 37% et 47% en milieu rural. Quant à la mortalité maternelle, elle constitue l'une des plus élevée en Afrique avec 424 décès pour 100 000 naissances vivantes enregistrées. De plus, les femmes ont une faible participation aux activités économiques et sont souvent victimes de stéréotypes liés au genre.

<sup>5</sup> Le Hodh Charghi, le Hodh EL Gharbi, l'Assaba, Guidimagha le Gorgol et le sont en retrait

<sup>6</sup> Le premier cas le 13 mars 2020 et le deuxième le 18 mars 2020

<sup>7</sup> Que 62 lits de soins intensifs et 32 ventilateurs en circuit ouvert disponibles dans les hôpitaux publics en fin avril 2020.

<sup>8</sup> Privation d'au moins deux droits fondamentaux : éducation, eau, assainissement, habitation, santé et accès à l'information.

Une étude réalisée pour mesurer l'impact de la COVID-19 sur les relations entre genre en Mauritanie<sup>9</sup>, a montré que les conséquences de la COVID-19 qui ont un lien avec les VBG sont multiples. Les résultats montrent que 94,1% des enquêtés ont déclaré que les violences ont augmenté pendant cette période de confinement. Les types de violences les plus évoquées par les enquêtés sont : les pertes économiques dues au chômage cité par 86,3% des enquêtés, la hausse du travail domestique pour les femmes, surtout avec la fermeture des écoles (72,8%), l'absence des moyens d'existence pour les femmes du secteur informel (68,4%), les contacts entre les membres de la famille plus rapprochés, donc plus de risque de conflits et de violence (60,4%). Leur vulnérabilité a augmenté en raison de leur dépendance. Ceci est d'autant plus préoccupant si l'on tient compte du fait que plus de 80% des actifs occupés en Mauritanie mènent leurs activités dans le secteur informel. De ce fait, les mesures prises par l'Etat pour lutter contre la propagation de la COVID-19 ont engendré des pertes économiques dues au chômage, des discriminations, exposant ainsi les femmes et les filles au risque d'exploitation de tout ordre. Les personnes en situation d'handicap sont devenues encore plus vulnérables aux formes déjà existantes de VBG. Avec l'effondrement du système de surveillance et de protection dû à la priorité désormais accordée à la prise en charge des cas de COVID-19, les viols, et les pratiques néfastes : MGF (44,9%), et Mariage forcé/Enfant (44,2%) ont connus à leur tour une recrudescence, selon la même étude. La pandémie de COVID-19 a eu des impacts sur les ménages sur le plan social à travers plusieurs canaux : baisse des emplois et des revenus, perturbations de l'accès aux marchés découlant des restrictions de déplacement, pression des dépenses sanitaires supplémentaires sur les revenus des ménages, bouleversements dans le

secteur de l'éducation, augmentation des cas de violences basées sur le genre avec le confinement, hausse de l'insécurité alimentaire etc. Selon les simulations du Gouvernement, une baisse de 40% des revenus des ménages aura pour conséquence une augmentation du nombre de nouveaux ménages pauvres d'environ 127 000, augmentant le nombre total de ces ménages à 281 177 (Plan National Multisectoriel de riposte à la pandémie de COVID-19, 2020).

Il est important de souligner qu'au milieu des restrictions liées à la COVID, le Gouvernement a permis aux fournisseurs des produits alimentaires et d'autres produits de base de traverser les frontières, mais avec des retards dus aux contrôles et aux couvre-feux. Cette fermeture partielle a posé, en Mauritanie comme ailleurs, des difficultés majeures, en particulier pour les expéditions de denrées périssables et les mouvements de bétail.

Certaines des premières mesures prises par les pays sahéliens pour lutter contre la propagation du virus COVID-19 comprenaient la fermeture des frontières terrestres et la suspension des vols. La pandémie du COVID-19 et les restrictions qui l'accompagnent ont ainsi réduit les interactions inter-régionales. Les pertes économiques pour le commerce alimentaire dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest ont atteint 10 à 30%, tandis que 42% des commerçants de bétail en Afrique de l'Ouest ont indiqué que leurs activités avaient été interrompues, selon le Comité interétatique permanent pour la lutte contre la sécheresse au Sahel. En outre, cette fermeture a eu un impact humain, avec des centaines de migrants bloqués dans les pays d'accueil sans sources de revenu, et une augmentation des personnes empruntant des chemins irréguliers de migration.

---

<sup>9</sup> Impact de la COVID-19 sur les Violences Basées sur le Genre en Mauritanie, MASEF/UNFPA 2020

### III. Contexte politique et sécuritaire

La situation politique en 2020 est demeurée généralement stable, en dépit de la crise économique et sanitaire dérivant de la pandémie de COVID-19. Dans un contexte d'attentes grandissantes du public pour des réformes socioéconomiques et la gouvernance, le président, Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, a poursuivi ses discussions bilatérales avec les dirigeants de l'opposition sur des questions liées à la cohésion sociale et aux défis socioéconomiques. Par ailleurs, le Président de la République s'est engagé dans la voie de la concertation nationale avec l'opposition en soutien à la décrispation de la situation sociopolitique et économique. Toutefois, la méfiance entre les acteurs politiques a continué de marquer le paysage politique déjà fragmentée, avec une opposition politique distinguée en opposition « radicale » et « dialoguiste ».

En 2021, Le climat politique semble en effet avoir fait place à l'apaisement et une plus grande ouverture aux différents segments de la classe politique, en particulier l'opposition, associée à la riposte contre la COVID-19.

Une initiative parlementaire a été menée pour enquêter sur les actes de corruption survenus sous le règne de l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008-2019.

La situation politique interne, en 2020 et 2021, a été marquée par la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques qui faisait état d'allégation de malversations financières impliquant l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz. Le procès judiciaire contre l'ancien président Aziz, ainsi que d'autres membres de son gouvernement, dans le cadre d'une enquête sur la corruption, a conduit à l'arrestation et à la détention de l'ancien président le 22 juin, puis à son placement en résidence surveillée. Le principal parti de l'opposition parlementaire, le Rassemblement national pour la réforme et le développement, a continué d'exiger des

poursuites judiciaires contre l'ensemble des personnes mentionnées dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire.

Le débat politique est resté aussi marqué par les soubresauts relatifs aux tensions sociales persistantes sur fond de méfiance inter communautaires, avec notamment les revendications de l'Initiative pour la Résurgence du Mouvement Abolitionniste, une organisation anti-esclavagiste.

Le nouveau gouvernement s'est engagé à une meilleure ouverture de l'espace démocratique. Cela s'est concrétisé par l'adoption de la loi sur la liberté d'association. Laquelle supprime l'obligation pour les nouveaux groupes de la société civile d'obtenir un permis officiel d'opération. Avec la nouvelle loi, les nouveaux groupes de la société civile ne sont pas tenus d'avoir un permis avant d'annoncer officiellement leur existence.

La situation politique en 2021 a été fortement marquée par l'annonce, par les autorités, d'une concertation nationale sur les questions de société. Les partis d'opposition, pour leur part, ont réitéré leur appel à un dialogue politique institutionnalisé.

La situation sécuritaire est restée généralement stable, malgré les préoccupations liées à l'instabilité au Mali et dans le reste du Sahel avec le risque de propagation de l'insécurité et les potentiels impacts socio-économiques notamment aux niveaux des régions frontalières avec les pays voisins du Sahel.

Membre du G5 Sahel et partie intégrante de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel, la Mauritanie, n'a connu aucun incident lié au terrorisme depuis 2011. Toutefois, l'instabilité grandissante dans le Sahel, y compris la prolifération de groupes armés non-étatiques dont des groupes terroristes, constitue un facteur de risque résiduel pour la pérennisation de la paix en Mauritanie. La détérioration sécuritaire au Mali, notamment, reste une préoccupation majeure pour la stabilité et la sécurité aux frontières. Par ailleurs, le coup d'état au Mali et les



reconfigurations dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent dans la zone sont autant de facteurs qui compliquent et fragilisent davantage la sécurité dans le sahel.

En effet, les transitions militaires en place au Mali et au Burkina Faso à la suite des coups d'Etat et des tensions diplomatiques entre certains des Etats membres menacent la cohésion interne du G5 Sahel et pourraient avoir une incidence sur la conduite des opérations contre les groupes terroristes. Particulièrement au Mali, plusieurs zones échappent au contrôle des autorités centrales après l'implantation des groupes terroristes. Il est possible que l'absence de l'autorité de l'Etat malien dans certaines zones frontalières avec la Mauritanie entraîne des conséquences humanitaires et des problématiques de protection des civils y compris en Mauritanie. Ces facteurs pourraient augmenter la probabilité de l'extension de la violence vers le territoire mauritanien et des conséquences humanitaires associées.

Sur le plan interne, la situation des droits des femmes n'a pas connu d'avancées significatives, dans un contexte de recrudescence de violence contre les femmes. Les défenseurs des droits de l'Homme plaident actuellement pour l'adoption et l'application de la loi réprimant les violences faites aux femmes et aux filles.

La récente adoption du Plan d'action national pour la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et les efforts en cours de plusieurs organisations de la société civile nationale, pourraient faciliter le plaidoyer en faveur de la loi sur le genre ainsi que la participation des femmes. Un Observatoire national des Droits des Femmes et des Filles (ODFF) a été mis en place en avril 2021, avec pour principale ambition de permettre un exercice équitable de la citoyenneté par les femmes et les hommes, pour un développement juste et durable. Enfin, le

processus inclusif et participatif en cours pour la conception du CSPP donnera à terme un cadre inclusif pour la synergie entre acteurs impliqués dans la prévention et la consolidation de la paix pour plus d'impacts.

#### IV. Cadre de développement national

Le Cadre de Partenariat Pour le Développement Durable (CPDD) 2018-2022 est le cadre de référence de l'appui stratégique offert par le SNU pour répondre aux nombreux défis qui interpellent la Mauritanie. Développé de façon participative par l'Equipe Pays des Nations Unies, en étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires au développement, et prenant en compte les avantages comparatifs du SNU, le CPDD vise l'atteinte de résultats probants dans les domaines de la i) croissance inclusive ii) du capital humain et des services sociaux de base, et iii) de la gouvernance. Le CPDD intègre pour la première fois les besoins humanitaires favorisant ainsi l'opérationnalisation du nexus.

Le Gouvernement a adopté la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030), un plan national de développement parfaitement aligné aux ODD et sur lequel s'aligne le CPDD. La SCAPP vise à faire de la Mauritanie un pays émergent d'ici 2030 et repose sur trois leviers convergents : i) Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive ; ii) : Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base ; iii) Renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions. Le premier plan d'actions (2016-2020) s'est appuyé sur 15 chantiers stratégiques, déclinés en 59 interventions prioritaires libellées sous forme de réformes, de programmes, de projets ou d'actions. Afin de consolider les acquis de la première phase et d'accélérer le processus de transformation socio-économique, le Gouvernement prépare l'élaboration du deuxième plan quinquennal. Une évaluation du premier plan quinquennal 2016-2020 de la SCAPP a été réalisée avec l'appui du Système des Nations Unies et dont les leçons apprises seront prises en compte dans le second plan quinquennal de la SCAPP. Des SCAPP régionales (SCRAPP) sont également en cours d'élaboration avec l'appui du Système des Nations Unies pour accompagner le processus de décentralisation.

---

Pour faire face aux conséquences de la pandémie et relancer rapidement et durablement l'économie, le Gouvernement a préparé un Programme Prioritaire Elargi du Président (ProPEP), lancé en septembre 2020. Ce programme constitue une consolidation du Programme Prioritaire N°1 du Président de la République lancé en janvier 2020 et du Plan National Multisectoriel de Riposte à la pandémie de COVID-19, élaboré avec le soutien des Nations Unies et des partenaires pour apporter une réponse immédiate aux conséquences sanitaires et socio-économiques. D'un coût de 24.162 millions MRU, le programme élargi s'aligne aussi à la SCAPP, aux ODD et définit des actions prioritaires pour les trente mois qui suivent son lancement.

Ces nouveaux efforts devraient permettre de renforcer la résilience du système de santé, stimuler la production domestique et le développement économique local afin de mieux préparer le pays à faire face à de futurs chocs.



## Section 2. Progrès de la Mauritanie dans la mise en œuvre des ODD

La section revient rapidement sur les progrès de la Mauritanie dans la mise en œuvre des ODD en partant notamment de la Revue Nationale Volontaire<sup>10</sup> de 2019 et des autres publications et données disponibles sur le suivi des ODD. Les mécanismes institutionnels mis en place par le Gouvernement pour assurer le suivi des ODD ainsi que les manquements en termes de données seront également abordés. Il convient de noter que la pandémie de COVID-19 a interrompu la mise en œuvre de certains programmes de développement et pourrait considérablement compromettre les progrès accomplis dans plusieurs ODD notamment ceux relatifs à la santé, la croissance, l'éducation, l'emploi, la pauvreté et la faim.

En 2021, l'appui du SNU à travers le PNUD a permis au Ministère des Affaires Economique la mise en place d'une boîte à outils pour l'accélération du pilotage des ODD en Mauritanie. Cela a permis : l'élaboration d'un rapport d'évaluation de la SCAPP et 4 notes sectorielles sur la SCAPP ; une plateforme numérique de suivi et de pilotage du PROPEP a été mise en place ; 3 SCRAPP élaborées et/ou appuyées (Gorgol, Trarza, Assaba).

En collaboration avec l'Alliance Sahel et le gouvernement, un outil numérique de suivi et de rapportage sur les interventions dans le Hodh Chargui a été opérationnalisé permettant de documenter les progrès dans la réalisation des ODD dans cette wilaya (région) de convergence prioritaire. Cet outil a servi de base pour la coordination entre l'État et une quinzaine de partenaires internationaux et permettra un meilleur pilotage de la décentralisation.

### I. Situation des ODD

#### • Peuple

**ODD1** (Pauvreté). Si l'action du Gouvernement a permis une évolution des dépenses des ménages et un recul de l'extrême pauvreté<sup>11</sup>, le pays doit encore affronter des défis majeurs dans l'accès aux services sociaux de base et des sérieux problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. La proportion des dépenses publiques totales affectées aux secteurs sociaux (éducation, santé et la protection sociale) a augmenté de 41,07% à 53,82% entre 2016 et 2018. Toutefois, un peu plus d'un quart de la population (28,2%) vit en dessous du seuil de pauvreté en 2019. Ce taux est de 32,7% chez les enfants. En termes de répartition spatiale, la pauvreté en milieu rural a connu un recul de 3 points, passant de 43,8% en 2014 à 41,2% en 2019, alors qu'en zone urbaine elle n'a reculé que de 2,7 points, passant de 17,2% en 2014 à 14,4% en 2019 (EPCV). Cette baisse de l'incidence de la pauvreté ne s'est pas traduite par la baisse du nombre des pauvres qui est passé de 1 039 410 de pauvres en 2014 à 1 150 743 de pauvres en 2019 (soit 111 333 pauvres supplémentaires) dont 691 655 enfants soit 60%. L'analyse de l'extrême pauvreté montre que les disparités selon le milieu de résidence demeurent : 20,6% de la population en milieu rural sont en situation d'extrême pauvreté en 2019 soit une baisse de 4 points par rapport à 2014 (24,4%), contre 4,5% en milieu urbain qui a enregistré une baisse de plus de 3 points entre 2014 (7,9%) et 2019. Il est important de souligner que la profondeur et la sévérité de l'extrême pauvreté restent inquiétantes, principalement en milieu rural où elles s'établissent, respectivement, à 5,1% et 2%. La contribution du milieu rural à la pauvreté

<sup>10</sup> La RNV s'est appuyée principalement sur les données de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV 2014) et sur le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2013).

<sup>11</sup> Le taux de pauvreté a reculé de 42% à 31% de 2008 à 2014. L'indice de pauvreté multidimensionnel est de 50,5 (Rapport sur le Développement Humain, 2019).

extrême représente plus de 80% quelle que soit la mesure choisie de la pauvreté. La pandémie de COVID-19 a exacerbé la situation sociale et économique des ménages aussi bien en milieu urbain que rural notamment à travers la baisse des revenus avec les pertes d'emploi, les difficultés d'accès aux marchés à la suite des restrictions de déplacement entre les Wilayas, la pression des dépenses supplémentaires en santé sur le revenu des ménages, l'impact sur les transferts des migrants etc.

L'analyse des résultats de l'EPCV 2019-2020 montre qu'une proportion relativement importante de la population non pauvre peut être vulnérable à tout choc ayant un impact sur son revenu. En effet, comparativement à la prévalence de pauvreté pour le seuil de référence (28,2% de pauvres au seuil de 19 100 MRU), une hausse de 5% du seuil de pauvreté entraîne une hausse de l'incidence de la pauvreté de 2,8 points. Une hausse de 15% du seuil de pauvreté induirait une hausse du taux de pauvreté de 9,6 points. Ces analyses présagent une augmentation des taux de pauvreté dans le pays à la suite de la pandémie COVID en dépit des efforts de protection sociale déployés par le gouvernement mauritanien.

L'une des premières mesures d'atténuation a été de fournir, à travers la Délégation Générale de Taazour, des transferts sociaux à 230 000 familles pauvres, dont environ 20 000 à Nouakchott, pendant trois mois. L'inclusion des migrants et réfugiés résidents en Mauritanie dans les listes de familles pauvres reste un enjeu pour assurer l'inclusion de toutes les personnes vulnérables dans les programmes de protection sociale, même si des avancements ont été fait dans ce sens. En 2021, les réfugiés ont progressivement été inclus dans le Registre Social, permettant aux plus vulnérables d'entre eux de bénéficier de transferts sociaux de la Direction Générale de Taazour à partir de 2022 et au-delà.

**ODD2 (Faim).** La Mauritanie se heurte à des problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelles récurrents qui remettent en cause ses avancées sociales. La production alimentaire reste structurellement déficitaire,

couvrant seulement 30% des besoins en céréales. Les effets du changement climatique et la répétition de plus en plus fréquente des sécheresses désormais tous les deux ans érodent les moyens d'existence en zone rurale. De plus, les conditions institutionnelles (manque de formation, de recherche) et économiques (coût de production élevé, manque de techniques et d'intrant, etc.) entravent le développement des cultures, notamment légumières et fourragères. En outre, les effets du COVID-19 ont eu des incidences sur les chaînes d'approvisionnements alimentaires qui étaient déjà complexes. L'insécurité alimentaire en zone urbaine progresse également de manière continue.

Après une année d'accalmie en 2020, la Mauritanie a de nouveau été frappée par une sécheresse violente en 2021, ayant des impacts négatifs à l'échelle du pays, en particulier pour les ménages pastoraux et ceux dépendants de l'agriculture sous pluie. Combinée aux effets socioéconomiques de la crise sanitaire et à la hausse considérable des prix des denrées alimentaires de base observée courant 2021 (+16,2% pour le riz, +72,4% pour l'huile, +30% pour le sucre, et +43% pour le blé), cette situation présage d'une période de soudure 2022 particulièrement précoce et sévère. Au total, il est attendu que plus de 660 000 personnes et 33 Moughataas feront face à une situation de crise alimentaire mi-2022, soit une hausse de 37% par rapport à l'année précédente.

Cette situation affecte également de manière aiguë les populations réfugiées, largement dépendantes, pour celles résidentes au camp de Mbera, des organisations internationales pour l'assistance alimentaire et les populations transhumantes qui rentrent en compétition pour les ressources d'eau et pâturage avec les communautés sédentaires. Cette situation est exacerbée par le contexte sécuritaire au Mali (plus de 3 000 nouveaux réfugiés enregistrés entre janvier et mars 2022) et les restrictions commerciales imposées au Mali.

Concernant les aspects nutritionnels, on note



que malgré une baisse significative entre 2001 et 2010, la malnutrition chronique s'est stabilisée et continue d'affecter un enfant sur cinq. La malnutrition aiguë sévère demeure élevée et continue de constituer une cause importante de mortalité infantile en dépit des progrès accomplis. Les résultats de l'enquête SMART de 2021 indiquent que la prévalence de la malnutrition aiguë globale au niveau national stagne autour de 11% (11,2% en 2019 ; 11,10% en 2021) avec un taux de sévérité passé de 1,8% à 1,9%, des taux proches du seuil d'urgence nutritionnel de 2% fixé par l'OMS. Les causes immédiates de la malnutrition perdurent en Mauritanie et sont essentiellement liées à la maladie, à un déficit d'apport alimentaire associé à des pratiques inappropriées d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pendant la période de soudure : 40% de diarrhée ; 61% d'allaitement maternel exclusif des enfants (0-6 mois) ; 42% de diversité alimentaire ; 21,7% d'alimentation minimale acceptable des enfants 6-23 mois. Ces causes immédiates sont liées à des causes sous-jacentes et structurelles de la malnutrition persistantes. Il a par exemple été démontré que, si la plupart des ménages peuvent accéder à une alimentation adéquate sur le plan énergétique, plus de la moitié n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation adéquate sur le plan nutritionnel (dont le coût est entre deux et quatre fois plus élevé en fonction des zones du pays)<sup>12</sup>. Or les besoins nutritionnels sont particulièrement élevés pour les enfants, les filles adolescentes et les femmes enceintes ou allaitantes. C'est pourquoi, la lutte durable contre la malnutrition requiert une réponse holistique multisectorielle combinant des interventions spécifiques et sensibles en nutrition à l'échelle nationale.

Paradoxalement, la prévalence de la population en surpoids augmente de manière rapide. Plus d'un quart des femmes 15-19 ans souffrent de surpoids (28%) dont 8% obèses selon l'EDSM 2019.

En Mauritanie, la malnutrition constitue un problème majeur avec des conséquences socio-économiques à long terme. En effet, les retards de croissance (malnutrition chronique) résultent en une perte cumulée représentant 13,5% du PIB. Il est établi que 90 milliards MRU de ressources publiques pourraient être économisées chaque année en priorisant des investissements dans la lutte contre la malnutrition. Le coût annuel lié à la malnutrition infantile est estimé à 229 milliards MRU.

La contribution active aux différents forums mondiaux relatifs aux systèmes alimentaires et à la nutrition (Sommet de Tokyo, initiative SUN), démontre l'engagement de la Mauritanie sur l'ODD2.

Le soutien à l'agriculture et aux systèmes alimentaires sensibles à la nutrition en Mauritanie est l'une des options stratégiques à la disposition des décideurs politiques pour :

- Faire baisser les prix alimentaires de manière durable ;
- Promouvoir le commerce local et régional afin de combler le déficit de la production et atténuer les risques d'une forte dépendance aux importations alimentaires ;
- Accroître le pouvoir d'achat des populations les plus démunies ;
- Favoriser une alimentation saine et contribuer à réduire la malnutrition dans toutes ses formes.

**ODD3** (Santé et bien-être). L'ODD3 est la promesse d'un monde plus sûr, plus juste et en meilleure santé à l'horizon 2030 reposant sur la cible prévoyant de réaliser la CSU, par le biais de la résilience et le renforcement des systèmes de santé. La Mauritanie déploie des efforts notables dans les dimensions de la performance de son développement sanitaire pour progresser vers la couverture sanitaire

<sup>12</sup> PAM (2021). Fill the Nutrient Gap analysis.

universelle, bien que la pandémie de COVID-19 ait eu un impact sur la disponibilité et la capacité du système de santé à fournir la continuité des services. A la date du 24 février, un cumul total des cas confirmés depuis le début de la pandémie en Mauritanie est de 58 621 cas dont 12 341 cas actifs suivis, 977 décès et 57 586 guérisons (Ministère de la santé/Rapport de situation Covid19 n°704, 24 février 2022). La situation épidémiologique reste encore marquée par une détérioration significative des indicateurs de performance du système de santé. La confirmation de la circulation de tous les variants, y compris le variant Delta, et de l'Omicron marque un tournant dans la gestion de cette épidémie. Face à cette situation, la fragilité du système de santé, le manque criard de ressources humaines qualifiées pour la surveillance, la prise en charge et le laboratoire rend la riposte difficile même si on peut noter une volonté politique et des stratégies de réponses appropriées. Sur le plan sanitaire, l'enquête EDSM de 2019 montre un taux de morbidité de 10% au lieu 4,9% en 2014. Ce qui indique une dégradation de l'état de santé des populations. Cela correspondrait à un ménage sur 10 qui a eu à faire face à un problème de santé au cours des deux semaines qui ont précédé l'enquête. Cette situation affecte davantage les femmes (11,4%) que les hommes (8,6%) et affecte les tranches d'âge (0 à 4 ans) et (60 ans et plus) à hauteur de 9,8%. En moyenne selon l'EPCV 2019, 4% du budget des ménages est consacré aux dépenses de santé, les dépenses moyennes annuelles en santé des ménages sont passées de 5 930 MRU en 2014 à 7 670 en 2019 (soit une augmentation de 29,3%). L'enquête de disponibilité et de capacité opérationnelle des services de SARA menée en 2018 met en exergue des indicateurs de niveau insuffisant pour permettre l'accès à des services de santé essentiels de qualité.

Pour ce qui est des équipements essentiels 73% des FOSA ne disposent pas de la totalité des éléments traceurs, contre 53% en 2016. La disponibilité moyenne des capacités de diagnostic reste faible 19% en 2018 contre 32% en 2016, 96% des FOSA n'ont pas la capacité de réaliser l'ensemble de 8 tests de diagnostic. Si l'on considère les 13 molécules traceuses qui selon la Liste Nationale des Médicaments

Essentiels LNME de la Mauritanie doivent être théoriquement disponibles dans tout type de FOSA (de l'hôpital au Poste de santé N=919) la disponibilité moyenne est de 22% (soit 4 molécules sur 13) en 2018 et aucune des FOSA ne dispose de l'ensembles des 13 molécules.

Les capacités de production du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) qui ne dispose pas encore de relais à l'intérieur du pays reste faible, de l'ordre de 50% des besoins. Le taux de mortalité néonatale et infanto-juvénile sont de l'ordre de 22‰ et 41‰ selon l'EDSM en 2019 contre 29‰ et 54‰ (MICS2015) avec des disparités entre le milieu rural et urbain pour la mortalité infanto-juvénile (47 ‰ et 33 ‰) et des disparités importantes selon les régions, la mortalité des moins de 5 ans en Adrar est de 85‰ tandis que à Nouakchott Sud elle est de 19‰.

La mortalité infantile est passée de 43‰ (2015) à 33‰ en 2019 selon l'EDSM. Un nouveau-né sur deux (54%) ne bénéficie pas d'examen postnatals par un personnel qualifié. Un enfant sur 10 de 12-35 mois (11,9%) est complètement vacciné selon l'EDS 2019. Concernant les indicateurs de surveillance POLIO, le taux de PFA non-polio au niveau national : 7,04/100 000 enfants de moins de 15 ans, le pourcentage d'échantillon adéquat au niveau national : 81,34% ; le pourcentage de régions ayant atteint les deux indicateurs de performance : 60% (9/15) ; le pourcentage de districts ayant atteint les 2 indicateurs de performance 65% (37/57).

Le ratio de mortalité maternelle reste élevé en Mauritanie, il est de 424 pour 100 000 naissances vivantes selon l'EDSM 2019. En 2019, trois femmes sur dix continuent à accoucher à domicile (30%), cette proportion atteint une femme sur deux au niveau du Hodh Chargui (54,8%) et 6 femmes sur 10 au sein du quintile le plus pauvres (62,9%). Cependant, 7 femmes sur 10 ayant accouchées en Mauritanie depuis l'adoption de l'Agenda 2030 ont été assistées par un personnel qualifié (70,4%). Cette proportion est de seulement 3 femmes sur 10 au Hodh Chargui (37,3%) et au sein du quintile le plus pauvre (36,2). L'offre de service d'accouchement est de 54% en 2018 contre 69% en 2016. Cette

---

offre reste très basse dans le privé (20%), et acceptable au secteur public (59%). Il existe en revanche peu de disparité dans l'offre entre les types de FOSA. En 2018, 84% des FOSA n'offrent pas d'anticonvulsants, 59% ne donnent pas d'antibiotiques injectables, et 78% ne pratiquent pas de réanimation néonatale. Un constat de détérioration généralisée des indicateurs qui nécessite un redressement urgent en vue d'améliorer le fonctionnement des services essentiels et également de rechercher d'avantage la complémentarité entre le secteur public et privé.

Le taux de natalité chez les adolescentes 15-19 est de 90 pour mille. Ce taux a baissé de 13 points sur 20 ans. Ce taux est d'autant inquiétant dans un contexte où l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) est limité et constitue l'un des problèmes majeurs que rencontrent les jeunes.

En 2015, seuls 32% des établissements de santé proposaient des services destinés aux adolescents et aux jeunes. Le contexte socioculturel continue d'avoir une influence décisive sur l'accès à l'information et aux services des adolescents et des jeunes. Ainsi, il est important de renforcer l'approche communautaire de la santé qui vise à impliquer les réseaux et les autres groupes non professionnels de la santé ayant un pouvoir de décision au niveau communautaire par rapport à l'utilisation ou non des services sanitaires.

Dans le pays, seulement 33% des établissements de santé possèdent 4 des 13 médicaments qui sauvent la vie des femmes.

La prévalence des moyens de contraception modernes reste faible (12,8% en 2019) les besoins non satisfaits en matière de planification familiale sont élevés (31,1% en 2019 contre 33,7% en 2015) et seulement 62,9% des établissements de santé offrent trois méthodes contraceptives modernes. L'implication des leaders religieux dans la sensibilisation sur la santé de la reproduction et le lancement de la campagne de communication pour le changement social et de comportement du projet régional SWEDD par la Première Dame en juin 2021 en plus de la ligne

budgétaire pour la participation à l'achat des contraceptifs, toutes ses actions vont contribuer à renforcer l'accès aux services de la SR et augmenter la prévalence contraceptive.

En outre, depuis la création du camp de Mbera en 2012, l'accès gratuit aux soins de santé pour les réfugiés maliens, et la communauté hôte, est assuré, sous la coordination du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à travers ses partenaires internationaux et nationaux. Dans une logique d'inclusion, les quatre centres de santé du camp de Mbera sont en voie d'intégration dans le système national. L'approche inclusive du gouvernement mauritanien a été traduite par l'inclusion des migrants, même ceux en situation irrégulière, dans les campagnes de vaccination contre la COVID-19.

Depuis juillet 2020, le programme national de financement basé sur la performance a été étendu à la région du Hodh Chargui qui abrite également les réfugiés. La gestion humanitaire du système de santé laisse graduellement place à un système impliquant le recouvrement des coûts des prestations de services. Dans les zones urbaines, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont encouragés à se rendre dans les structures publiques et les coûts des soins de santé primaires et secondaires sont pris en charge par le HCR. La prévention des risques professionnels est un axe d'intervention de la CNSS conformément aux dispositions de l'article 71 de la loi 67039 du 03 février 1967. L'accès aux données concernant les accidents de travail et les maladies professionnelles reste toutefois difficile.

Comme mentionné précédemment, la pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve le système de santé en Mauritanie et a naturellement affecté les prestations offertes dans d'autres services médicaux.

L'Etat de santé de la population mauritanienne reste marqué par des taux encore élevés de morbidité et de mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile ; une persistance du fardeau des maladies transmissibles et un accroissement rapide des Maladies Non

---

Transmissibles, pour la plupart sont des maladies chroniques à soins coûteux.

Les décès causés par les maladies non transmissibles liées aux facteurs de risques communs qui sont la sédentarité, l'obésité, l'alimentation, le tabagisme ainsi qu'à la transition démographique avec vieillissement de la population, ont augmenté. Il s'agit des ischémies cardiaques (+27,3%), l'accident vasculaire cérébral (+16,1%), le diabète sucré (+24,5%) et l'insuffisance rénale chronique (+14,5). La prévalence de l'hépatite B semble augmenter en fonction de l'âge avec respectivement des prévalences de 0,8% et 2,4% chez les 48-59 mois et 10-14 ans et 5,2% et 10,9%, respectivement chez les 15-24 ans et 40-49 ans. On note cependant une baisse de la prévalence à 7,7% chez les 50-59 ans. Dans l'ensemble à partir de 15 ans, les prévalences selon le sexe sont très variables selon la tranche d'âge mais les hommes semblent être plus touchés que les femmes, quel que soit la tranche d'âge considérée. (EDS 2019-2021, Rapport des indicateurs clés).

La prévalence du VIH/Sida est de l'ordre de 0,29% en 2020 (AIDSINFO 2020), cette prévalence relativement faible dans la population générale, cache des disparités énormes. Le taux de prévalence chez les professionnelles du sexe et les hommes qui ont des rapports avec des hommes est de 9% et 23% respectivement (IBBS 2019). A l'instar des pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la Mauritanie est trop en retard par rapport aux 3 X 90. Les résultats de l'EDS 2019-2021 mettent en relief que le pourcentage de la connaissance complète des moyens de prévention du VIH parmi les jeunes est relativement faible, ne dépassant pas 14% au niveau des 2 sexes mais elle touche plus les jeunes femmes. Il est à noter quand même une tendance à l'augmentation avec l'âge, chez ces dernières avec un pourcentage passant de 5,3% chez les 15-19 ans à 6,8% chez les 23-24 ans. Cette même tendance est observée chez les jeunes hommes avec respectivement des pourcentages de 6,9% à 12,9% respectivement chez les 15-19 ans et 23-24ans. La

stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH y compris dans les structures de santé restent très fréquentes. L'augmentation des cas de VHI dans le milieu des mines artisanales de Chami a été signalé par les organisations de la société civile comme étant un sujet souciant.

L'Incidence TB est en baisse : de 115/100000hbts en 2013 à 87/100000hbts en 2020, cependant les données de de la tuberculose sur 17 ans indiquent une constante baisse des taux de notification pour 100 000 habitants avec un maximum en 2001 et un minimum en 2015, 2016, 2017.

Concernant le paludisme, la morbidité palustre rapportée a évolué en dents de scie au cours de ces 3 dernières années. Elle est passée de 20 105 cas en 2017 à 30 609 cas en 2018 pour régresser nettement à 14 869 en 2019, soit une baisse de 51% (Source : RASS 2017, 2018, 2019). L'EDS 2019 indique que le pourcentage de ménages possédant au moins une MII varie de 0,3% dans la wilaya de Dakhlet Nouadhibou à 62% dans celle de Guidimagha et la proportion de ménages possédant au moins une MII pour deux personnes qui ont passé la nuit avant l'interview dans le ménage varie de 0,3% dans la wilaya de Dakhlet Nouadhibou à 14% dans celles du Trarza et du Taguant.

Les maladies tropicales négligées sont les schistosomias, géo-helminthiase, trachome, rage, lèpre, dracunculose, leishmaniose, filariose lymphatique. Pour la schistosomiase urinaire, parmi les 24 Moughataas trouvées endermiques, 12 ont des prévalences qui varient de 10 à 50%.

La consommation de tabac est en augmentation continue, d'après les enquêtes Global Youth Tobacco Surveillance (GYTS) menées en Mauritanie en 2000, 2006 et 2009 la prévalence du tabagisme est en augmentation constante chez les adolescents de 13-15 ans, respectivement de 41%, 59% et 68%. Chez les adultes (16-64 ans), selon l'enquête STEP-Wise réalisée en 2006 cette prévalence est de 17,2% (32% chez les hommes et 4,9% chez les femmes).



La CSU est aussi une question de sécurité mondiale, aucune nation n'est à l'abri de la menace mondiale croissante qui peut être posée par un foyer isolé de maladie infectieuse, dans un endroit retiré de la planète. Le rapport RSI 2021 qui, entre autre fait le suivi de l'institutionnalisation, au moyen de cadres législatifs, les fonctions essentielles de santé publique dans l'approche d'une SEULE santé et d'intégration de la multisectorialité afin de maintenir le processus de préparation continue pour intervenir face aux événements de santé publique met en exergue que parmi les 13 fonctions essentielles reportées 5 indicateurs seulement ont atteint les niveaux 2 et 3 alors que le meilleur score est au niveau 5. Avec des interventions de renforcement pour rendre le système de santé solide, le pays sera mieux à même de prévenir, détecter et traiter efficacement les pandémies ou d'autres urgences de santé publique.

En 2020, l'enquête ERB-SONU montre que le pays dispose de 12 SONUC et seulement de 03 SONUB.

L'analyse de deux cibles phare de cet ODD (qui en compte 13) montre que pour la mortalité maternelle à 424 pour 100 000 NV (Cible 2030 :70) et les mortalités néonatales et infanto-juvéniles à 22‰ et 41‰ (Cible 2030 :12‰ et 25‰) des accélérations importantes sont nécessaires en matière de santé maternelle, espacement des naissances, santé et nutrition des enfants et qualité des soins. Le pays accuse des déficits importants de personnels de santé si l'on considère les densités des personnels de santé pour 1000 habitants pour quelques catégories suivantes : Médecin spécialiste (0,39 pour 1000) ; Médecin généraliste (0,41 pour 1 000) ; (0,08 pour 1 000); Infirmier diplômé d'Etat (1,37 pour 1 000) ; IMS (2,14 pour 1 000). En outre la proportion des postes de santé disposant d'équipement nécessaire selon les normes

requises en 2018 est de 31,59%, constituant un obstacle à cette volonté de disposer des services de qualité et de proximité.

Des efforts ont été fournis pour rendre le SNIS performant à travers une plateforme DIHS2, en vue de disposer d'un système d'information sanitaire harmonisé mais il ne permet pas encore de rendre disponible à temps, l'information complète de qualité pour la prise de décision.

Le pays a mis en œuvre plusieurs dispositions de mise en commun des fonds et de mutualisation des risques afin d'améliorer la protection financière des populations. Mais la proportion de la population bénéficiant d'une couverture sanitaire sous forme d'assistance et/ou d'assurance médicale reste modeste 15% et les comptes de la santé 2017 soulignent que les ménages soutiennent encore 41,8% des dépenses de santé, en conséquence, les couvertures des interventions sanitaires à fort impact sont encore limitées dans la portée des populations et ce particulièrement dans les couches défavorisées.

Au total la Mauritanie augure de son nouveau PNDS pour l'horizon 2021–2030, orienté vers la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), avec le processus des réformes engagées au niveau institutionnel, mettra sans nul doute en œuvre des approches et des solutions idoines pour traduire en interventions à hauts impacts sur la base de l'utilisation de données de qualité qui aideront également à surveiller les progrès vers la réalisation des ODD, notamment la CSU. Un engagement en faveur de la CSU suppose de s'attaquer aussi aux déterminants sociaux, les conditions de vie et l'ensemble plus large de forces qui touchent la santé des gens et leur accès aux services. Il faut reconnaître que des efforts novateurs ont été fournis à bien des égards pour combler les lacunes en matière de données mais néanmoins l'accès, la qualité et la couverture des services de soins de santé particulièrement au niveau primaire peuvent encore être améliorés, et la qualité reste la dimension la plus sous-évaluée de la performance des soins de santé primaires.

**ODD4 (Education)** Bien que les dépenses d'éducation suivent une tendance à la hausse depuis 2018, elles restent cependant modestes. Les dépenses d'éducation ont augmenté pour atteindre 11,9% des dépenses totales et 3% du PIB en 2020. Pourtant elles restent bien en-dessous de la cible mondiale de 15% du budget et de 4% à 6% du PIB. De même, l'écart de dépenses d'éducation entre la Mauritanie et ses pairs reste grand. La répartition des ressources reflète la priorité accordée par le gouvernement à l'éducation de base, où la majorité des élèves sont inscrits, mais la structure des dépenses révèle certaines inefficacités. Par exemple, la part de l'éducation primaire dans les dépenses publiques était de 56,1% en moyenne entre 2015 et 2020, tandis que l'enseignement primaire accueille près de 73% des élèves. Les dépenses publiques en éducation sont absorbées par les dépenses de personnel, y inclus les salaires et les indemnités, au détriment des intrants essentiels. Les dépenses de personnel ont plus que doublé entre 2010 et 2020 et représentent environ 85% du budget du secteur d'éducation.

Seule la moitié des femmes 15-49 ans en Mauritanie savent lire et écrire (57%), leur niveau d'alphabétisation varie considérablement selon la zone. Les femmes en milieu urbain sont alphabétisées à 72% contre 43% en milieu rural. Dans les wilayas du Guidimakha et du Gorgol, on constate les plus faibles proportions de femmes sachant lire et écrire avec respectivement 23% et 31%. Ces proportions passent de 26,9% parmi les femmes vivant dans les ménages les plus pauvres à 85,4% entre celles vivant dans les ménages les plus riches. Concernant les hommes, deux tiers (72%) des jeunes hommes savent lire et écrire (EDSM, 2019).

Près de 6718 Mahadras réparties sur le territoire national accueillent environ 237 000 apprenants jouant ainsi un rôle important dans le renforcement et l'amélioration de l'offre d'apprentissage des enfants et des jeunes mauritaniens. L'enseignement originel attire aussi de nombreux enfants migrants de la région, qui suivent des cours coraniques en Mauritanie, spécialement aux Hodhs, Guidimakha, Trarza et Nouakchott. En 2019, 11,7% des enfants 3-5 ans sont préscolarisés dans l'enseignement coranique

contre 7% dans le préscolaire formel. On note des rentrées prématurées et tardives au cycle primaire, illustrées par la présence d'effectifs importants d'enfants scolarisés avec des âges se situant en dehors de la tranche 06-11 ans. Selon l'EPCV 2019, le Taux Net de Scolarisation au primaire a atteint 57,4% en 2019, soit 2,5 de plus par rapport à son niveau de 2014 (54,9%). Ce taux est de 48,5% en milieu rural contre 66,6% en milieu urbain. Le TNS le plus faible est enregistré au Hodh El Gharbi 38,9%. Le TNS pour les filles au primaire est de 48,5% et 66,6% pour les garçons. L'enquête EDSM 2019 nous montre que seul 5,6% des filles de 10-14 ans ont achevé le cycle primaire, ce taux est de 7,9% chez les filles de 15-19 ans. Ces taux pour les garçons sont respectivement de 5,4% et 8,9%.

Les résultats de L'EPCV 2019-2020 indiquent qu'environ un enfant sur trois (32,6%) entre 7-19 ans ne fréquente pas l'école, surtout en milieu rural, 42,6% contre 22,3% des enfants du milieu urbain. La proportion est plus importante chez les garçons que les filles, respectivement 33,5% et 31,7%. Cela dit, 25% des enfants entre 6-11 ans et 32,4% entre 12-17 ans ne fréquentaient pas l'école en 2019. Les efforts dans la rétention des élèves à l'école devraient se concentrer dans les wilayas où plus d'un enfant sur deux âgés de 7-19 ans ne fréquente pas l'école : Hodh Chargui (56,6%), Hodh El Gharbi (52,1%), Assaba (42,9%). Selon l'enquête régionale de suivi des indicateurs de performance réalisée

L'apprentissage a été perturbé par la pandémie de COVID-19 malgré les mesures de réponses adoptées par le Gouvernement, avec l'appui des Nations Unies, pour assurer sa continuité à travers l'enseignement à distance (télévision, radio, production de contenus numériques, plateformes de formation, etc.). Cependant, la possession faible des radios et télévisions par les ménages (26% des ménages possèdent une radio, 42% télévision, EDSM 2019) et le faible taux de connectivité à l'internet (10% des ménages, EDSM 2019) ont limité l'efficacité de ces mesures. L'enquête de couverture réalisée par l'agence nationale de la statistique a montré que 35% des élèves cibles ont effectivement suivi les cours diffusés par la télévision et la radio. Les populations de réfugiés dans le camp de Mbera

---

des mesures similaires pour assurer une scolarisation des enfants sans risque.

L'action éducative en Mauritanie est très pauvre en matière d'innovation et de recherche. Les insuffisances au niveau de la qualité des apprentissages seraient le résultat de plusieurs facteurs (endogènes et exogènes au système), mais le niveau de qualification peu satisfaisant des ressources humaines constitue la contrainte majeure. Les croyances culturelles, le fort taux d'analphabétisme des populations avec une mauvaise perception de l'éducation, notamment pour les filles, la pauvreté des parents et l'insuffisance des ressources financières constituent d'autres facteurs explicatifs de la faible qualité de l'éducation. La question du bilinguisme n'est également pas cernée dans toute sa dimension ce qui ne permet pas d'asseoir un socle solide d'apprentissage et de développement des capacités dans un contexte d'enseignement bilingue.

Les gaps des acteurs du secteur sont liés au renforcement des capacités et à l'amélioration des conditions de vie. L'appui continu du SNU au Gouvernement permettrait d'intensifier les efforts dans le renforcement de la qualité des apprentissages et de l'environnement scolaire et faciliterait de meilleures performances du système éducatif.

Bien que des efforts ont été entrepris pour assurer la cohésion du système statistique et pour l'internalisation des ODD dans les enquêtes nationales, des lacunes importantes en termes de disponibilité des données persistent. Le système statistique national ne répond que partiellement aux besoins de suivi des ODD et souffre d'incohérences entre les données administratives et celles des enquêtes. L'insuffisance de données suffisamment désagrégées est une contrainte majeure.

Un examen approfondi des relations organiques entre les différents secteurs par ODD aurait permis d'obtenir des résultats encore plus importants en utilisant chacun des secteurs

comme levier pour soutenir les autres secteurs avec lesquels il a les synergies et les complémentarités potentielles les plus fortes.

**ODD5** (Genre). L'égalité de sexe et l'autonomisation des femmes et des filles se heurte encore à d'énormes défis. Malgré les efforts fournis et les avancées enregistrées en matière de promotion féminine et du genre, des déséquilibres persistent entre hommes et femmes sur les plans politique, économique, social, culturel et juridique. Ces déséquilibres constituent autant d'obstacles à la jouissance des mêmes droits humains pour tous et empêchent les femmes de jouer pleinement leur rôle dans le développement du pays. La proportion de sièges occupés par des femmes au parlement est de 19,74% en 2018 et dans les administrations locales elle est de 31,06%.

9,6%<sup>13</sup> des femmes ont déclaré être victimes de violence depuis l'âge de 15 ans dont 4,5% de façon récurrente. 3,9% des femmes déclarent avoir été victimes de violence sexuelle au cours du 12 dernier mois. Ce taux atteint 5,2% en milieu rural contre 2,5% en milieu urbain. Malheureusement les pratiques préjudiciables continuent également à être une problématique majeure en Mauritanie et ceci en dépit de l'adoption des lois et textes. 15,5% de femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 15 ans et 36,6% avant 18 ans. 63,6% des femmes de 15-49 ans en Mauritanie ont subi une forme de mutilation génitale féminine, ce taux est de 56% chez les femmes 15-19 ans.

La crise de COVID-19 a exacerbée la situation déjà précaire des femmes et des filles en Mauritanie avec la continuation de la violence basée sur le genre et l'entrave à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Elle a aussi particulièrement affecté la poursuite de leurs activités économiques avec la fermeture des restaurants et hôtels et les mesures de confinement touchant notamment les travailleuses du secteur informel, celles du secteur de la restauration et de l'hôtellerie, en grande partie des femmes migrantes, les

---

<sup>13</sup> EDSM 2019

femmes de ménages etc. Leur temps disponible pour se consacrer aux activités productives a été aussi réduit dans la mesure où elles prennent soin des membres du ménage malades et se consacrent plus à la surveillance des enfants avec la fermeture des écoles. Le rapport de l'enquête menée en 2020 sur l'impact de la Covid-19 sur les VBG en Mauritanie a fait le même constat. 94% des répondants à cette enquête ont affirmé que la pandémie à Covid-19 a impacté négativement la vie des femmes et des filles. Selon cette enquête conduite dans trois Moughataas (Dar Naim, Kiffa et Bassiknou), la prévalence des violences commises par un partenaire intime est à 40,2%<sup>14</sup>.

En dépit de la persistance de certaines considérations socioculturelles, la Mauritanie exprime à travers son arsenal juridique, une volonté politique claire et graduelle pour éradiquer les disparités dont sont victimes les femmes. En effet, le pays est signataire de plusieurs conventions relatives au respect des Droits Humains et ceux de la femme en particulier (CDE/CEDEF). Toutefois, la discrimination juridique liée au sexe est présente dans différents domaines, y compris en termes : (i) d'accès à certains emplois et les prises de décision liées au marché du travail ; (ii) des droits liés à la maternité, la famille, et les responsabilités au sein du ménage ; (iii) des droits de la propriété et l'accès au financement ; et (iv) de la protection contre les différentes formes de violence basées sur le genre. Par ailleurs, en Mauritanie, des efforts importants ont été engagés en faveur de l'intégration transversale du genre et la prise en compte des droits humains, dans les politiques sectorielles ou nationales de développement. Ces efforts se sont matérialisés au niveau institutionnel par la création de structures Genre au niveau des diverses instances gouvernementales et au niveau de la société civile, pour opérationnaliser cette volonté. Une cellule a été créée en 2021 au Ministère des Affaires Economiques pour coordonner les actions de la prise en compte du

genre en collaboration avec le Ministère en charge de l'action sociale et les PTF.

- **Planète**

**ODD6** (Eau potable). Le secteur de l'environnement est aussi confronté à d'énormes défis en raison de la nature désertique du pays et des projections liées au changement climatique et à l'accroissement de la population, notamment en milieu urbain. L'accès à l'eau et à l'assainissement sont problématiques. Au niveau national, la proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable provenant d'une source améliorée est de 70% en 2020. Pour 3 ménages sur 10, la qualité de l'eau est problématique. Le taux d'accès en latrines améliorées a progressé avec un taux de 53%, mais encore 36,9% de la population pratique la défécation à l'air libre. La disparité de couverture en eau et assainissement entre le milieu urbain et rural (où 38,8% de la population n'a pas accès à une source d'eau protégée et 62,4% de la population pratique encore la défécation à l'air libre) reste marquée. Le secteur de l'eau et de l'assainissement reste encore fortement dépendant des financements extérieurs et ne bénéficie de financements sur les ressources nationales qu'en diminution continue. Au total, les investissements publics sont passés de 21% en 2016 à 20% en 2017, à 17% en 2018. La compétition pour les ressources d'eau est aussi un facteur de conflit entre les populations transhumantes et les populations hautes dans les zones du fleuve. Des solutions à base communautaire, comme la création de comités villageois pour la gestion de l'eau dans les zones frontalières du Hodh Chargui et du Hodh el Gharbi, ont été appuyées par les agences des Nations Unies.

**ODD 8 :** Selon les données de la Banque Mondiale, le taux de croissance annuelle du PIB par habitant a connu une récession de 2,9 en 2019 de - 4,38 en 2020, ceci est en rapport avec l'impact direct de la crise COVID-19 sur l'économie du pays. Dans la Revue Nationale des

<sup>14</sup> (Source : Impact de la Covid-19 sur les VBG-UNFPA/HCDH 2020)



ODD en 2019, les solutions proposées étaient : la diversification de la production et le renforcement des investissements avec une meilleure répartition géographique assurant ainsi une moindre dépendance au secteur minier.

Pour l'ODD 8.5, le taux d'emploi affiché au niveau national est de 36,85%. Il est vrai que le chômage est plus important chez les femmes que chez les hommes. La Mauritanie reste marquée par un taux de chômage très élevé non affiché ou déclaré (31%) et un taux déclaré de 10% d'une population en majorité jeune et sans qualification. Quant à l'ODD 8.8, droit et sécurité au travail, depuis le 22 février 2021, la Mauritanie a décrété la Loi 2021-007 qui rend l'affiliation au régime de sécurité sociale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) obligatoire pour les travailleurs soumis aux dispositions du Code du Travail ou au Code de la Marine marchande.

**ODD13** (Changements climatiques). Parmi les indicateurs du changement climatique les plus retenus au niveau mondial, le plus cité est l'accroissement moyen du niveau des températures, notamment celles de la surface de la mer. La température moyenne de surface a augmenté au niveau des trois zones de la côte mauritanienne (Zone Sud, Zone Centre et Zone Nord) de 1982 à 2018. L'accroissement de température observé est de l'ordre de 0,35 °C sur les trois dernières décennies. Le changement climatique se manifeste également par l'intensification de la désertification, les inondations ainsi que la pluviométrie déficitaire et ses impacts, notamment sur les secteurs économiques sensibles de l'agriculture et de l'élevage.

L'indice de risque climatique pour les enfants (CCRI) qui fournit une vue d'ensemble de l'exposition et de la vulnérabilité des enfants aux impacts du changement climatique révèle, en 2021, une vulnérabilité exacerbée des enfants dans le pays (7 ;2 sur une échelle de 10) à des chocs climatiques et environnementaux de plus en plus récurrents (6,1 sur une échelle de 10) pour un indice global de 6,7 en 2021.

La Mauritanie a actualisé sa Contribution déterminée nationale (CDN) pour réviser à la hausse ses engagements de réduction des émissions de GES tel que prévu par rapport à une

trajectoire de développement "business as usual". Elle a également consolidé ses actions d'adaptation et les a étendus à tous les secteurs de développement vulnérables. Le Programme national d'adaptation est en cours d'élaboration dans le cadre d'un projet de préparation (Readiness) au Fonds vert pour le climat.

La Mauritanie dispose d'un plan national d'adaptation aux changements climatiques ainsi que d'un plan de réponses aux catastrophes naturelles qui est en cours de révision afin de le rendre multirisques, le premier étant focalisé sur les inondations. Des actions pilotes sont prises au niveau régional également, un plan de contingence a été développé pour le Guidimakha prenant en compte les divers risques climatiques.

**ODD14** (Environnement Marin). Pour la conservation et l'exploitation durable des océans et des mers, la Mauritanie dispose d'institutions opérationnelles pour le suivi de l'environnement et l'observation des zones de pêche : Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches (IMROP), Office national d'inspection sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture (ONISPA), Surveillance des pêches (Garde-côtes mauritanienne). L'acidité moyenne des mers (pH) mesurée à plusieurs points de prélèvement représentatifs est de 7,96 en 2018. La surface des aires marines protégées, en proportion de la surface totale est de 12,4% en 2018. Des efforts considérables ont été fournis pour assurer la durabilité des principaux stocks halieutiques. Sur les stocks principaux, 90% sont dans un état biologiquement viable sur le long terme.

**ODD15** (Ecosystèmes terrestres). Sur la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres, il faut noter que la couverture forestière s'est considérablement amoindrie en Mauritanie en raison de la sécheresse et de la surexploitation. Elle semble, sur les dernières années, présenter des signes de reprise encore timides. La surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre est de 0,3% en 2017, et la surface des terres dégradées restaurées est de 5 882 ha, soit 0,056% de la surface terrestre (RNV, 2019).

L'Agence nationale de la Grande Muraille Verte est créée pour renforcer les efforts du pays dans les domaines de la restauration et de la lutte contre la dégradation des écosystèmes en milieu aride et

semi-aride.

- **La prospérité**

**ODD7** (Energie). La République Islamique de Mauritanie a fait de l'accès à l'énergie l'un des préalables à son développement économique. Il est explicitement identifié comme l'une des priorités de développement en Mauritanie, aussi bien ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des ménages qu'en ce qui concerne l'appui aux secteurs économiques porteurs de développement. Cette priorité est indiquée dans les documents stratégiques de la Mauritanie, des différentes éditions du CSLP à la SCAPP.

Le secteur de l'énergie est également un secteur prioritaire de la Contribution déterminée nationale actualisée 2021-2030 pour les engagements de réduction des émissions de GES grâce au potentiel d'énergies renouvelables du pays qui, s'il est dûment valorisé avec les appuis conséquents de la Communauté internationale, pourrait permettre d'assurer la neutralité carbone du pays à l'horizon 2030.

Toutefois, l'accès à l'énergie est encore limité dans le pays, en particulier en zone rurale, notamment en raison de facteurs géographiques et sociaux, dont la distance élevée entre les grandes zones urbaines (Nouakchott, Nouadhibou, Kiffa) et une population peu nombreuse répartie dans un pays vaste, de plus d'un million de km<sup>2</sup>. Dès lors, les indicateurs relatifs à l'ODD7 montrent encore des faiblesses. La proportion de la population ayant accès à l'électricité est de 42% en 2018 et la part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie est de 42% en 2018.

**ODD9** (Infrastructures/Industrie). Des progrès limités sont notés par rapport à l'ODD9. Malgré quelques avancées, le tissu industriel du pays demeure limité en nombre d'unités industrielles, faiblement diversifié et géographiquement concentré. La valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant est de 6,3% en 2017. En dehors des industries lourdes consacrées exclusivement aux activités minières, le tissu industriel formel en Mauritanie est d'environ 200 petites et moyennes industries (PMI) qui se spécialisent essentiellement dans la transformation des

produits locaux notamment de la pêche, et des activités de transformation primaire en substitution aux importations (meuneries, cimenteries, savonneries). Le secteur informel, quant à lui, comprend un millier de petites et moyennes entreprises (PME) employant 5000 personnes environ, couvrant de nombreuses activités manufacturières industrielles, artisanales et de services. Le problème de la qualité et de l'entretien des infrastructures est un défi qui prend de l'ampleur avec l'accroissement du trafic automobile et des accidents routiers. Toutefois au cours des dernières années, des investissements importants ont été effectués dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, pour soutenir la croissance économique. Le plan national de relance, ProPEP, consacre un volet important au développement d'infrastructures de soutien à la croissance (27,9% du coût du plan). Et cela d'autant plus que la vulnérabilité de la Mauritanie au changement climatique et le rôle important des technologies de l'information et de la communication dans la gestion de la pandémie de COVID-19 (plateformes éducatives et conseils en santé, télétravail, gestion des soins etc.) ont montré la nécessité de se munir d'infrastructures physiques et numériques résilientes et inclusives.

**ODD 10** (Inégalités). En partant de sa croissance économique, la Mauritanie s'est attelée à la réduction des inégalités conformément aux indications de l'ODD10. Le taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40% de la population les plus pauvres est de 26,9% en moyenne annuelle entre 2014 et 2019. Les données de l'EPCV 2019 indiquent une réduction de l'inégalité au niveau national sur la période 2014 et 2019. Cette réduction est accompagnée simultanément d'une hausse des parts des quintiles et déciles les plus bas et d'une baisse des parts des quintiles et déciles les plus hauts. La part des dépenses du dernier quintile sur les dépenses totales est passée de 41,2% en 2014 à 39,7% en 2019 et celle du décile supérieur de 26% en 2014 à 24,4% en 2019. Ce qui se traduit par une réduction de l'inégalité globale. L'indice de Gini est passé de 0,34 en 2014 à 0,32 en 2019. L'analyse des inégalités

selon le milieu de résidence montre des niveaux relativement similaires. En 2019, l'indice de Gini est estimé à 0,29 pour l'urbain et 0,30 pour le milieu rural caractérisant ainsi des niveaux de pauvreté et d'inégalité élevés en milieu rural. Comparées à 2014, les inégalités ont baissé respectivement en milieu rural comme en urbain de 0,03 à 0,02 points. Par rapport à l'indicateur 10.7 de cet ODD, qui fait référence à la gestion des migrations, la tendance initiée en 2020 est continuée avec une augmentation des migrants empruntant la route Atlantique pour atteindre l'Europe. En 2021, plus de 22 300 migrants sont arrivés aux Iles Canaries par voie maritime irrégulière selon le Ministère de l'Intérieur d'Espagne, mais le nombre de personnes disparues en mer est encore inestimable. Cela se traduit par une augmentation des personnes rescapées ou interceptées dans les côtes mauritaniennes ayant besoin d'une assistance humanitaire. D'août 2020 à décembre 2021, plus de 1 500 migrants ont été assistés en premiers secours à Nouadhibou par les autorités mauritaniennes, le mouvement de la Croix Rouge et l'OIM. Les lois de lutte contre la traite de personnes et le trafic de migrants (lois 17/2020 et 18/2020) n'ont pas été encore implémentées en totalité, mais le MIDEK a établi en avril de 2021 une Unité de répression de la traite et le trafic au sein de la police, afin de lutter contre les réseaux de trafic de migrants. En 2021, la Mauritanie a mis à jour avec l'appui des Nations Unies la Stratégie Nationale de gestion des migrations et son Plan d'action. Il y a eu aussi des avancements dans l'inclusion de la diaspora mauritanienne et la reconnaissance de son rôle dans le développement du pays, avec l'adoption d'une nouvelle loi sur la double nationalité.

**ODD11** (Habitat). Les progrès dans la réalisation de l'ODD11 restent également mitigés. En Mauritanie quatre ménages sur cinq sont propriétaires de leurs logements, mais la qualité de ces logements est généralement modeste. Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2013), près de 40% de ces logements sont constitués de baraques, cases, huttes, hangars, tentes ou autres. La proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des Implantations sauvages ou des

logements inadéquats est estimée à 21,3% en milieu urbain et 56,7% en milieu rural.

Cette tendance est confirmée par l'EDSM 2019 qui indique qu'environ 3 mauritaniens sur 10 vivent dans un logement de fortune (34,7% : Baraque, case, hutte, hangar etc.), ce taux atteint 54% en milieu rural contre 13% en milieu urbain.

## Paix

**ODD 16** (Gouvernance, Paix et Justice). Sur les questions de gouvernance et de paix, les efforts du pays se sont orientés vers les questions de justice et la gouvernance de l'état civil. L'accès à la justice des personnes vulnérables et la préservation du droit des prévenus, qui constituent des étapes importantes dans la construction de l'État de droit, figurent en bonne place dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée. Dans ce cadre, trois tribunaux spécialisés dans la répression des pratiques de l'esclavage, un tribunal spécialisé pour la lutte contre la gabegie, quinze Tribunaux des Wilaya et quatre Cours d'appel ont été mis en place pour faciliter l'accès à la justice pour les personnes vivantes en Mauritanie. La proportion de la population carcérale en instance de jugement diminue progressivement, mais elle reste importante par rapport au nombre total de la population carcérale. Elle passée de 49,56% à la fin de l'année 2016 à 37,34% en 2017 et à 35,82% en décembre 2018.

Concernant l'état civil, la Mauritanie est depuis quelques années citée comme exemple en Afrique de l'Ouest dans le domaine de la mise en place d'un état civil fiable et pérenne, malgré les défis qui existent. Ceci a été possible grâce à la création en 2000, d'un fichier national d'état civil informatisé. Tout de même des difficultés existent toujours. Depuis de nombreuses années, la Mauritanie fait également montre d'une politique accommodante vis-à-vis des populations réfugiées, grâce à une collaboration étroite entre l'Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés



(ANRPTS) et le Haut-commissariat des Réfugiés afin de garantir l'enregistrement civil des populations réfugiées. Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistré par une autorité d'état civil, est de 44,8% en 2019 selon EDSM 2019 contre 65% en 2015. Ce taux est de 40,7% pour les moins de deux ans et 47% pour les enfants de 2 à 4 ans.

L'analyse des données de l'EDSM 2019, montre qu'il n'y a pas de différence entre garçons et filles dans l'enregistrement des naissances. L'écart est important entre le milieu urbain (68% d'enregistrés) et le milieu rural (29% d'enregistrés) et au niveau social. Les enfants des ménages les plus pauvres ont nettement moins de chance d'être enregistrés à l'état civil (15%) que ceux des ménages les plus riches (81%). Entre wilayas, le taux d'enregistrement va de 12% au Hodh Chargui à 85% à Tiris zemmour.

Des enjeux persistent dans la délivrance de documentation de l'état civile aux communautés migrantes, avec un très faible accès des migrants à la carte de séjour, et un accès très limité aux enregistrements des naissances des enfants migrants nés sur le territoire mauritanien.

## • Partenariats

**ODD17** La Mauritanie a des partenariats avec de nombreux pays, y compris ses pays frontaliers. En outre, des partenariats existent entre le Gouvernement et les organisations multilatérales, la Société civile et le secteur privé et sont essentiels pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Par exemple dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19, une démarche concertée entre le Gouvernement, les acteurs locaux ainsi que les institutions multilatérales a permis d'avoir des contributions opérationnelles et financières plus conséquentes pour faire face à la pandémie. Le Gouvernement maintient également son partenariat avec UNHAS afin de faciliter l'accès aux zones les plus reculées du pays pour les acteurs humanitaires.

Un cadre inclusif et participatif UNCT, gouvernement, partenaires et société civile a été

mis en place à travers le comité de pilotage du PBF, sous le lead conjoint du gouvernement et du RC, en soutien à la coordination intégrée des interventions dans le domaine de la prévention et de la consolidation de la paix.

Les réformes fiscales initiées par le Gouvernement ont permis une augmentation des recettes fiscales de plus de 10%, en moyenne sur la période 2015-2018. Le taux de couverture des dépenses publiques par les recettes fiscales (hors pétrole) s'est établi à plus de 71% en 2018, contre moins de 53% en 2015 (RNV, 2019).

## II. Evaluation des mécanismes institutionnels de suivi des ODD

Les mécanismes institutionnels mis en place par le Gouvernement pour assurer le suivi des ODD en Mauritanie reposent essentiellement sur le document de planification de développement du pays. Les objectifs et les cibles nationaux définis en lien avec les objectifs de développement durable permettent de suivre l'atteinte des ODD. La SCAPP (2016-2030) est ainsi au centre de tout le dispositif de mise en œuvre et de suivi des ODD. Elle met en exergue la vision du pays alignée sur les ODD dans le fond et la conformité à son horizon temporel. Cette stratégie est opérationnalisée par des plans d'actions quinquennaux dont le premier couvre la période 2016-2020. Ces plans quinquennaux permettent de réaliser et de suivre les ODD à travers des résultats intermédiaires.

De manière détaillée, le cadre institutionnel de suivi de la mise en œuvre de la SCAPP (2016-2030) sur lequel repose le suivi des ODD est articulé autour d'instances de pilotage, de concertation et de coordination, d'une part, et de groupes de travail techniques et comités de développement sectoriel, d'autre part. À cela s'ajoutent les comités de développement régional chargés d'assurer le suivi de la mise en œuvre des Stratégies Régionales de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCRAPP). Le Ministère des Affaires Economiques et Promotion des Secteurs Productifs assure le secrétariat du Comité interministériel de pilotage. Le rôle du comité élargi est de maintenir le dialogue entre l'État, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile et les collectivités locales et de faciliter la mobilisation des ressources financières, nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et donc des ODD.

La fonction de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports est assurée par la Direction de la coordination de la SCAPP (sous la tutelle de la Direction générale des politiques et stratégies de développement au Ministère des Affaires Economiques et Promotion des Secteurs Productifs).

Toutefois, il sied de relever que ces mécanismes nécessitent des relations organiques entre les différents secteurs par ODD pour permettre l'atteinte des résultats encore plus importants en utilisant chaque secteur comme levier pour soutenir les autres avec lesquels il a des synergies et les complémentarités potentielles les plus fortes.

### III. Lacunes en termes de disponibilité de données pour le suivi des ODD

Le système statistique national ne répond que partiellement aux besoins de suivi des ODD et souffre d'incohérences entre les données administratives et celles relevées lors des enquêtes. L'insuffisance de données amplement désagrégées est une autre contrainte majeure. Ce manquement risque d'affecter les personnes laissées de côté qui constituent la cible prioritaire des ODD. Ainsi, la lutte contre les inégalités va en pâtir car elle repose essentiellement sur l'identification de ces personnes de manière à orienter les réponses de développement vers elles et d'éradiquer les inégalités.

Cependant, l'expérience du Registre Social en Mauritanie constitue une bonne pratique et une opportunité pour améliorer le ciblage en vue de ne laisser personne pour compte et de lutter contre l'exclusion et les inégalités.

En outre, les cibles du dispositif de suivi ont été sélectionnées entre autres par la disponibilité de leurs données laissant ainsi de côté certaines cibles qui peuvent s'avérer pertinentes par rapport au contexte. Ceci remet en cause l'indivisibilité et le caractère intégré des ODD. La mesure de l'interaction entre les ODD ne peut être suffisamment garantie dans une telle démarche. Certaines données sur l'évolution des ODD nécessitent une actualisation constante pour permettre au pays de prendre de mesures programmatiques plus pertinentes.

Les lacunes en termes de disponibilité de données pour le suivi des ODD peuvent s'expliquer par les faiblesses du système statistique national qui présente encore des lacunes : absence de conformité avec la Charte africaine de la statistique pas encore ratifiée par le pays; Conseil national de la statistique peu opérationnel; insuffisance au niveau de certains dispositifs d'information sectoriels; faible exploitation des sources administratives et délais de diffusion souvent longs qui rendent l'information caduque; insuffisance des ressources humaines et financières.

Il est important de relever que la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS, 2016-2020) a été actualisée compte tenu des besoins en information pour renseigner les différents indicateurs retenus dans la SCAPP et la nécessité d'évaluer la mise en œuvre des ODD. Il y a donc une nette volonté du Gouvernement de mieux suivre et évaluer les ODD pour recadrer ses réponses dans l'acheminement vers 2030.

Des efforts importants restent à faire en matière de régularité des opérations de collecte, de la production, d'analyse et d'utilisation de l'information statistique, en particulier dans le contexte du suivi-évaluation du ProPEP, des ODD et engagements de la Mauritanie à Nairobi sur la CIPD+25, du Plan d'actions quinquennal 2021-2025 de la SCAPP, des SCRAPP et des différentes autres politiques de développement sectorielles.

En termes d'orientations il est important de mettre l'accent entre autres sur :

- L'établissement d'une feuille de route pour les grandes opérations de collecte (recensement 2023 et enquêtes démographiques et de santé, emploi, conditions de vie) en respectant la régularité de ses opérations
- Le renforcement des choix en matière d'utilisation de l'outil numérique dans les opérations de collecte, d'analyse et de dissémination des données grâce à la plateforme de modernisation de la statistique ESRI.
- Le renforcement de la coordination avec les services sectoriels producteurs et utilisateurs de l'information statistique



Le Gouvernement envisage un recensement général de la population et de l'habitat en 2023 avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies et des partenaires. L'UNFPA agence lead en la matière au sein du SNU a mobilisé en 2021 une expertise nationale pour appuyer l'ANSADE dans l'élaboration du document de projet « Prodoc RGPH 2023 », le chronogramme des opérations, le budget et la définition des choix méthodologiques de l'opération.

L'UNFPA a facilité également et pris en charge l'adhésion de l'ANSADE à la plateforme de modernisation de la statistique (ESRI) qui lui a permis d'acquérir 50 licences dans le cadre de cette plateforme pour leurs utilisations dans la préparation des différentes étapes du recensement (cartographie, dénombrement, analyse et dissémination des résultats).

Un renforcement de capacité a été également réalisé à travers la formation de l'équipe en charge du RGPH à Géomatique, représentant de la plateforme en Afrique et au Moyen orient au Maroc pour mieux se familiariser avec l'utilisation des outils de cette plateforme. Deux cadres de l'ANSADE ont participé aux missions d'évaluations indépendantes des recensements du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour s'inspirer de leurs expériences respectives en matière d'utilisation des tablettes dans la collecte des données pour mieux préparer le recensement de 2023 et bénéficier des leçons apprises des autres pays dans la conduite de cette importante et couteuse opération. Par ailleurs, ces efforts se renforceront grâce à la formalisation de l'Observatoire National sur le Dividende Démographique au sein de la Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement au MAEPSP comme outil de plaidoyer et d'aide à la décision pour accélérer la transition démographique et assurer la capture du dividende démographique, chantier spécifique de la SCAPP. Le plaidoyer en faveur de l'intégration du Dividende démographique dans les politiques et programmes de développement se poursuit ce qui a permis sa prise en compte dans le PNDS, la stratégie de la jeunesse, la stratégie de la statistique, les SCRAPP du Tagant et du Brakna. Par ailleurs, l'appui technique de l'UNFPA à la mise en œuvre du projet Autonomisation de la femme et dividende Démographique (SWEDD) se poursuit dans le cadre de la seconde phase du projet. Un lancement officiel du projet a eu lieu à Kaédi en juin

2021 par la Première Dame en présence du Ministre des Affaires Economiques, Président du Comité régional de Pilotage (CRP) du projet SWEDD au titre de son mandat de 2021 et du Représentant de l'UNFPA.

En outre, le conseil des Ministres a examiné et adopté en février 2021 un projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique (ANSADE) visant à mettre à jour le cadre juridique et institutionnel de l'Office National de la Statistique et à en renforcer ses moyens.

Par ailleurs, le Ministère de la Fonction Publique et du Travail a conduit pour la première fois l'Enquête de la Sécurité Sociale de l'OIT (Social Security Inquiry).

Cette enquête a permis de cartographier l'ensemble des institutions contributives et non contributives de la Mauritanie et de collecter les données sur les populations bénéficiaires et les dépenses de protection sociale

Cette enquête a permis d'identifier les indicateurs de protection sociale et le calcul de l'indicateur 1.3.1 des ODD.

#### **IV. Identification des connexions et des synergies entre les ODD**

Les mécanismes de suivi des ODD mis en place sont de nature à susciter des connexions et des synergies entre les ODD car l'atteinte des 17 ODD à l'horizon 2030 requiert l'intégration des trois dimensions du développement humain durable dans la conception, la planification et la conduite des programmes et actions. Il a été relevé que les relations organiques entre les différents secteurs des ODD n'ont pas été nettes. Les relations plus affirmées et renforcées auraient permis d'obtenir des résultats plus significatifs en utilisant chaque secteur comme levier pour soutenir les autres secteurs avec lesquels il a les synergies et les complémentarités potentielles les plus fortes. L'opérationnalisation du dispositif de coordination de la SCAPP devrait faciliter la

---

responsabilisation sectorielle et l'établissement de relations intersectorielles de manière à répondre à la préoccupation majeure des ODD, leur intégration accrue.

Il s'agit de relever la nécessité d'améliorer la coordination et l'intégration des structures concernant les thématiques, pour lesquelles le pays connaît encore des défis énormes donc d'importants retards dans la mise en œuvre des ODD. Il en est ainsi du secteur alimentaire et nutritionnel de l'ODD2. Les réponses aux graves problèmes de sécurité alimentaires sont pilotées par différentes structures autonomes : le Ministère du Développement Rural pour les questions des moyens de subsistance, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) pour les questions de sécurité alimentaire ainsi que la Délégation «Taazour » via les filets sociaux et le programme EMEL. Quant à la nutrition, elle est le fait de plusieurs institutions : le Ministère de la Santé, le Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF), le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation technique et de la Réforme et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

Les problèmes de soudure qui entraînent des graves crises alimentaires et nutritionnelles doivent interpeller le pays pour mieux organiser et coordonner les réponses dans ce secteur. En outre, les faiblesses de la plateforme des partenaires techniques et financiers doivent être traitées comme une préoccupation importante. Si la réponse à la pandémie du Covid19 a permis aux partenaires techniques et financiers de la Mauritanie de se retrouver régulièrement pour mutualiser et coordonner leurs efforts, il n'existe pas encore une plateforme des PTF bien définie et permanente dans son organisation et son fonctionnement. Cette plateforme a pour avantage de regrouper les partenaires ayant des capacités différentes dans la réalisation des ODD précis. Ainsi des complémentarités peuvent être créées entre ces partenaires permettant ainsi aux ODD à leur charge de bénéficier des interactions bénéfiques à leur matérialisation.



## Section 3. LNOB et Analyse d'exclusion sociale - Engagements internationaux

Le Rapport sur la situation sociale dans le monde en 2016<sup>15</sup> indique que, contrairement à la pauvreté, il serait difficile de définir un seuil sous lequel un individu ou un groupe serait considéré comme étant « exclu ». Néanmoins, l'exclusion sociale peut être analysée par le biais de trois indicateurs que sont l'accès inégal aux ressources<sup>16</sup>, la participation inégale<sup>17</sup> et le déni ou la négation d'opportunités<sup>18</sup>. L'exclusion sociale est donc multidimensionnelle et touche généralement différents groupes sociaux et ainsi que la plupart des ODD et problématiques de développement déjà abordés précédemment. La deuxième partie retrace sommairement les progrès par rapport aux engagements internationaux en matière de droits humains.

### I. Exclusion Sociale

#### A. Structure sociale et principaux groupes en Mauritanie

La société mauritanienne est composée de plusieurs ethnies dont les maures blancs, les maures noirs également appelés haratines et les autres communautés noires mauritaniennes (comprenant par exemple les peulhs, les soninkés, les wolofs etc.). Les données disponibles indiquent que les haratines et les autres communautés noires mauritaniennes constitueraient entre 65 et 75%<sup>19</sup> de la population. Malgré le fait qu'ils soient majoritaires sur le plan démographique, ils ne sont pas proportionnellement représentés dans

le gouvernement et les instances politiques<sup>20</sup>.

La Mauritanie est un pays disposant d'une politique d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Cependant, certains aspects pourraient être améliorés notamment avec l'adoption d'un système national d'asile pour faciliter plus l'accès des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants à certains services sociaux de base.

Ce problème d'accès est encore plus prégnant pour certains groupes de personnes déplacées du fait de l'inaccessibilité des procédures de régularisation de séjour dans le pays et des difficultés d'accès à la documentation individuelle.

Les filles et les femmes constituent plus de la moitié de la population en Mauritanie et pour-tant souffrent du manque de représentation sur plusieurs plans, ce qui exacerbe leur vécu des nombreux défis socioéconomiques ainsi que leur jouissance des droits fondamentaux, y compris l'accès au foncier. Les disparités sur la base du genre n'affectent pas que les femmes et les filles, mais aussi les garçons et les hommes.

Les personnes vivant avec un handicap sont les plus pauvres des pauvres et leurs problèmes et besoins spécifiques ne sont pas suffisamment pris en considération dans les politiques et stratégies de développement du pays. Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 33 920 habitants vivent avec un handicap, soit une proportion d'environ 1% de la population totale. Les personnes vivant avec un handicap ont des problèmes d'accès aux services sociaux (santé, éducation, justice) et des problèmes d'ordre économique (emploi) notamment à cause de

<sup>15</sup> Report on the social world situation, 2016, "leaving no one behind", United Nations, <https://www.un.org/esa/socdev/rwss/2016/full-report.pdf>

<sup>16</sup> L'emploi et le revenu.

<sup>17</sup> Participation inégale à la vie politique, civique, culturelle et sociale.

<sup>18</sup> L'éducation, la santé, les infrastructures.

<sup>19</sup> Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté sur sa mission en Mauritanie, 8 mars 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/G1705384.pdf>.

<sup>20</sup> Conflict Analysis of Mauritania, Sumedh Rao, GSDRC, January 2014.

pesanteurs sociales, de leur faible prise en compte dans les stratégies sectorielles, de l'insuffisance des ressources humaines spécialisées, de la pauvreté de leurs familles etc. Les rapatriés du Sénégal et autres mauritaniens à l'étranger sont également particulièrement vulnérables et ont toujours des problèmes à accéder à l'enregistrement civil, mettant ainsi en péril leur accès à l'éducation et à la santé

Le travail des enfants a pris de l'ampleur au niveau du pays, malgré le fait que la Mauritanie a ratifié les conventions 182 sur les pires formes de travail et 138 sur l'âge minimum de travail, conventions entièrement transposées dans le Code Général de Protection de l'Enfance adopté par la Loi 2018-024.

La Mauritanie a finalisé la liste des travaux dangereux interdits aux enfants et le ministre de la Fonction publique et du travail a publié en janvier 2022 l'Arrêté n°. 066 interdisant d'employer les enfants à des travaux dangereux nuisibles à leur santé, y compris les établissements à caractère d'enseignement religieux, professionnel, les entreprises familiales ou chez les particuliers.

Le MFPT et les partenaires sociaux ont également procédé en 2021 à l'évaluation du Plan d'Action National pour l'Élimination du Travail des Enfants 2015-2020 qui comprend un certain nombre de mesures qui contribueront à la protection des enfants et à l'amélioration de leur situation et qui sera mis à jour en 2022.

Un exercice d'identification des groupes et personnes vulnérables, entrepris au sein de la réponse COVID-19, a mis l'accent sur le besoin d'assurer une protection renforcée aux : individus et communautés à risque de discrimination (y inclus les victimes des séquelles de l'esclavage); aux enfants sans protection parentale, aux enfants des rues ou en mobilité; aux enfants vivant dans les écoles coraniques informelles; aux enfants travailleurs; aux femmes cheffes de ménages; aux personnes vivant avec un handicap ou une

maladie chronique; aux réfugiés et aux migrants; aux travailleurs et travailleuses domestiques, y inclus les enfants travaillant dans les foyers; aux communautés souffrant d'un accès limité à l'eau et aux populations nomades et transhumantes; à la population carcérale (y inclus les enfants en détention); aux jeunes en situation de chômage; aux personnes, voire ménages sans documents d'identité; aux personnes mises en isolement ou quarantaine surtout ceux et celles qui ont des besoins spécifiques; et aux femmes et enfants victimes d'abus, d'exploitations et de violences basées sur le genre notamment de violences sexuelles.

## **B. Facteurs d'exclusion sociale, dont ceux liés à la discrimination et à la stigmatisation**

Malgré les réformes sur le plan des droits humains et les programmes sociaux mis en place par le Gouvernement, les facteurs d'exclusion sont nombreux en Mauritanie et incluent l'appartenance, la descendance, la classe sociale, le genre et l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, le statut migratoire, le statut socioéconomique, le lieu de résidence, et l'occupation.

La carte de l'exclusion étant multidimensionnelle, nombreux en sont affectés, surtout parmi les haratines et les autres communautés noires mauritaniennes, les nomades, les enfants, les migrants et les réfugiés. La discrimination affecte disproportionnellement aussi les femmes et les filles, surtout dans les communautés marginalisées et sans accès aux services de base. Le dernier rapport de mission du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté<sup>21</sup> indique que de nombreux progrès ont été accomplis par la Mauritanie au cours des années qui ont précédé sa visite en matière de lutte contre la pauvreté. Il parle toutefois d'une pauvreté multidimensionnelle où les groupes les plus affectés n'ont pas accès à une nourriture suffisante, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement, ni aux soins de santé. Les divisions sur des lignes ethno-raciales en Mauritanie ont été la cause principale

<sup>21</sup> Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté sur sa mission en Mauritanie, 8 mars 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/G1705384.pdf>



de conflit au sein du pays et créent toujours des tensions entre les différentes communautés.

L'appropriation des terres, surtout au niveau de la région du fleuve Sénégal, est perçue comme une injustice par les populations affectées de cette région. Ceci s'ajoute à une mémoire collective des événements des années 80 et la question du passif humanitaire<sup>22</sup>. Les enfants rapatriés du Sénégal et autres mauritaniens à l'étranger, ont toujours des problèmes à accéder à l'enregistrement civil, à l'éducation et à la santé.

Cette exclusion a également été favorisée par un accès parfois limité au registre civil pour ces populations haratines et les autres communautés noires mauritaniennes, qui constituent la majorité de ceux qui n'ont pas pu obtenir une carte d'identité nationale, document essentiel en Mauritanie. Ces derniers n'ont donc pas accès à l'école secondaire, au droit de vote ou encore à la propriété foncière.

Le Gouvernement mauritanien a adopté une loi en 1983 visant à reconnaître la propriété foncière privée et abolir le régime foncier traditionnel. Le rapport sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté cité plus-haut indique que certaines populations ont été impactées par la confiscation et la redistribution massives des terres qu'elles cultivaient et restent donc méfiants face cette loi et à ses décrets connexes, perçus comme des instruments développés pour les déposséder de leurs terres. Selon la Banque mondiale, la majorité de ces propriétaires ne disposent pas de titres formels de propriété ou alors que de titres temporaires. Cette politique foncière a donné lieu à un fort exode de ces populations vers les villes.

Durant les dernières années, les taux d'activité et d'emploi n'ont pas progressé ; les jeunes, les femmes et les travailleurs pauvres sont particulièrement exclus du marché du travail et demeurent marginalisés. L'informalité majoritaire au sein du marché de l'emploi rend plus

vulnérable encore les couches fragiles de la population. Toutefois, les autorités ont affiché leur volonté de formaliser ce secteur. Plusieurs secteurs, tels que la pêche, dépendent des travailleurs migrants, pourtant les difficultés d'accès à la documentation, y inclus le permis de travail, les exposent aux risques d'exploitation et de détention arbitraire.

Le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2013 a en effet dénombré 88 661 étrangers résidant en Mauritanie, soit 2,5% de la population résidente, dont 54,6% sont des hommes et 45,4% sont des femmes. En matière de travail des migrants, 48% des étrangers actifs sont indépendants et seuls 4,6% sont des employeurs. En outre, 45,1% de l'ensemble des actifs occupés sont des salariés dont 31,8% sont temporaires et 10% permanents. Les hommes prédominent, avec des pics à 80% selon les cas. Plus des trois quarts de la population étrangère en activité sont occupés dans le milieu urbain.<sup>23</sup> De plus, une étude du BIT a soulevé la forte présence des migrants par exemple dans le secteur du bâtiment : La main d'œuvre étrangère représente 39,7% des salariés du bâtiment soit près de 1 300 personnes.

Lors de ses dernières recommandations, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>24</sup> a exprimé son inquiétude concernant la faible participation des femmes, à hauteur de 12% au marché du travail et les conditions de travail de celles qui travaillaient (de manière formelle ou informelle). Le même rapport met l'accent sur « la sous-représentation des femmes, en particulier celles appartenant aux minorités ethniques, dans les prises de décisions et les postes à responsabilités dans les secteurs public et privé ».

Par ailleurs, les données des annuaires statistiques du Ministère de l'Education Nationale, des enquêtes MICS et du RGPH font ressortir une insuffisance de la couverture géographique des écoles accouplée à une faible fréquentation scolaire, une sous-qualification des enseignants ainsi qu'à une faible efficacité interne ce qui traduit un taux de déperdition très élevé. Cette situation a pour effet, l'existence d'une proportion

<sup>22</sup> La loi de 1993 sur l'amnistie concernant les crimes du passif humanitaire n'est pas en conformité avec les standards internationaux

<sup>23</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/africa/ro-abidjan/ilo-algiers/documents/projectdocumentation/wcms\\_774632.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/africa/ro-abidjan/ilo-algiers/documents/projectdocumentation/wcms_774632.pdf)

<sup>24</sup> Observations finales concernant le deuxième et le troisième rapport périodique de la Mauritanie présentés en un seul document (2014)



---

importante d'enfants se trouvant hors du système et un taux d'analphabétisme relativement élevé. Ces enfants hors du système sont exposés à la délinquance, à la drogue et à la manipulation idéologique. Selon les données du MICS5, 204 863 enfants en âge de scolarité obligatoire (8- 14 ans) dont 79% n'ont jamais été scolarisés et 21% ont abandonné l'école. Chaque année, 60 000 enfants abandonnent l'école. En 2018, 455 000 enfants de 6 à 17 ans ont été non scolarisés, y compris ceux recevant une éducation coranique non formelle.

L'analphabétisme est également une source d'exclusion sociale et son ampleur en Mauritanie, avec un taux national de 38%, n'est pas à sous-évaluer. Des grandes disparités existent entre les différentes wilayas. Certaines connaissant des taux d'analphabétisme de 40 à 51,4%(Guidimakha, Hodh EL Gharbi, Gorgol, Hodh Charqui, Brakna, Assaba, Tagant) alors que d'autres Wilayas connaissent des taux

relativement bas, inférieurs à 30% et variant entre 16,4et 29% (Trarza, Inchiri, Adrar, Nouakchott, Tirs Zemour, Dakhlet Nouadhibou). Ce taux reste toutefois élevé avec plus du tiers de la population âgée de 10 ans et plus qui souffre encore de ce fléau qui touche principalement les femmes, 41,0% contre 31,3% pour les hommes, les milieux nomade et rural, avec 66,0% des nomades qui sont analphabètes contre 51,6% en milieu rural et 21,2% en milieu urbain.

Par ailleurs, on pourrait estimer qu'en Mauritanie la politique se caractérise souvent par des divisions entre la classe dirigeante et ceux qui militent pour le respect des droits. Il faut noter aussi si qu'au sein de l'élite dirigeante, la vie politique a aussi longtemps été assaillie par des rivalités. L'ouverture de l'actuel gouvernement surtout sur les créations et opérations des sociétés civiles pourrait constituer une lueur d'espoir, pour des groupes comme Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste.

## C. L'inclusion sociale à l'épreuve de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 et l'impact de la crise sur les conditions socio-économiques des ménages les plus pauvres est venue exacerber la vulnérabilité des groupes marginalisés et souffrant déjà de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les risques de violation des droits humains ont augmenté avec la crise de COVID-19.

Les travaux menés dans le cadre de la riposte au COVID-19 ont permis d'identifier les groupes et personnes vulnérables présentés précédemment. Durant la période de COVID-19 des cas de violence basée sur le genre ont continué à être reportés, bien que les chiffres ne reflètent pas la réalité. Les échanges sur les médias sociaux ont inclus de nombreuses instances de divulgation d'information personnelle et de propos stigmatisant y inclus à l'égard des personnes de nationalité étrangère. Le 25 juin 2020, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la manipulation des fausses informations qui met à risque l'espace réservé à la presse et à la liberté d'expression. Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'expression a saisi le Gouvernement pour souligner que cette nouvelle loi n'était pas en conformité avec les standards internationaux. Par ailleurs, de nombreuses manifestations ont été organisées par des communautés locales au niveau des régions, pour dénoncer leur manque d'accès aux services de base notamment à l'eau et aussi aux services de santé.

Une initiative louable du Gouvernement, supportée par les partenaires techniques et financiers, a été l'adoption d'un plan multisectoriel de réponse à la COVID-19 qui intègre les droits humains et l'action humanitaire. La mise en œuvre de ce plan dans son volet relatif aux droits humains reste cependant à concrétiser, surtout quand il s'agit d'assurer l'intégration des personnes les plus vulnérables et exclues.

## II. Engagements internationaux en application

### i. Efforts nationaux et progrès par rapport aux engagements internationaux en matière de droits humains et défis, surtout en rapport aux recommandations des mécanismes des droits humains

La Mauritanie a ratifié les principaux traités internationaux relatifs aux humains, dont certains touchent spécifiquement à la lutte contre la discrimination et l'exclusion sociale, tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ratifié en 2004), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ratifiée en 1988), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (ratifiée en mai 2001) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole Facultatif (ratifiée en janvier 2010). La Mauritanie a également ratifié les huit conventions fondamentales de l'OIT et récemment la Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants. Le pays a fait preuve de coopération avec les procédures spéciales et a accueilli depuis 2008 plusieurs missions, dont celle des Rapporteurs Spéciaux sur la Torture (2016), sur l'esclavage (2009, 2013 et 2017), sur le racisme (2008 et 2013) et sur l'extrême pauvreté (2016). En 2016, le sous-comité sur la prévention de la torture a rendu visite au Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNP). La Mauritanie est passée en revue dans le cadre de l'Examen Périodique Universel en 2015, et se prépare pour un second examen, renvoyé à 2021 en relation à la crise de COVID-19. Entretemps, la Commission pour les Droits de l'Homme, l'Action Humanitaire et les Relations avec la Société Civile (CDHAHRSC) a déjà préparé et partagé avec la société civile et les partenaires techniques, tels que le Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme son rapport qui sera soumis pour la révision de l'EPU. L'existence d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) en Mauritanie et les amendements apportés à la loi organique no 2017-016 du 5 juillet 2017 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de cette Commission, sont des éléments censés être positifs au niveau de la promotion, la protection et le respect des droits humains par les institutions

gouvernementales en Mauritanie. Ces avancements sont mis en question par un manque de transparence, souligné par le Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme au niveau du processus de sélection et de nomination des membres de la CNDH. Le même sous-comité souligne un manque d'indépendance « réel ou perçu vis-à-vis du pouvoir exécutif<sup>25</sup> » et a recommandé par conséquent en novembre 2017 de rétrograder la CNDH au statut B. Le pays possède cependant une structure suffisante en termes de mécanismes nationaux de protection des droits humains pour assurer une collaboration avec les mécanismes spéciaux et pour mieux protéger les droits de l'Homme, à condition bien entendu que ces organismes soient dotés de moyens humains et financiers pour remplir indépendamment leur mandat.

## **ii. Efforts principaux en matière des droits humains, y inclus la non-discrimination, et défis**

Durant les dernières années, la Mauritanie a adopté plusieurs lois qui assurent une meilleure protection aux personnes les plus vulnérables. En dépit d'efforts fournis pour tenir ses engagements internationaux en matière de droits humains, plusieurs défis subsistent cependant, surtout concernant l'application de ces lois dans la pratique, et la persistance de pratiques discriminatoires envers plusieurs groupes sociaux dont les haratines et les autres communautés noires mauritaniennes, les enfants vulnérables ou encore les femmes.

La Mauritanie a adopté le 18 Janvier 2018 une loi sur la discrimination. La loi en question cependant manque sur un nombre d'aspects de conformité avec le cadre légal international et contient des aspects malheureusement discriminatoires. Le comité sur l'élimination de la discrimination raciale a noté que la loi criminalisant la discrimination en Mauritanie

contenait des manquements qui empêchaient son alignement avec le texte de la Convention, notamment par exemple sur la définition de la discrimination et sur les protections légales qui pourraient être amenées par la loi. Il est aussi à noter que la Constitution mauritanienne, à son Article 21 stipule que seulement un étranger « qui se trouve régulièrement sur le territoire national jouit, pour sa personne et pour ses biens, de la protection de la loi ». En vertu du droit international, les droits humains s'appliquent à tous les migrants, quel que soit leur statut administratif. Il est établi en droit international qu'une différence de traitement est seulement légitime si elle est exceptionnelle, proportionnelle et poursuit un but légitime ; autrement elle constitue une discrimination. En effet, la situation irrégulière sur le sol mauritanien ne peut pas constituer un motif proportionné pour empêcher le respect des droits et protections fondamentaux tels que le droit à la liberté et la protection contre la détention arbitraire. Cet article mériterait ainsi d'être revu. D'autres lois demeurent en besoin de réforme, telles que le Code sur la Nationalité (Acte No. 1961-112 du 12 juin 1961) et les articles 13 et 16 de l'Acte no. 2010-023 du 11 février 2010 (qui remplacent les certaines provisions de l'Acte de 1961) dans la mesure où elles contiennent des clauses discriminatoires sur la base du genre, en rapport avec le droit à la nationalité aux enfants nés à l'étranger et aux femmes mauritaniennes lorsque le père de l'enfant n'est pas mauritanien. Le Comité sur l'élimination de la discrimination raciale a souligné ses réserves par rapport à ces textes et recommandé à ce que le passage de la nationalité Mauritanienne soit conforme au principe de l'égalité des genres.

Le même comité a aussi recommandé à ce que la Mauritanie prenne des actions concrètes pour améliorer la représentation des haratines et des autres communautés noires mauritaniennes dans toutes les sphères de la vie politique, publique et sociale ainsi que dans le secteur privé. Le comité a suggéré à la Mauritanie de démontrer, dans son rapport périodique prochain, une telle amélioration au niveau de la représentation des communautés marginalisées par des statistiques et de mettre en œuvre des

<sup>25</sup> Observations Finales concernant le deuxième rapport périodique de la Mauritanie, Pacte International relatif aux droits civils et politiques, Comité des droits de l'Homme, 23 août 2019, CCPR/C/MRT/CO/2

mesures spécifiques pour promouvoir l'intégration des haratines et des autres communautés noires mauritaniennes dans la société Mauritanienne, surtout au niveau de l'éducation, des services de santé, ainsi que de l'emploi.

Le Comité des droits de l'homme a noté dans ses observations finales concernant le deuxième rapport périodique de la Mauritanie en juillet 2019<sup>26</sup>, tous les efforts entrepris par le Gouvernement pour lutter contre la pratique de l'esclavage et ses séquelles, y inclus l'adoption de la loi 2015-031 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes, ainsi que la mise en place de Tadamoun, désormais appelé Taazour (Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion), qui est chargée entre autres de l'éradication des séquelles de l'esclavage. Le Comité a cependant souligné ses préoccupations par rapport à la persistance de situations d'esclavage et des préjugés qui les accompagnent, à l'absence de données sur la pratique, et aux « difficultés rencontrées par les victimes de situations d'esclavage pour déposer plainte en vue de faire valoir leurs droits auprès des autorités policières et judiciaires, et les difficultés persistantes de ces dernières pour enquêter sur ces cas et poursuivre de manière efficace, indépendante et impartiale les auteurs de telles pratiques et les sanctionner de manière adéquate ».

En juillet 2020, deux lois contre la traite de personnes et le trafic de migrants ont été adoptées par l'Assemblée Nationale. Ces nouveaux textes législatifs, publiés en août 2020, ont comme effet d'abroger et remplacer la loi sur la traite<sup>27</sup> datant de 2003 et modifier la loi sur le trafic des migrants<sup>28</sup> datant de 2010; ils introduisent le concept de prévention de la traite et de protection des victimes, y inclus à

travers des mesures d'assistance, de régularisation de séjour et de réparation, ainsi que des procédures sensibles aux droits des enfants victimes de traite ou objets de trafic en ligne avec le droit international, entre autre avancées importantes.

La Loi portant sur le Code Général de protection de l'enfant<sup>29</sup> adoptée en 2018 a permis d'intégrer une dimension inclusive dans le cadre de la protection de l'enfance. Y sont entérinées des mesures spéciales pour les enfants vulnérables (dont les enfants avec un handicap, les réfugiés, les orphelins, les enfants victimes d'isolement, ceux victimes d'exploitation ou encore les enfants victimes de traite) ainsi que le principe de non-discrimination. Par ailleurs, le Gouvernement a pris des mesures pour promouvoir l'enregistrement des naissances et réformer le système d'enregistrement de l'état civil parce que chaque enfant a droit à un nom et une nationalité comme il est inscrit dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC) et d'autres traités internationaux<sup>30</sup>. Il reste cependant du travail à faire et plusieurs catégories d'enfants ont besoin de protection et de promotion de leurs droits. Ainsi, la réinsertion des anciens enfants esclaves dans la société et leur accès à l'éducation, aux services de santé et aux services sociaux n'a pas été assurée, ni l'accès aux services de santé pour tous les enfants handicapés (dont ceux vivant en zones rurales).

La Mauritanie a adopté une stratégie nationale de protection sociale en 2013, fondée sur une conception large et multidimensionnelle de la protection sociale. Le travail sur la protection sociale s'est focalisé sur l'aide alimentaire, qui ne représente que l'un des cinq piliers de la stratégie. Cette stratégie est accompagnée de la mise en place d'un mécanisme institutionnel de coordination des mesures de protection sociale, dont l'efficacité devra être renforcée.

En dépit de l'absence de loi sur l'asile, et en vertu des Conventions<sup>31</sup> dont elle est signataire et du décret 2005/022, la Mauritanie s'est engagée à faciliter

<sup>26</sup> Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de la Mauritanie, Comité des droits de l'homme, 25 juillet 2019, CCPR/C/ MRT/CO/2, para. 30

<sup>27</sup> Loi no 2020-017 relative à la prévention et répression de la traite des personnes et la protection des victimes

<sup>28</sup> Loi no 2020-018 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi no 2010-021 du 15 février 2010 relative à la lutte contre le trafic illicite des migrants

<sup>29</sup> Loi 2018 PR 024 portant Code Général de Protection de l'Enfant, 2018

<sup>30</sup> CRC/C/MRT/CO/3-5 2018, Comité des droits de l'enfant, Observations finales concernant le rapport de la Mauritanie valant troisième à cinquième rapports périodiques à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, 2018.

<sup>31</sup> Conventions 1951 et Protocole de 1967, Convention de l'OUA



l'accès des réfugiés aux services publics de base, notamment en matière de santé, d'éducation, et d'état civil. En pratique, des progrès clés ont été enregistrés, notamment avec l'enrôlement auprès de l'ANRPTS des populations réfugiées du camp de Mbera, et en zones urbaines, mais aussi avec la transition (Inaya<sup>32</sup>) vers l'inclusion des réfugiés de Mbera au sein du système de santé national. Les autorités se sont aussi engagées à ratifier la Convention de 1961 afin de limiter les risques liés à l'apatridie. En décembre 2019, les autorités ont renouvelé leur engagement en faveur de l'inclusion des réfugiés en s'engageant lors du Forum Mondial sur les réfugiés à préparer le projet de loi sur le droit d'asile en vue de son adoption ; inscrire tous les réfugiés à l'état civil, leur délivrer des numéros d'identification nationaux, sécuriser les cartes d'identification nationales, permettre leur inclusion dans les systèmes nationaux ; ainsi que dans les services de santé au même titre que les nationaux ; veiller à ce que les réfugiés bénéficient des mêmes conditions d'accès au marché du travail que les ressortissants nationaux. A cette lumière, il est urgent de clarifier si les réfugiés ont besoin de demander un permis de travail pour accéder au marché du travail.

A la demande du gouvernement, une stratégie nationale de promotion et de protection des droits humains est en cours d'élaboration à travers un partenariat avec le Commissariat aux droits de l'homme, à l'action humanitaire et aux relations avec la société civile et l'appui du HCDH. Des consultations avec les organisations de la société civile et partenaires du gouvernement ont déjà eu lieu.

### **iii. Efforts spécifiques en matière de genre, pour assurer l'égalité, l'autonomisation des femmes et pour contrer la violence basée sur le genre**

La Mauritanie a également fourni des efforts afin d'assurer une meilleure autonomisation économique des femmes en adoptant une

Stratégie de réduction de la pauvreté sur la situation des femmes et en établissant un système de micro-crédit et un travail de priorisation des prêts de banques en faveur des femmes. Il convient de noter toutefois que l'étendue de ces mesures reste limitée<sup>33</sup>.

Le pays a également instauré la mise en place d'un système de quotas pour développer la participation des femmes en politique.

Un compendium des compétences féminine a été lancé en 2020 pour donner suite à l'appui de la promotion des femmes dans la vie publique. Le Compendium se définit comme une base de données, un carnet d'adresses des femmes cadres, fournissant des informations utiles, et en temps opportun, adressées aux décideurs pour le recrutement, la nomination ou la représentation des compétences féminines. Cette plateforme, qui est une première en Mauritanie se fixe comme objectif principal de renforcer la visibilité, la participation et le leadership des femmes dans la gestion des affaires publiques et privées, à tous les niveaux, d'identifier les secteurs dans lesquels les femmes sont sous représentées afin d'inciter à la prise de mesures correctives dans le sens de l'équité et de la justice sociale, et de favoriser la mise en place d'un réseau solidaire dynamique entre les femmes membres. L'idée est de créer une base de données sur les compétences féminines contribuant à l'atteinte des ODD.

La situation au niveau de l'égalité des genres, et celle spécifiquement des femmes et des filles en Mauritanie, continue à être inquiétante. Ceci est dû à un nombre de facteurs, dont les discriminations qui perdurent à travers les lois telles que celles sur la nationalité susmentionnée, ou quand des réserves touchant à la Sharia. La Sharia est la source des lois et orientations pour l'Etat, cependant certaines questions peuvent être source d'interprétation et méritent l'engagement d'un dialogue et un plaidoyer pour éclaircir la position de l'islam par rapport à ces questions qui sont émises, en rapport aux femmes et aux filles, ou à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les vulnérabilités socio-économiques des

<sup>32</sup> Le projet Inaya fait partie de l'engagement de la Banque Mondiale dans le cadre du financement IDA 18 - sous guichet pour les réfugiés qui inclut 4 projets : sante (Inaya), urbanisation, eau et assainissement et filets sociaux pour un total de 64 millions de dollars.

<sup>33</sup> Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Observations finales concernant les deuxième et troisième rapports périodiques de la Mauritanie présentés en un seul document (2014).



femmes et leur manque d'accès aux chances égales, à l'éducation, leur concentration dans le marché du travail informel et autres facteurs susmentionnés ne font qu'empirer leur vulnérabilité quand la loi ne leur offre pas assez de protection. Les femmes en Mauritanie n'ont pas les mêmes droits à la terre que les hommes. Cette inégalité se manifeste principalement au niveau de l'accès à la propriété foncière, et au niveau de l'héritage que ça soit entre filles et fils ou entre époux. Les cas de violence basée sur le genre, qui incluent pour en citer quelques exemples les assauts physiques, viols et viols collectifs, inceste, mariages forcés<sup>34</sup>, et homicide sont récurrents. Les familles demeurent réticentes à signaler les cas de viol, à cause des tabous qui existent au niveau d'une société conservatrice et aussi vu que le cadre légal actuel parle de Zina (relations sexuelles en dehors du cadre du mariage) et le fardeau de la preuve dans les cas de viol repose toujours sur la victime.

Une campagne de plaidoyer organisée depuis quelques années par la société civile visant à l'adoption d'une loi sur la violence basée sur le genre, qui contienne entre autres une définition du viol, a abouti à un projet de loi qui n'a pas encore été adopté. Les réformes proposées ont déjà suscité des controverses au niveau des mouvements religieux malgré la rédaction d'un avis légal islamique validant le contenu du projet de loi, ainsi qu'un engagement fort et continu de la société civile, qui continue à faire le plaidoyer pour son adoption.

En juillet 2020, le Gouvernement a adopté un projet de décret instituant un Observatoire National des droits de la Femme et de la Fille. L'Observatoire permet la création d'une structure qui porte conseil et appui au Gouvernement dans la mise en œuvre de politiques publiques visant à assurer l'intégration des femmes dans toutes les sphères de la vie publique. Cet Observatoire

constitue une avancée majeure dans la promotion et la protection du genre en Mauritanie. Il s'agit là d'un organe ayant un mandat consultatif de protection et de protection des droits de la femme et de la fille, rattaché au MASEF et qui a pour mission : le suivi, l'évaluation et la formulation de proposition tendant à promouvoir les droits de la femme et de la fille dans les politiques publiques de la Mauritanie. L'observatoire servira ainsi d'important relai à travers le pays pour la lutte contre les violations des droits de la femme et de la fille. Un appui a été fourni au MASEF dans les différentes étapes notamment à travers les campagnes de vulgarisation sur l'Observatoire qui ont eu lieu à travers le pays, et la mise en place du Bureau (membres) de l'Observatoire qui a été un processus inclusif, comprenant les différents acteurs de la société civile et du gouvernement. Avec cette étape importante de franchi, il est important de poursuivre l'engagement avec cette structure sur les questions d'intérêt pour le système des NU. Le chemin pour assurer aux femmes et aux filles en Mauritanie la jouissance de leurs droits fondamentaux reste long et les mécanismes spéciaux ont régulièrement proposé des réformes qui permettraient de mieux leur assurer un pied d'égalité au niveau de la vie publique et sociale. La recommandation du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes concernant les dispositions du Code de la nationalité qui refusent aux femmes mauritaniennes le droit, sur un pied d'égalité avec les hommes, de transmettre leur nationalité à leurs enfants si le père est inconnu ou de nationalité étrangère et qui demeure à être prise en compte, n'en est qu'un exemple.

La crise de COVID-19 a exacerbé la situation déjà précaire des femmes et des filles en Mauritanie avec la continuation de la violence sexuelle et basée sur le genre; l'accès entravé des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive; l'impact de la crise sur la capacité des femmes à poursuivre leur activité économique, surtout celles dans le secteur informel; l'augmentation de la charge relative aux responsabilités de soin et au niveau des ménages (et leur impact du coup sur l'éducation des filles); et

---

<sup>34</sup> 18% mariées avant l'âge de 15 ans et 37% des femmes âgées de 20 à 24 ans mariées avant l'âge de 18 ans

l'exacerbation générale des conditions de vie des femmes habitant dans des milieux vulnérables, tels que les camps de réfugiés, les prisons, les zones rurales notamment par rapport à l'accès aux services sociaux de base etc. Le manque de données y inclus de données désagrégées, ne fait que rendre plus difficile la résolution des nombreux défis liés au genre en Mauritanie.

En dépit des progrès accomplis, les femmes continuent de subir plusieurs formes de violences : Mutilations Génitales Féminines (66,6%), Mariage des Enfants avant 18 ans (35,2%) et Grossesses des adolescentes (21,5%). Il est à noter qu'aucune statistique officielle ne fait mention de la problématique du viol.

Au niveau politique, le gouvernement poursuit la mise en œuvre des engagements pris au cours des élections présidentielles en faveur du renforcement de la cohésion sociale invitant les citoyens à dépasser les traditions et coutumes ancestrales dont certaines sont en contradiction avec les progrès universels en matière de droits humains. En particulier la mise en application des textes juridiques protégeant les femmes contre toutes les formes de violence. Dans ce cadre, la Stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, a été adoptée en conseil des Ministres au mois de mars 2020.

### III. Perspectives pour plus d'inclusion et recommandations

L'inclusion requiert encore une continuité des efforts entamés par la Mauritanie dans la mise en œuvre des ODD. Parmi les efforts requis, figurent la mise en place de systèmes et mesures de protection sociale pour tous qui soient adaptés au contexte national et la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel pour la nutrition, en portant une attention particulière aux familles ayant plusieurs enfants, aux familles

réfugiées et migrantes et aux familles vivant dans les zones rurales et reculées (cible 1.3 des objectifs de développement durable).

La protection des enfants contre toutes formes de violences<sup>35</sup> (cible 16.2 des objectifs de développement durable, qui est de mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont les enfants sont victimes) ainsi que la garantie à tous d'une identité juridique (cible 16.9 des objectifs de développement durable) figurent également dans les objectifs non réalisés. Un renforcement de la gouvernance et une meilleure disponibilité de statistiques désagrégées permettraient une conception efficace des politiques de lutte contre la pauvreté.

La voie vers la réduction des inégalités passe également par la réforme des lois discriminatoires, leur application équitable, et la mise en œuvre de politiques d'inclusion des groupes et personnes en situation de vulnérabilité, y inclus les femmes et les filles.

Pour renforcer l'inclusion, et avec l'appui du SNU,

- La Mauritanie devrait entreprendre une réforme des lois discriminatoires ou qui ne sont pas en conformité avec les obligations internationales de la Mauritanie susmentionnées, telles que la loi sur la nationalité, la loi sur la discrimination, et adopter des lois qui assurent l'égalité des chances et du genre, y inclus dans le combat contre la violence basée sur le genre.
- Le Gouvernement devrait renforcer la capacité des institutions nationales à mettre les lois en application, surtout au niveau du secteur social et du système judiciaire par exemple qui devrait se référer aux obligations internationales de la Mauritanie en primauté.
- Appuyer une planification et une mise en œuvre décentralisée des politiques et stratégies nationales pour assurer une prise en compte des populations au plus près de leurs besoins et de leurs lieux de vie.
- La CNDH devrait être supportée, y inclus par les ressources financières et humaines pour soutenir

<sup>35</sup> CRC/C/MRT/CO/3-5 2018, Comité des droits de l'enfant, Observations finales concernant le rapport de la Mauritanie valant troisième à cinquième rapports périodiques à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, 2018

son indépendance, mais aussi la tenir responsable de remplir son mandat de promotion et de protection des droits de l'Homme.

- Renforcer les institutions et programmes nationaux et s'assurer que leurs programmes incluent les communautés à risque et qui souffrent d'exclusion sociale ;
- Disséminer l'information au niveau des communautés sur les lois en application et sur leurs droits, et assurer l'accès aux recours qui sont mis à leur disposition, par rapport par exemple aux situations d'esclavage ou aux séquelles de l'esclavage ;
- Contrer les manifestations de l'inégalité sociale dans les lois et les politiques publiques, notamment pour combattre l'accès inégal aux ressources, la participation inégale dans la vie politique sociale et culturelle, et le déni ou la négation d'opportunités. Ceci pourrait être partiellement atteint par la recherche à combattre les lois et les pratiques néfastes à l'égalité sociale et économique et à l'égalité des genres, par l'accès à l'éducation pour tous, par l'accès aux chances, y inclus les postes publics et privés pour tous sans discrimination aucune, par la distribution égale des ressources et l'accès aux services publics et de base au niveau des régions, par la protection et la promotion des droits des personnes exclues et leur accès aux chances, à la justice et à la jouissance complète de leurs droits.

En ligne avec les recommandations du Rapporteur Spécial sur la Pauvreté, le Gouvernement devrait :

Au niveau de sa stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée, se fonder sur un compte-rendu réaliste de la situation actuelle, contenir des objectifs raisonnables et mesurables, et indiquer précisément qui mettra en œuvre les politiques et de quelle manière toutes les formes de violence et de torture dont les enfants sont victimes) ainsi que la garantie à tous d'une identité juridique (cible 16.9 des objectifs de développement durable) figurent également dans les objectifs non réalisés. Un renforcement de la gouvernance et une meilleure disponibilité de statistiques

désagrégées permettraient une conception efficace des politiques de lutte contre la pauvreté.

- Prendre compte des enjeux auxquels sont confrontés les différents groupes ethniques et ce sur la base de statistiques désagrégées ;
- Reconnaître certains droits économiques et sociaux spécifiques ; définir des dispositifs institutionnels pour promouvoir ces derniers ; et mettre en place un mécanisme de suivi. La stratégie devrait notamment inclure une composante eau fondée sur les obligations du Gouvernement en ce qui concerne le droit à l'eau, et comportant des objectifs précis, mesurables et réalistes permettant de demander des comptes au Gouvernement ;
- Organiser un dialogue national sur les questions foncières qui donnerait à toutes les communautés et personnes touchées une véritable possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de proposer des solutions quant à l'absence de sécurité foncière, notamment en ce qui concerne les problèmes de confiscation et d'expulsion et les conséquences du passif humanitaire ;
- Procéder à une importante révision du cadre juridique du régime de propriété foncière, qui tienne compte de la dimension genre, sur la base de consultations approfondies avec les communautés et individus touchés, ainsi que la société civile.



## Section 4. Défis et opportunités pour la réalisation des ODD

La Mauritanie fait face à des problèmes structurels qui expliquent la situation actuelle et ralentissent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du fait de leur nature transversale et des interconnexions existantes entre les ODD. Les questions de transformation économique, de gouvernance, de développement rural, de la résilience et protection sociale, du changement climatique et de la préservation de l'environnement constituent des enjeux cruciaux dans le contexte de la Mauritanie. Ces contraintes se posent aujourd'hui avec plus d'acuité avec la survenue de la pandémie de COVID-19. Des dispositions adéquates doivent être prises pour affronter ces problèmes, accroître profondément la capacité du pays à atteindre les Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030 et assurer plus de stabilité socio-économique et un développement harmonieux.

### I. Faible niveau de transformation économique

L'Agenda 2030 appelle à recadrer les politiques économiques pour créer les bases d'une transformation économique inclusive, diversifiée et à forte intensité d'emploi. La maximisation du potentiel de transformation économique aura de fortes implications sur la réalisation des ODD. En effet, pour la réalisation de ceux-ci, il est indispensable d'avoir une croissance durablement soutenue et d'accélérer le processus de transformation économique. Il est important de mettre en évidence le processus de transformation économique en Mauritanie dans cette analyse, et cela d'autant plus que la pandémie de COVID-19a montré l'urgence de s'y attaquer. La crise du COVID-19 et ses ramifications économiques pourraient être une opportunité pour apprécier, se mobiliser et repenser la transformation socio-économique locale en vue de garantir une prospérité partagée, des emplois suffisants, de meilleure qualité et plus inclusifs, notamment pour les communautés vulnérables, et de soutenir l'atteinte des ODD.

### A. Le processus de transformation économique en Mauritanie

La SCAPP vise à créer une croissance économique forte, inclusive et durable en vue d'améliorer le bien-être des populations à travers une transformation structurelle de l'économie favorisant i) le renforcement des secteurs créateurs de richesse et d'emplois à même d'assurer l'inclusion sociale et de satisfaire la demande interne notamment à travers l'initiative privée et l'innovation, et ii) l'amélioration des capacités d'exportation du pays et son attraction pour les IDE. Cet objectif est confirmé dans le nouveau programme Elargi du Président présenté en septembre 2020 et traduisant les engagements électoraux du nouveau Président.

La transformation structurelle constitue un processus par lequel l'importance relative des secteurs d'une économie se modifie avec une réallocation de l'activité des secteurs à faible productivité vers ceux en ayant une plus forte. Elle se caractérise par un transfert de la main-d'œuvre et une baisse de la part de l'agriculture et des activités extractives à faible valeur ajoutée au profit d'une expansion des secteurs manufacturiers et des services plus productifs. Ce processus de transformation structurelle est à la fois le point de départ et l'aboutissement de la transformation productive, processus par lequel un pays améliore ses activités en devenant plus productif dans un secteur donné ou en réaffectant des ressources des secteurs à faible intensité de savoir vers de nouvelles activités nécessitant plus de connaissance. La transformation productive désigne donc théoriquement le processus de création, d'accumulation et de diffusion des capacités domestiques organisationnelles, productives et technologiques au sein d'une économie (AUC/OECD, 2019). Elle se manifeste fondamentalement de façon multidimensionnelle par i) la diversification vers de nouveaux produits et des activités à plus forte valeur ajoutée, ii) ainsi que la modernisation technologique, iii) la création d'emplois plus productifs et de meilleure qualité et iv) des modèles entraînant une hausse des salaires et une



réduction de la pauvreté<sup>36</sup>. Ces caractéristiques de transformation économique n'ont pas été observées en Mauritanie dans la mesure où le secteur secondaire malgré ses nombreuses potentialités n'arrive pas à absorber l'excédent de main-d'œuvre et les structures de production ainsi que les exportations reposent principalement sur les produits primaires à faible valeur ajoutée.

## B. Une transformation économique lente

L'économie de la Mauritanie est liée aux secteurs primaires, notamment les mines et l'agriculture. Après la chute de la croissance du PIB en 2020 (-0,9%) en raison de la pandémie de Covid 19, la croissance a rebondi déjà en 2021 (2,4%). Cependant, cette croissance créera difficilement les transformations structurelles que l'économie demande pour augmenter sa capacité de création d'emplois décents sans une direction claire de la politique économique.

L'agriculture, au sens large, est le principal pourvoyeur d'emplois avec plus de 75% d'emplois depuis 2000 malgré sa modeste contribution au PIB.

La part de l'agriculture dans l'emploi total suit une tendance baissière alors que pour les services on observe une hausse. Cette dynamique de la structure de production n'a pas mené à une transformation structurelle réussie.

Les travailleurs quittent le secteur primaire relativement productif, avec par exemple une productivité de la culture rizicole erratique et tributaire de la forte variabilité climatique et celle des céréales stagnantes (Graphique 4.2), pour aller vers le secteur des services dominé par le commerce informel et faiblement productif. Ce qui entraîne globalement des pertes de productivité pour l'économie. La productivité globale des facteurs est sur une tendance baissière en Mauritanie. Le secteur manufacturier est toujours au stade embryonnaire avec une contribution au PIB représentant en moyenne seulement 8,1%. Le secteur manufacturier formel se

compose de près de 200 PME (minoteries, transformation de céréales, cimenteries, transformation de poissons, chimie) essentiellement localisées à Nouakchott et à Nouadhibou. Tourné vers la valorisation de quelques produits locaux et de substitution aux importations, ce secteur dont les produits sont faiblement diversifiés emploie environ 5000 personnes. Le sous-secteur de l'industrie manufacturière représentant près de 10% du PIB a été le plus impacté par la crise. Il a subi une contraction à l'ordre de 4%. Au niveau du secteur tertiaire qui représente plus 42% du PIB global, les mesures préventives prises par les autorités pour endiguer la pandémie (la fermeture des frontières ; le confinement partiel ; la limitation de mobilité interurbaine ; la fermeture des restaurants et des marchés) ont contribué grandement à l'arrêt du dynamisme du secteur en 2020. Une situation selon les données disponibles semble s'être considérablement améliorée en 2021.

Le processus de transformation économique a été, pourtant, insuffisant pour créer des emplois de qualité et résorber les disparités, y compris celles liées au genre. Selon la situation de l'emploi de l'Office Nationale de la Statistique (ONS), le ratio emploi/population de 36,6% indique qu'une grande part de la population en âge de travailler ne participe pas directement à l'activité économique. En outre, la participation au marché du travail reste défavorable aux femmes, comme dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. Le pourcentage de femmes occupées est deux fois plus faible que celui des hommes. Le taux de chômage a augmenté et est de 11,8% en 2017. Le chômage touche plus les femmes que les hommes, avec des taux respectifs de 13,3% et de 10,9%. Concernant les jeunes, le taux de chômage a augmenté au cours de la dernière décennie et plus d'un jeune de moins de 25 ans sur cinq est au chômage.

Au-delà des impératives de l'industrialisation, reconnues à travers l'ODD9, une transformation économique réussie nécessite également une transformation agricole et rurale. C'est en ce sens qu'il faut saluer le lancement du Programme Aïoun

<sup>36</sup> McMillan, Dani et Verdusco-Gallo, 2014; Nübler, 2014; Hausmann, Hwang and Rodrik, 2007; AUC, OECD, 2019.



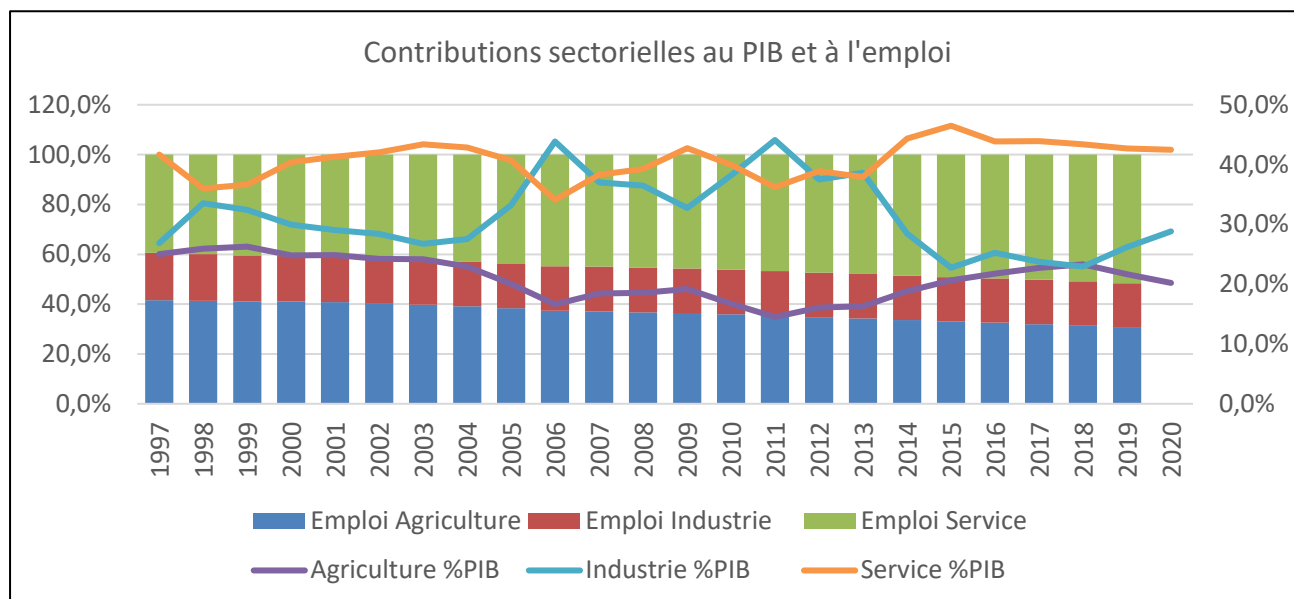
---

qui, entre autres objectifs de renforcement de la résilience, de l'emploi et de la sécurité alimentaire, vise à développer des complémentarités économiques et sociales entre les zones urbaines et rurales essentiellement agricoles et tirer profit des mouvements migratoires observés pour favoriser une transition favorable des secteurs et zones à forte productivité vers ceux les moins productifs.

L'agriculture, au sens large, est le principal pourvoyeur d'emplois avec plus de 75% des emplois depuis 2000 malgré sa modeste contribution au PIB. Depuis les années 2000, une récession du taux des emplois dans l'agriculture a été constatée ; en 2019 il est de 30.83%. Tandis que le secteur manufacturier et l'industrie représente seulement respectivement à peine 6% et 8% des emplois (Graphique 4.1). La part de

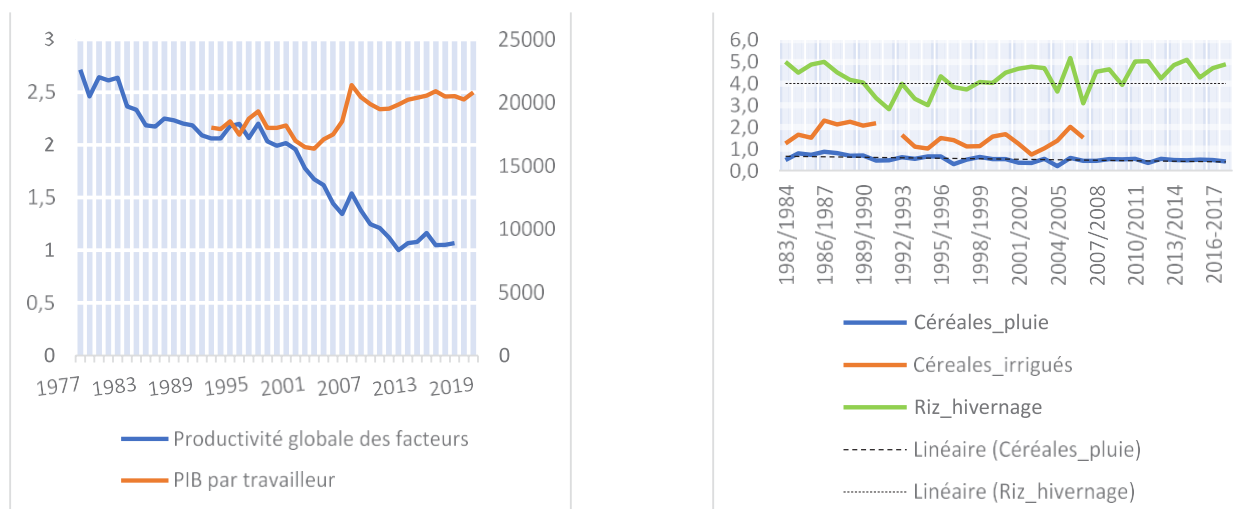
l'agriculture dans l'emploi total suit une tendance baissière alors que pour les services on observe une hausse. Cette dynamique de la structure de production n'a pas mené à une transformation structurelle réussie. Les travailleurs quittent le secteur primaire relativement productif, avec par exemple une productivité de la culture rizicole erratique et tributaire de la forte variabilité climatique et celle des céréales stagnantes (Graphique 4.2), pour aller vers le secteur des services dominé par le commerce informel et faiblement productif. Ce qui entraîne globalement des pertes de productivité pour l'économie. La productivité globale des facteurs est sur une tendance baissière en Mauritanie.

## Graphique 4.1 : Transformation économique et évolution des contributions sectorielles



Source : auteurs à partir des données WDI

## Graphique 4.2 : Productivité des facteurs travail, terre et PGF



Source : Auteurs à partir des données de WDI et de Penn World Tables et à partir des données du MDR. Note : La productivité globale des facteurs est estimée comme étant le résidu de la productivité mesurée, après la prise en compte de la contribution du capital, du travail et du capital humain. Productivité du travail exprimée en \$ PPP au prix de 2017 par travailleur et celle de la terre en tonne/ha.

### C. Analyse de la transformation productive en Mauritanie

#### Concentration des produits et faiblesse de la diversification économique

La crise de COVID-19 a posé avec acuité la nécessité de repenser la structure de l'économie locale qui n'est pas suffisamment diversifiée pour amortir les chocs externes et atténuer la vulnérabilité de

certains secteurs ni suffisamment complexe pour plus de produits hautement sophistiqués et de création de valeur ajoutée. La dépendance économique est intrinsèquement liée à la moindre diversification. La structure productive de la Mauritanie est marquée par une grande dépendance aux ressources naturelles, une prédominance de production et d'exportation à faible teneur technologique. En effet, les possibilités actuelles de diversification, témoin du développement du secteur industriel et vecteur essentiel de la transformation structurelle, sont limitées en

Mauritanie du fait de cette forte dépendance aux produits de base avec un panier d'exportation composé essentiellement de produits à faible valeur ajoutée.

La production du projet gazier offshore Greater Tortue Ahmeyim (GTA), partagé avec le Sénégal et dirigé par BP (UK), devrait participer à stimuler la croissance économique de la Mauritanie et au-delà et contribuera à diversifier ses exportations, actuellement dominées par le minerai de fer et l'or.

Les statistiques montrent une forte polarisation avec seulement 8 biens représentant 90% des exportations totales et 5 biens couvrant à eux

seuls 75% du panier d'exportation. En outre, la mesure synthétique de la concentration des exportations montre un niveau beaucoup plus élevé par rapport à la tendance observée dans la sous-région et en Afrique<sup>37</sup>. Cette polarisation des exportations est une caractéristique générale des économies africaines, les rendant très fragiles durant les périodes de choc. Elle est plus marquée en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique du Nord, comme le montre l'indice de concentration (Tableau 4.1).

**Tableau 4.1 : Concentration des exportations mauritaniennes**

<i>Pays/Zone</i>	<i>Nombre de produits comptant 75% des exportations totales</i>	<i>Nombre de produits comptant 90% des exportations totales</i>	<i>Valeur totale des Exports en % du PIB</i>	<i>Indice de concentration des Exports Herfindahl</i>
<i>Mauritanie</i>	5	8	35,7	0,291
<i>Afrique du Nord</i>	36	122	18,2	0,150
<i>Afrique de l'Ouest</i>	6	21	15,3	0,264
<i>Afrique</i>	41	145	20,2	0,241
<i>Reste du Monde</i>	23	29	27,1	0,143

Source : auteurs à partir des données de UNCTAD, AUC, OECD, 2019

Note : L'indice Herfindahl est un indice de concentration, donc une mesure de diversification : plus le chiffre est élevé, plus les exportations sont concentrées donc moins diversifiées.

La structure des relations entre la Mauritanie et ses partenaires commerciaux montre une prépondérance des métaux avec les minerais de fer, du cuivre et de l'or (52%) et celle des produits de mer avec les poissons et mollusques (29%) comme cela peut être déduit du Tableau 4.2. La transformation structurelle en Mauritanie nécessite donc une modification de la structure de production et de la base exportatrice pour passer de biens primaires à faible teneur technologique ou à faible valeur ajoutée à des produits supérieurs. On note des initiatives et modèles louables devant être répliqués comme la Zone économique exclusive où les activités de

transformation de poisson se sont développées, avec plus d'une centaine d'usines en 2018 contre une seule en 2006. Concernant la diversité des partenaires commerciaux, il est noté une concentration des échanges avec pratiquement 70% des échanges faits avec des pays à revenu élevé, les exportations vers les autres pays africains étant généralement faibles. Les exportations mauritaniennes à destination de la Chine se situent à 504,9 millions USD en moyenne sur la période 2015-2018, soit 31% des exportations totales, plaçant la Mauritanie dans les tops 8 des pays africains qui exportent le plus vers la Chine<sup>38</sup>.

<sup>37</sup> Par exemple, le Sénégal a un indice de 0,14 et le Maroc 0,08.

<sup>38</sup> Le Soudan du Sud (96,6%), l'Angola (51,1%), le Congo (48,9), Erythrée (47,9), RDC (42%), Zambie (40), Sierra Leone (39,4).

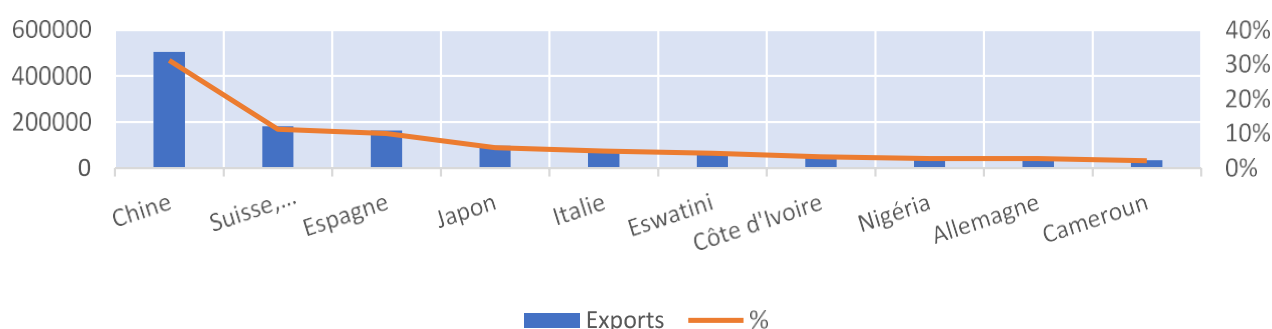
Produits	Part des exportations (%)
Minerais et concentrés de fer, y compris les pyrites de fer grillées	28,5
Poissons congelés, à l'exclusion des filets de poisson et autres viandes de poisson	15,2
Mollusques, en coquille ou vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saur invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés	13,2
Or (y compris plaqué or avec platine) sous forme brute ou semi-ouvrée, ou sous forme de poudre.	11,7
Minerais et concentrés de cuivre	11,4

Source : Auteurs à partir de l'UNCTAD

Des efforts sont requis pour maintenir le niveau d'échange avec les partenaires classiques mais surtout faire la promotion de nouvelles destinations, notamment en Afrique en tirant profit

du dynamisme suscité par la création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf).

### Graphique 4.3 : Partenaires commerciaux et destination des exportations (milliers USD, 2015-2018)



Source : Auteurs à partir de l'UNCTAD

### Complexité de l'économie Mauritanienne

Les biens produits et exportés par la Mauritanie sont structurellement caractérisés par un faible degré de complexité économique comme en

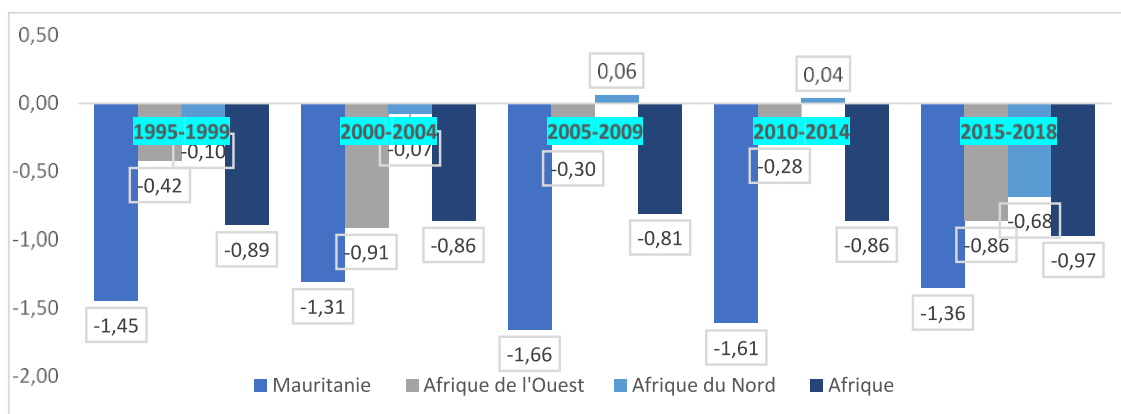
témoigne l'indice de complexité économique qui permet de capter l'ensemble des facteurs, des connaissances multiples et du savoir-faire permettant de produire des produits complexes<sup>39</sup>. Cela traduit un potentiel limité de transformation économique. Le niveau de complexité en Mauritanie est plus faible que

<sup>39</sup> Hidalgo et Hausmann (2009), Hausmann, R. et al. (2011)

les moyennes observées en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et de façon générale en deçà de la tendance globale en Afrique. La Mauritanie s'est relativement moins diversifiée vers les gammes de produits sophistiqués et à forte valeur ajoutée. Le pays a tout de même

commencé à gagner en complexité notamment entre les périodes 2010-2014 et 2015-2018. La création de biens d'exportations complexes est un corollaire de la modernisation des activités, et permet d'obtenir une productivité et une compétitivité accrue.

**Graphique 4.4 : Complexité Economique**



Source : Auteurs à partir des données de l'Observatoire de la complexité économique (2019)

#### D. Stratégies pour une transformation économique inclusive

Accélérer la transformation structurelle nécessite le soutien du SNU et de l'ensemble des acteurs du développement (institutions financières, secteur Privé etc.) dans la définition et mise en œuvre de politiques économiques intersectorielles durables et cohérentes, reposant sur un environnement des affaires favorables. Ce dernier est nécessaire à l'épanouissement du secteur privé, moteur de la création d'emplois et de l'offre de biens et services compétitifs et centre de gravité du processus de transformation. Les firmes opérant en Mauritanie rapportent en général le manque de financement, surtout pour les plus petites dans le secteur des services, des infrastructures et services publics de base, comme l'électricité (Graphique 4.5), ainsi que les déficits de main d'œuvre qualifiée. La Mauritanie doit donner une place prépondérante aux entreprises locales dans ses stratégies de diversification économique. Des stratégies axées sur la transformation locale devront être soutenues pour permettre une meilleure collaboration entre les micro-entrepreneurs, les petites et moyennes entreprises locales et les multinationales ou

industries lourdes. Les stratégies efficaces de transformation économique que devraient promouvoir l'emploi indépendant et la création de petites entreprises peuvent être des catalyseurs du progrès et des transformations socio-économiques dans plusieurs dimensions des ODD.

La transformation structurelle de l'économie mauritanienne pourra être recherchée à travers le renforcement des chaînes de valeur des moteurs actuels de la croissance (mines, élevage, pêche et agriculture) et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale, et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements privés (secteur manufacturier, économie numérique et du savoir, industries de transformation, etc.).

Cela exige la mise en place d'un cadre et de politiques propices à la réalisation des conditions préalables pour l'émergence à terme:

- L'accès large et fiable à une énergie propre à moindre coût ;
- Le développement du capital humain, élément important de la productivité permettant de satisfaire les exigences du marché du travail ;



- La base logistique et les infrastructures devant structurer un développement plus équilibré du territoire ;
- **La transition numérique et/ou la puissance de la digitalisation et de l'innovation** permettant un effet d'entraînement important sur les autres secteurs de l'économie ;
- L'approfondissement de l'inclusion financière permettant aux acteurs de saisir pleinement les opportunités de croissance ;
- L'amélioration continue de l'environnement des affaires garantissant l'attractivité des IDE.

### Renforcer le capital humain et la formation et favoriser l'innovation et la numérisation

L'accumulation de connaissance est essentielle pour une transformation réussie. Aussi, la transition numérique permettrait de renforcer le secteur privé. Les statistiques sur l'innovation montrent un grand retard à combler pour la Mauritanie et pour les pays africains en général (faible niveau de Recherche & Développement, faible intensité des exportations de biens créatifs, collaboration limitée entre les universités, centres de recherche et les entreprises etc.).

Le potentiel d'innovation des entrepreneurs, une fois soutenu, pourrait être d'un grand apport au développement des entreprises locales et offrir des possibilités dans l'exploration et le développement de nouveaux secteurs et initiatives. La création d'incubateurs et la mise en place d'incitations à l'innovation par le Gouvernement peut aider à libérer le potentiel d'innovation des jeunes mauritaniens, y inclus l'accès au crédit pour les petites entreprises et leur accompagnement.

Une insuffisance de capital humain, tributaire de l'inadéquation entre les compétences et les marchés porteurs, d'une part et le manque de vision en matière de régulation d'autre part du marché d'autre part expliquerait la difficulté des entreprises locales à s'insérer dans la chaîne

de valeur mondiale et régionale et la difficulté à attirer, diversifier et maintenir continuellement les IDE, en dépit des avancées considérables dans les réformes de l'environnement des affaires. Tout en tirant les enseignements des échecs des politiques passées et en s'inspirant des expériences régionales et internationales en matière de formation de main-d'œuvre qualifiée, il est important que le SNU apporte sa contribution pour définir ou réorienter les capacités nécessaires pour réduire substantiellement le chômage et permettre de produire des biens à plus forte intensité technologique et à plus forte valeur ajoutée. Le soutien par le SNU au développement du système de volontariat s'inscrit au nombre des solutions innovantes pour la mise en lien des ressources humaines productives disponibles et les besoins en ressources humaine pour la réalisation de l'Agenda 2030 et les objectifs de développement au niveau national et local. Cette approche en Mauritanie est matérialisée par le Programme National de Volontariat pour le Développement Durable du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, qui vise la mobilisation d'une dizaine de milliers de jeunes, à parité de genre, pour la réalisation d'actions de développement dans divers domaines prioritaires.

La diaspora mauritanienne est encouragée et inclus dans le développement du pays. Un travail de cartographie de la diaspora, est en cours avec l'appui de l'OIM. Un portail a été mis en place grâce à cet appui et vise à permettre aux membres de la diaspora de s'informer sur les opportunités dans le pays et au gouvernement d'avoir une base de données des profils des membres de la diaspora. Des experts de la diaspora dans le domaine de la santé et l'éducation sont mobilisés, ainsi que dans les domaines de gestion, des affaires sociales, de l'informatique, sont encouragés à participer dans le renforcement des capacités des institutions gouvernementales de la Mauritanie.

## Renforcer le lien urbain-rural

L'existence de forte hétérogénéité spatiale en termes de densité<sup>40</sup>, de pauvreté<sup>41</sup>, d'opportunités économiques et d'accessibilité aux infrastructures de base ne favoriserait pas le contrôle de l'exode rural et l'émergence de nouveaux emplois non-agricoles dans l'ensemble des zones rurales. Les plans de déploiement d'infrastructures (électricité, réseau routier, système de transport, internet et GSM, dématérialisation et décentralisation des procédures administratives, eau et assainissement etc.) doivent être inclusif et prendre en compte les problèmes d'enclavement de beaucoup de localités en Mauritanie, ainsi que les opportunités locales.

Par ailleurs, pour réduire la pression sur la capitale Nouakchott, il conviendrait de soutenir et d'encadrer le développement des villes secondaires, notamment à travers un accès facilité au foncier et au crédit agricole.

Ce qui permettra une émergence d'emplois formels et durables, des débouchés pour les produits agricoles dans les espaces urbains, une augmentation de la productivité ainsi que des opportunités de transformation alimentaire, une réduction des coûts de transaction, une augmentation des revenus non-agricoles ainsi qu'une plus grande diversification des activités dans les zones polarisées. Le renforcement des liens entre les grandes entreprises et les petites exploitations familiales permettra à ces dernières de se moderniser et de devenir plus productives.

## Tirer profit de la nouvelle ère gazière et valorisation des ressources naturelles

Le champ de Grand Tortue Ahméym<sup>42</sup> et les possibilités de production de produits dérivés pétroliers offrent une opportunité unique pour une grande diversification économique et une montée en gamme de la production nationale.

En outre, au-delà des effets induits de l'industrie pétrolière et gazière sur le reste de l'économie, les ressources générées par l'exploitation future du gaz pourraient servir à soutenir l'essor d'autres secteurs réels de l'économie. Les pays du Golf offrent à cet égard des exemples intéressants dans la mesure où ils ont réussi à utiliser les mannes financières générées par le pétrole pour développer une industrie touristique en expansion. La transformation des produits pétroliers et gaziers devrait permettre à la Mauritanie d'explorer de nouveaux produits dans des secteurs à grand potentiel de transformation économique comme ceux de l'emballage, des minerais transformés, des fertilisants agricoles, du textile, de la cimenterie, de la métallurgie, entre autres.

En évaluant les options de valorisation du gaz, il convient de considérer les produits et les secteurs prioritaires à fort effet d'entraînement sur le reste de l'économie, d'hierarchiser les investissements et de prendre en compte les avantages comparatifs (révélés et latents) et les dotations factorielles du pays, tout en évitant un ancrage excessif du gaz autour du secteur extractif. Des politiques pour la création de contenu local dans le secteur pétrolier et gazier sont nécessaires pour créer des capacités locales et les liaisons avec d'autres secteurs industriels et optimiser l'apport de la nouvelle ère dans le développement. Ainsi, des interventions possibles du SNU pourraient être dans l'appui technique à la définition et à la mise en œuvre de stratégies visant à assurer une bonne gestion des ressources dans la nouvelle ère gazière.

---

<sup>40</sup> 4ème pays le moins densément peuplé en Afrique avec 3.9 habitants au km<sup>2</sup>

<sup>41</sup> Les wilayas de Guidimagha, le Tagant, l'Assaba et le Brakna ont des taux de pauvreté supérieur à 40% tandis que Tirs Zemmour, Nouadhibou et Nouakchott ont des taux inférieurs à 20% (ONS, 2014).

<sup>42</sup> Les discussions se poursuivent pour le développement du champ gazier de Banda au large de Nouakchott.

---

## Développer les infrastructures en soutien à la croissance et renforcer le climat des affaires

L'amélioration des infrastructures (routes, électricité, services logistiques, unité de conservation etc.) et le développement des services logistiques sont essentiels pour rendre les entreprises plus compétitives car réduisant les coûts de transaction et de production. Du fait notamment de sa large étendue et des distances entre les localités, la Mauritanie est confrontée à un problème de faible densité des infrastructures routières ainsi qu'aux capacités limitées pour entretenir les infrastructures existantes.

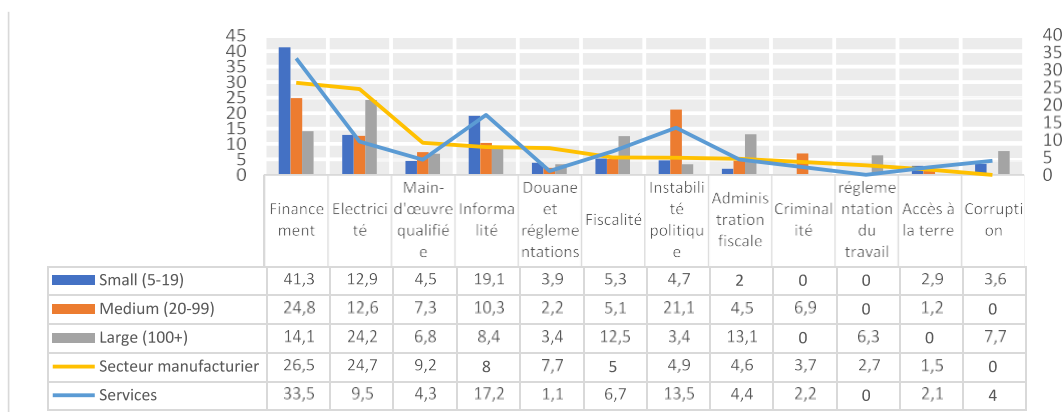
Les entreprises exportatrices dans la sous-région pourraient bénéficier également de la mise en place d'infrastructures transrégionales et du démantèlement des barrières tarifaires et non tarifaires avec les accords avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECaf) pour renforcer leur compétitivité et leur intégration aux chaînes de valeur régionales. La découverte de nouveaux gisements de gaz peut également jouer un rôle

important dans la diversification des besoins énergétiques dans la mesure où il pourrait se former une combinaison efficace avec les sources d'énergie renouvelable et en ligne avec les efforts déployés par le Gouvernement dans le domaine de l'économie verte, tel que prévu dans le plan d'action de la SCAPP. Seulement 38% de la population ont accès à l'électricité, avec de fortes disparités spatiales causées par une interconnexion difficile et un réseau peu dense. L'accès à une électricité fiable et en quantité représente une véritable source d'industrialisation et est nécessaire pour un bon fonctionnement du secteur extractif et des entreprises. Des efforts sont entrepris en ce sens par le Gouvernement avec un ensemble de portefeuille de projets en cours de préparation ou d'exécution<sup>43</sup> visant à lier les zones de production industrielles, les périmètres agricoles de l'axe Rosso-Boghé et les centres de consommation aux réseaux électriques, à assurer la couverture globale en zone urbaine et à doubler au moins le taux d'électrification rurale à l'horizon 2024. Ces efforts devront être poursuivis et intensifiés en diversifiant les sources d'énergie et en renforçant les capacités disponibles dans le secteur pour couvrir l'ensemble des zones de production et de consommation et fournir une électricité fiable à moindre coût et un service de qualité.

---

<sup>43</sup> Le projet RIM DIR dans le Hodh et l'Assaba, des programmes à l'échelle nationale de construction de lignes de haute et basse tension, projets d'interconnexions avec le réseau de l'OMVS, les travaux d'électrification Aftout Echergui, le parc éolien de Boulénouar etc.

## Graphique 4.5 : Les principales freins aux affaires en Mauritanie (%)



Sources : Auteurs à partir des enquêtes auprès des entreprises de la Banque Mondiale

## Tableau 4.A1 : Quelques indicateurs macroéconomiques de la Mauritanie (2000-2019)

	2000-2004	2005-2009	2010-2014	2015-2019
Taux de croissance annuel (%)	1,66	4,94	3,94	3,64
Taux de croissance annuel, PIB par habitant (%)	-1,10	1,97	0,93	0,76
Dépenses Gouvernementales de consommation (% PIB)	20,04	15,31	12,27	13,41
Dépenses de consommation privées (% PIB)	76,05	63,44	54,33	60,00
Formation brute de capital fixe - Investissement (% PIB)	18,02	32,50	41,89	42,83
Formation brute de capital fixe - Investissement Privé (% PIB)			34,89	33,43
Importations (% PIB)	37,75	48,95	53,92	53,44
Exportations (% PIB)	23,64	37,70	45,42	37,19
Envoie des fonds des migrants (% PIB)				0,93
Investissements Directs Etrangers (% PIB)	6,50	8,27	10,97	5,52

Source : Auteurs à partir de WDI

## II. Gouvernance et capacités institutionnelles en progrès mais perfectibles

La présente analyse s'intéresse aux capacités institutionnelles du pays et au cadre juridique régissant les relations entre l'État et la société, ainsi qu'aux mécanismes disponibles pour une représentation et une participation significative de toute la population, notamment des femmes. Elle s'attache aux capacités des acteurs étatiques et non-étatiques à mettre en œuvre les ODD et les obligations, y compris l'engagement à ne laisser personne de côté. Une bonne gouvernance est indispensable pour améliorer l'efficacité des politiques publiques pour atteindre les ODD.

### A. Défis et enjeux liés aux priorités nationales

Depuis sa mise en place, la Constitution mauritanienne du 20 juillet 1991 actuellement en vigueur, a connu deux révisions visant un réajustement de l'architecture institutionnelle du pays. En 2006, le principe de l'alternance démocratique est ajouté aux matières « intangibles » de la constitution. Dans la même visée, un referendum constitutionnel « direct » sur la base de l'article 38 de la Constitution, en date du 5 août 2017, a permis aux mauritaniens de se prononcer sur deux projets de loi qui ont été approuvés à une large majorité, et promulgués le 15 août 2017. L'une de ces lois porte sur des changements d'ordre institutionnels, avec



notamment la suppression du Sénat et la mise en place d'une régionalisation en vue d'une gouvernance inclusive marquée par une libre administration des affaires publiques locales par les communautés locales et d'un développement territorial harmonieux. Toutefois, le succès de cette politique de décentralisation demeure tributaire d'un fonctionnement adéquat des nouvelles institutions décentralisées. Dans le contexte mauritanien toujours marqué par une forte centralisation des pouvoirs décisionnels, l'opérationnalisation de la régionalisation demeure ainsi un défi majeur.

Le 9 janvier 2018, le parlement a voté la loi organique de décentralisation définissant le statut et les compétences des régions nouvellement créées, dont deux sont dotées d'un statut spécial. La capitale Nouakchott et la ville de Nouadhibou ont eu le statut de collectivités territoriales régionales. Les régions sont administrées par un organe délibérant, le conseil régional, élu au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans, d'un organe exécutif composé d'un président également élu au suffrage universel direct et de plusieurs vice-présidents élus par le conseil. La nouvelle réforme consacre aussi aux conseils régionaux des attributions importantes vis-à-vis de la promotion du développement local. Les régions ont eu les premiers transferts de ressources financières en 2020, des ressources qui ont permis à ces régions d'exercer leurs prérogatives. Cependant, l'absence d'une administration territoriale limite les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales. Toutefois, il semble que le fonctionnement effectif de la majorité des conseils régionaux est toujours attendu.

A l'issue d'une année de gouvernance fortement marquée par la pandémie en cours de la COVID-19, le climat politique a été apaisé avec une nouvelle vision impliquant tous les acteurs nationaux dans la conduite des affaires publiques.

Ce qui dénote une ouverture sans précédent à la concertation avec les acteurs politiques comme le président de l'opposition démocratique, l'implication de l'opposition dans la gestion du

fonds de solidarité nationale de lutte contre la COVID-19. Dans la même visée, l'effectivité de la séparation des pouvoirs qui a permis au parlement de constituer une commission d'enquête sur la gestion de certaines affaires publiques durant la décennie écoulée, ainsi que la transmission dudit rapport à la justice. En termes d'inclusion sociale, la mise en place de filets sociaux pour les groupes vulnérables traduit une promesse de campagne du Président de la République, ainsi qu'une volonté politique visant la cohésion sociale et nationale.

Les progrès, en matière de Gouvernance démocratique, restent confrontés à des défis relatifs à la mise en place d'une institution chargée des élections à même de rassurer les acteurs politiques au sujet de la transparence et de la crédibilité des futures échéances électorales. Ceci implique aussi l'élaboration d'un Code électoral, le renforcement du rôle de l'Assemblée Nationale dans le contrôle de l'action gouvernementale, la promotion du rôle de la société civile dans le contrôle citoyen, la mise en place de conditions juridiques adéquates, y compris la révision de la loi sur les organisations de la société civile (OSC) en Mauritanie.

En matière de Gouvernance inclusive, il demeure indispensable pour l'engagement des différents acteurs du pays dans la formulation des politiques, ainsi que leur suivi et évaluation. Ceci implique une collaboration et implication des acteurs de la société civile et du secteur privé ainsi que les populations. A ce niveau, le cadre juridique du mouvement associatif est contraignant avec le système déclaratif des OSC pour leur création. Le cadre de concertation avec les OSC est quasi absent à cause de l'absence d'un cadre fédérateur des OSC en Mauritanie. Le secteur est mal structuré et la plupart des OSC ne sont pas spécialisées.

Le cadre de concertation communautaire également n'est pas structuré à l'échellenationale, en dehors de l'expérience des comités villageois dans certaines zones d'interventions des agences des Nations Unies. Le Partenariat Public Privé est prévu par la loi, toutefois, le cadre de concertation autour des programmes et projets de développement reste à renforcer pour créer les synergies et les partenariats.



Le Conseil national de dialogue social, mis en place par décret du MFTP en 2021 peut devenir un mécanisme de promotion de la gouvernance économique et sociale, par le biais du dialogue social entre le gouvernement et les partenaires sociaux (représentants des employeurs et des travailleurs). Mais le CNDS doit également assurer la promotion du dialogue social au niveau des différents secteurs productifs. C'est par exemple le cas des acteurs de la pêche artisanale, qui ont mis en place un Conseil national de dialogue dans le secteur de la pêche artisanale. L'arrêté pour sa mise en place est finalisé.

Les acteurs de la société civile tardent également à se spécialiser et jouer pleinement leur rôle dans le paysage institutionnel, faute de capacités adéquates et souvent d'espaces de dialogues formellement établis à cet effet. En matière de promotion du genre et de participation des femmes et des jeunes, les défis sont multiples, et entravent l'atteinte d'autres objectifs compte tenu de la transversalité des questions de genre et de jeunesse. Les femmes étant parmi les principales victimes de la pauvreté, de violations diverses des droits humains, et des conflits ; il est indispensable de promouvoir la sensibilité sexospécifique des initiatives en faveur du développement et de la paix. Les principaux défis à l'égalité du genre en Mauritanie sont relatifs aux pesanteurs sociales et de la pauvreté font que tout est exacerbé non seulement à cause des déséquilibres entre les genres mais du fait également de la discrimination qui s'y ajoute et qui accentue de façon intégrale les problèmes de genre.

En 2015, la Mauritanie a adopté sa Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (SNIG). Par ailleurs, la prise en compte du genre dans les politiques et programmes publics sur l'emploi, la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE), révisée et adoptée en Conseil de Ministres en 2020, a été réexaminée pour la mettre en synergie avec les composantes de la SCAPP en matière d'emploi, de lutte contre la pauvreté et de réductions des inégalités, notamment celles en lien avec les disparités entre les hommes et les femmes.

Malgré des avancées et des progrès significatifs dans certains domaines, de nombreuses disparités persistent dans le monde du travail. Il s'agit, entre autres, de l'inégalité de salaires, de l'accès à un emploi

stable, de la ségrégation professionnelle, du travail invisible, de l'insertion différenciée par sexe sur le marché du travail, de la difficulté pour les travailleuses de concilier leur vie privée et leur vie professionnelle, de la faiblesse de la protection de la maternité, etc.

Dans ce contexte, et pour promouvoir l'emploi, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) a mis en place plusieurs programmes et projets, dont certains sur financement extérieur (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Agence Française de Développement) et d'autres sur financement propre de l'État. Il a été recommandé fortement que ces programmes et projets intègrent la dimension GENRE dans les activités opérationnelles et développent des indicateurs permettant, lors des évaluations, de quantifier les résultats obtenus en matière d'égalité entre les hommes et les femmes bénéficiaires des actions.

Plus de deux décennies après l'adoption de la résolution 1325 par le Conseil de sécurité des Nations Unies (Femmes, paix et sécurité), la Mauritanie ne dispose pas encore de Plan d'action national. Un plaidoyer dans ce sens, en cette année du vingtième anniversaire de la SCR 1325, devrait être soutenu au moyen d'une action revigorée des OSC. La persistance des déséquilibres sérieux et des discriminations entre les genres sur les plans politique, économique, social, culturel et juridique constitue un obstacle à la jouissance des mêmes droits humains pour tous et empêche les femmes de jouer pleinement leur rôle. Les principales lacunes en ce qui concerne la protection contre les violences basées sur le genre sont l'absence de textes législatifs adéquats et la prévention, le suivi judiciaire efficace des cas présumés. A la suite du large plaidoyer fait par les partenaires techniques et financiers, le Système des Nations Unies et la société civile sur la nécessité de disposer d'une législation adéquate de protection contre les VBG, le Gouvernement a adopté un projet de loi texte en la matière, mais qui tarde encore à passer par le Parlement. Un plaidoyer soutenu dans ce sens devrait continuer. Des formes innovantes de collaboration, l'éducation et la sensibilisation, et l'amélioration de la gouvernance joueront un rôle déterminant dans la promotion des droits des femmes, leur participation politique et autonomisation économique ainsi que la reconnaissance de la vulnérabilité accrue des

femmes et des jeunes filles à la violence. Concernant la participation des femmes, elles se sont toujours fait remarquer par leur mobilisation politique depuis l'indépendance, mais elles avaient toujours un accès limité aux instances électives et aux places éligibles. De nos jours, même si la participation des femmes à la vie socio politique, aux sphères de décision et à l'exercice du pouvoir politique est en progression, celle-ci reste assez limitée, comme en témoignent certains indicateurs: 4 femmes ministres, soit moins de 20% des membres du gouvernement en date du 09 août 2020) ; 20,26% de femmes députés. On remarque également, une faible présence des femmes au niveau du pouvoir judiciaire, et le pourcentage des femmes aux postes de décision dans l'administration est encore assez faible puisqu'elles n'occupent que 5,9% des postes de direction. De grandes disparités demeurent entre les hommes et les femmes. Les contraintes socio- culturelles, l'analphabétisme, le manque de connaissance de leurs droits humains et les responsabilités domestiques, pèsent fortement sur

la participation des femmes. Cependant, ces disparités tendent à se réduire, au sein des populations les plus jeunes.

En matière de représentativité politique dans les sphères de décisions, la politique des quotas constitue une évolution considérable au niveau des textes et a permis des résultats importants par rapport à la présence des femmes dans les listes municipales et législatives candidates au niveau des élections de 2006-2007 et de 2013. Les résultats des élections 2018 montrent que la représentativité des femmes au niveau global est de 35,49% sur le nombre global des postes électifs. Toutefois, la représentativité des femmes au niveau des postes de députés au niveau départemental et sur la liste nationale de députés avec respectivement 6,19% et 15% reste faible. Ces chiffres cachent également des disparités importantes de la place de la femme dans le leadership, par exemple, sur les 13 présidents de conseils régionaux, une seule femme préside le Conseil régional de Nouakchott.

**Tableau 4.3: Représentativité des femmes au niveau des postes de député**

Postes Electifs	Nombre d'Elus	Pourcentage d'Hommes	Pourcentage de Femmes
Conseils Municipaux	3831	63,87%	36,13%
Conseils Régionaux	285	64,56%	35,44%
Députés élus au niveau Départemental	113	93,81%	6,19%
Député sur la liste Nationale	20	85,00%	15,00%
Députée sur la liste Nationale de femmes	20	0,00%	100,00%
<b>Total</b>	<b>4269</b>	<b>64,51%</b>	<b>35,49%</b>

Source : Résultats officiels - Elections législatives, régionales et municipales, 2018

La majorité des 157 députés élus en septembre 2018, n'ont pas une expérience de la fonction parlementaire : plus de 70% élus parlementaires sont nouvellement élus. A cet effet, un effort de renforcement de leurs capacités s'impose.

La promotion de la jeunesse exige une prise en compte des atouts de celle-ci. La jeunesse devrait être dès lors perçue non pas comme « problème », mais aussi comme une solution. Les défis liés à la jeunesse sont transversaux dans la mesure où ils

sont exacerbés par les autres problématiques notamment dans les perspectives de sécurité et de paix ; de résilience des communautés locales, notamment en milieu rural et périurbain ; et de cohésion sociale au sein du pays, relativement à la vulnérabilité du tissu social dans un contexte marqué par des rapports intercommunautaires complexes. La jeunesse mauritanienne est confrontée à d'importants risques, souvent exacerbés par les problématiques de

développement dans une Mauritanie en pleine mutation sociologique où le passage de relai générationnel est en cours. La méfiance entre jeunes se nourrit des défis de la cohésion nationale dans le pays. Une méfiance qui se présente sous forme de dissension ethnique, mais aussi de contestations sur fond de dénonciation d'inégalités horizontales. Les jeunes des quartiers défavorisés de Nouakchott ou ceux issus des communautés d'ascendance serviles et autres couches du complexe social mauritanien, ont souvent la perception d'être exclus et n'avoir pas les mêmes chances et opportunités économiques que leurs concitoyens. La mise en œuvre de la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et le lien étroit entre jeunesse, paix et sécurité exige une façon nouvelle de faire face aux questions de jeunesse, y compris la participation politique de celle-ci.

Dans ce cadre, L'assistance du SNU à travers le PNUD en appui au Ministère de la Jeunesse a permis d'engager 800 jeunes leaders dont plus de 60% de filles dans les travaux d'intérêts au service du développement communautaire dans 3 régions. Ce dispositif national aligné sur les priorités régionales du SAHEL permet une transformation des jeunes leaders en acteurs du socio-économiques contribuant à atténuer les risques de radicalisation. En outre, plus de 2500 leaders communautaires ont été sensibilisés sur le rôle des jeunes dans l'accélération du développement local et communautaire et la citoyenneté responsable.

Dans le cadre de la mobilisation de la jeunesse, une forte participation des filles dépassant les 60% dénote une motivation de la nouvelle génération à inverser la tendance et à faire progresser la participation des femmes dans la vie publique.

Par ailleurs, une attention particulière est portée à la professionnalisation des femmes en matière d'entrepreneuriat et de marchés publics afin d'instaurer la parité dans les instances officielles des marchés publics et améliorer les conditions économiques des femmes.

En matière de prévention de la corruption, et de la promotion de la transparence et la redevabilité, le parlement a pris en 2020 l'initiative d'une commission parlementaire de contrôle de la gestion gouvernementale lors de la dernière décennie. Cette

action s'est déroulée sans l'intervention de l'exécutif.

Le rapport d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques qui faisait état d'allégation de malversations financières impliquant l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz a été adopté à l'unanimité et transmis à la justice. Des efforts mériteraient d'être déployés dans le sens de la transparence de l'action publique, par le renforcement de la relation Etat-citoyen, une meilleure participation aux processus décisionnels, et une modernisation progressive de l'administration publique. L'utilisation de technologies de l'information et de la communication pourrait permettre de démocratiser la gestion publique, et permettre un contrôle citoyen accrue de la qualité des services publiques. En 2019, la Mauritanie occupait la 137<sup>ème</sup> place sur 180 dans l'indice de Perception de la Corruption de Transparency International.

Enfin, il faut rappeler que Le Mauritanie a accédé à la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC) le 25 octobre 2006. Ayant déjà finalisé son examen dans le cadre du premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention, portant sur les chapitres III (Incrimination, détection, répression) et IV (Coopération Internationale) de la Convention, la Mauritanie est en train d'examiner l'application des chapitres II (Mesures préventives) et V (Recouvrement d'avoir), dans le cadre du deuxième cycle d'examen. La liste de contrôle pour l'auto-évaluation détaillée a été remplie et le processus poursuit son cours. La loi anti-corruption adoptée en 2016 a permis un renforcement du cadre légal et institutionnel de prévention et lutte contre la corruption en Mauritanie, qui garde toute fois des faiblesses, comme mis en exergue par les recommandations formulées dans le cadre du mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention.

La Mauritanie dispose de plusieurs organes spécialisés en matière de détection et de répression des infractions de corruption, notamment le pôle des magistrats du ministère public chargé de la Lutte contre la corruption, le tribunal de première instance chargé des infractions relatives à la corruption, la Direction centrale de lutte contre la délinquance économique et financière et la Commission d'analyse des informations financières. La corruption reste un obstacle important au développement, compromettant la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

En matière d'amélioration de l'efficacité et de la redevabilité publique, la volonté de politique affirmée en 2021, ont permis des avancées dans le cadre de la modernisation de l'administration notamment à

---

travers des réformes dans les domaines de la transition numérique, la lutte contre la corruption et les marchés publics.

Dans ce cadre, l'institutionnalisation d'un département ministériel en charge de la modernisation de l'Administration et de la transition numérique ainsi que la mise en place d'une agence traduisent des progrès qui seront consolidées dans le futur. En outre, l'adoption d'un cadre juridique de passation de marchés aligné aux standards internationaux vise à contribuer à une meilleure transparence dans la passation des marchés publics. En matière de lutte contre la corruption, le débat national et le plaidoyer facilité par le PNUD et ses partenaires a contribué à rehausser le niveau d'ancrage de l'Inspection Générale de l'Etat en la rattachant à la Présidence de la République. Également au niveau stratégique, et dans le but d'ancrer la lutte contre la corruption en vue de la moralisation de la vie publique, la réactualisation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption permettra à la stratégie de rester pertinente en tant que guide technique d'une politique solide et renforcera à travers ses actions prévues la transparence et l'efficacité des services publics. La réactualisation de cette stratégie dans un cadre participatif avec la participation de toutes les parties prenantes et tous les secteurs, public, privé et non gouvernemental, témoigne de la volonté de responsabiliser tous les acteurs et confirme que la lutte contre la corruption en Mauritanie se fera grâce aux efforts collectifs.

La modernisation de l'Administration connaîtra une nouvelle dynamique avec la création d'un nouveau département chargé de la transition numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'Administration. La couverture du Pays en réseau en fibre optique, quoiqu'encore insuffisante, a connu un bond significatif en ajoutant 1 700 km en 2021 pour atteindre 4 000 km. La mise en place en cours d'une agence numérique de l'Etat devra permettre de lancer une série de services publics en ligne au plus grand bénéfice des usagers contribuant ainsi à la transparence et à la performance de l'Administration.

L'ancrage de l'Etat de droit est une œuvre continue à travers la poursuite de la réforme du cadre législatif en général en vue de son adaptation avec les engagements internationaux, notamment en matière de délinquance économique et financière, de

criminalité organisée et du terrorisme, ainsi que la protection des droits et libertés fondamentales et la prise en compte de la dimension genre. Au niveau de l'ancrage de l'Etat de Droit, des efforts considérables restent à faire pour améliorer l'accès et la satisfaction du citoyen à la justice et la primauté de la loi. Pour cela, les défis suivants restent à relever, comme l'indépendance effective de la justice, le renforcement des compétences techniques des magistrats et des auxiliaires de justice, la simplification des procédures, la mise en place d'une assistance judiciaire adaptée et accessible, y compris pour les lutter contre toutes les formes d'esclavage et d'exclusion, etc.

## **B. Des priorités stratégiques aux points d'entrée programmatiques**

Les enjeux programmatiques sont à inscrire dans les nouvelles orientations gouvernementales visant d'une part, avec le soutien du SNU et des partenaires, à consolider les acquis et relever les défis du secteur de la Gouvernance et un renforcement de la dimension prévention et consolidation de la paix. Ceci à travers :

**En matière de Gouvernance démocratique :** le renforcement des institutions démocratiques à travers la poursuite de: La révision du code électoral et la mise en place des institutions pour l'organisation des élections crédibles et transparentes; Le renforcement du rôle du Parlement dans le contrôle de l'action gouvernementale et l'initiative de Loi; La mise en place d'un dispositif de concertation large avec les acteurs de la société civile et des citoyens pour partage et prise en compte des avis sur les projets de textes législatifs; Le renforcement des contacts entre les élus et les citoyens par l'organisation des missions de réédition; Le renforcement de la représentativité des femmes et des jeunes dans les sphères de décisions (postes électifs et administrations publiques); L'appui pour le développement du contrôle citoyen et la promotion de la citoyenneté. L'appui pour le développement du contrôle citoyen et la promotion de la citoyenneté.

**Dans le domaine promotion de l'Etat de droit,** les priorités programmatiques devront se concentrer sur les domaines suivants : le



renforcement de l'indépendance de la justice; la modernisation de l'administration judiciaire pour améliorer la qualité et la célérité de traitement des dossiers de justiciable (digitalisation de la chaîne pénale); le renforcement des capacités du corps judiciaires et parajudiciaires sur les techniques modernes de travail judiciaire; la simplification des procédures et le rapprochement des services judiciaires des citoyens; la mise en place d'une assistance judiciaire adaptée pour les personnes vulnérables et victimes d'abus (y inclus la traite et le trafic des personnes) afin de lutter contre toutes les formes d'esclavage, d'exploitation et d'exclusion; l'organisation de l'administration pénitentiaire pour faciliter l'accès à la justice des personnes vulnérables et la préservation du droit des détenus; la mise en place des infrastructures de base adaptées aux instances de justice.

**En matière d'amélioration de l'efficacité et de la redevabilité publique,** Les priorités programmatiques pourront être axées sur la consolidation des acquis et la poursuite de la dynamique multidimensionnelle enclenchée et des synergies potentielles dans les domaines de la numérisation, la lutte contre la corruption et la transparence dans les marchés publics. La finalisation et l'opérationnalisation du cadre stratégique national du numérique assorti de son mécanisme de pilotage contribueront à l'accélération de l'atteinte des ODD et à l'amélioration de la qualité et l'efficacité des services publics. En effet, l'appui du SNU en 2021 a permis de mettre en place les jalons pour développer le numérique et accélérer l'inclusion numérique en Mauritanie (étude de faisabilité pour la création d'une Agence Nationale du Numérique, évaluation de l'état de préparation de la Mauritanie au numérique (Digital Readiness Assessment), et le renforcement des capacités nationales, en partenariat avec Estonia Governance Academy).

**Dans le domaine de la gouvernance régionale,** les enjeux programmatiques prioritaires sont : Le fonctionnement effectif des collectivités décentralisées (Conseils régionaux et Conseils municipaux) mérite d'être soutenu pour promouvoir la politique de régionalisation. Toutefois, l'effectivité de ces entités de proximité constitue un défi additionnel qui mériterait un accompagnement conséquent de l'État en faveur

des collectivités régionales et locales. L'implication des pouvoirs traditionnels et des communautés locales devrait être au centre de la gouvernance locale afin de demeurer en phase avec les principes de la décentralisation et l'esprit de la régionalisation. Le dialogue politique et institutionnel entre le niveau local, régional et national devrait se renforcer davantage. Pour ce faire, le Système des Nations Unies en Mauritanie pourrait jouer un rôle crucial en tant que partenaire pour le développement et la paix ; aussi comme « tiers partie » en vue d'encourager le dialogue à tous les échelons territoriaux, d'aider à créer les conditions propices à ce dialogue ainsi qu'au bon fonctionnement des institutions démocratiques, tout en œuvrant pour le renforcement de la cohésion sociale et le « vivre-ensemble ».

Le renforcement des capacités de la société civile est primordial pour consolider la démocratie et promouvoir la participation au processus de prise de décision. L'atteinte des ODD, y compris la réduction des inégalités et la promotion d'une société juste, inclusive et pacifique, passera par l'implication positive des femmes et des jeunes, surtout au niveau local et régional. Dans ce cadre, les appuis du SNU ont permis d'outiller 95 cadres et leaders communautaires (20% de femmes) du Hodh Chargui et Brakna notamment dans les domaines de pilotage du processus d'élaboration de la SCRAPP, la coordination et le suivi évaluation des interventions dans les wilayas. L'appui du SNU a permis également à la wilaya du Hodh Chargui qui constitue une zone de convergence du SNU et les PTF réunis dans le cadre de l'alliance SAHEL de se doter d'une SCRAPP ainsi qu'une Base de données géospatiales permettant une meilleure coordination des intervenants et un pilotage mieux coordonné des intervenants dans la stratégie régionale de développement. L'Assistance technique SNU a permis à deux Conseils régionaux (Hodh chargui et Brakna) d'améliorer leurs capacités d'absorption et de maîtrise d'ouvrages. Ceci s'est traduit par un taux d'exécution des plans annuels des deux Régions à plus de 90%. L'appui du SNU a permis la disponibilité d'un Code des Collectivités territoriales régissant le fonctionnement des régions et communes. En outre, la mise en place d'un Conseil National de la Décentralisation et du Développement Local permettra une meilleure appropriation de l'Approche Territoriale Intégrée. Il s'agit d'une haute instance consultative chargée de l'orientation, la supervision et l'impulsion de la stratégie nationale dans ce domaine.



Cela permettra d'améliorer la synergie et l'efficacité des interventions de l'Etat des autres acteurs au niveau régional et local.

### III. Faible couverture et inefficience de la Protection sociale

La protection sociale au cours des dernières années a connu une évolution institutionnelle favorable à travers l'adoption en juin 2013 de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS). La part du budget national alloué aux dépenses sociales a connu une hausse ces dernières années. Elle est passée de 13,7% sur la période 2015-2016 à 11,3% sur celle 2017-2018 grâce notamment à l'accent mis par les autorités sur le programme d'inclusion sociale<sup>44</sup>.

Les socles de protection sociale sont le fondement de systèmes de protection sociale complets qui garantissent l'accès universel à une protection adéquate, conformément aux normes de sécurité sociale de l'OIT conformément à la Recommandation No 202 sur les socles de protection sociale adoptée en 2012 par la CIT qui invite tous les Etats membres de l'OIT à bâtir des socles nationaux de protection sociale. En Mauritanie, les éléments clés visant à promouvoir la protection sociale ont occupé une place privilégiée au sein des plans d'actions successifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui ont été élaborés et mis en œuvre depuis 2001 puis dans la SCAPP 2016-2030. La volonté du gouvernement Mauritanien d'investir dans les programmes sociaux a été récemment réitérée avec l'annonce du Programme prioritaire élargi du Président de la République en août 2020, qui prévoit l'allocation de moyens considérables à la couverture des besoins de base et à l'accès aux services sociaux, et dans la création de la Délégation Générale à la solidarité et à la lutte contre l'exclusion « Taazour ».

La protection sociale au cours des dernières années a connu une évolution institutionnelle favorable à travers l'adoption en juin 2013 de la Stratégie

Nationale de Protection Sociale (SNPS), en se

basant sur les valeurs nationales de solidarité, les principes d'équité et de justice sociale et les droits des citoyens et des citoyennes. Cette stratégie offre une vision et des perspectives à long terme pour la création progressive d'un système cohérent et intégré de protection sociale, tout en identifiant les objectifs, les priorités et les mécanismes pour la mise en place des mesures spécifiques à travers des programmes d'actions organisés autour des axes prioritaires. Elle est complétée par des plans d'actions détaillés pour chaque axe :

- Lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ce type de filets sociaux se fait sur deux niveaux : régulier et mécanisme de réaction aux chocs ;
  - Réduction des barrières d'accès au service de santé et d'éducation ;
  - Renforcement de la sécurité de l'emploi sociale et la promotion ;
  - Amélioration du cadre de vie à travers l'accès équitable aux infrastructures sociales de base
- Programmes d'assistance sociale et de promotion des groupes vulnérables.

Par ailleurs, la mise à jour de la SNPS constitue une priorité nationale, reconnue par l'Etat. Un effort de plaidoyer des agences du SNU impliquées sur la Protection Sociale sous le lead de l'UNICEF est en cours pour que sa révision puisse avoir lieu courant 2022. La protection sociale contributive est organisée à travers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM). Pour les systèmes non contributifs, la Mauritanie compte plusieurs projets et programmes appuyés par les Partenaires Techniques et Financiers. Il s'agit notamment du déploiement du registre Social, du programme régulier des transferts sociaux (Tekavoul), du programme de réponse aux chocs (El-Maouna), du programme de vente d'aliments à prix subventionnés EMEL, des programmes d'alimentation scolaire, de la prise en charge médicale des indigents, des programmes de transferts productifs et de création

<sup>44</sup> World Bank. 2021. Revue des dépenses publiques en Mauritanie : Pistes pour maintenir la viabilité budgétaire et soutenir une reprise économique plus inclusive après la COVID-19.

Toutefois, à l'exception de Tekavoul, la couverture de ces programmes reste limitée et leur mise en œuvre demeure fragmentée, avec des ressources et des résultats inégaux. Les différentes interventions ne s'inscrivent pas encore en complémentarité dans le cadre d'une approche globale et cohérente, tant en termes d'éligibilité que de transferts sociaux. On note néanmoins un recours croissant au Registre Social, dont le premier déploiement national vient de s'achever et qui constitue désormais un socle d'articulation pertinent entre les différents programmes sociaux. Afin de répondre aux besoins de l'ensemble des populations à risque d'exclusion, il convient d'étendre géographiquement le registre social et d'améliorer les approches de ciblage des bénéficiaires.

système de protection sociale a été mis à l'épreuve à la suite des conséquences de la pandémie de COVID-19. En effet, les mesures restrictives mises en place pour limiter la propagation du virus (couvre-feu de 17h à 06h, fermeture des frontières transnationales, interdiction de mouvement entre les régions du pays, fermeture de tous les commerces non-essentiels, etc.) ont eu des effets négatifs sur la vie des ménages déjà fragiles. Certains ménages ont connu une perte de revenu due à la perte d'emploi ;

Les moyens de subsistance ont été affectés, amplifiant l'insécurité alimentaire et rendant difficile l'accès à la nourriture ; la baisse des revenus a causé un ralentissement de l'activité économique intérieure et une baisse sensible des transferts des travailleurs et commerçants; les zones urbaines ont souffert à la fois des effets directs sur la santé et des mesures sociales prises pour atténuer l'épidémie; les zones rurales ont été les plus touchées par l'interruption du commerce informel, la suspension des transferts de fonds, les perturbations des chaînes d'approvisionnement locales et l'inflation des prix des denrées alimentaires de base et d'autres produits essentiels<sup>45</sup>. Ceci s'est également fait ressentir parmi les populations réfugiées, au même titre que les membres les plus vulnérables de la société mauritanienne résidant en zone rurale<sup>46</sup>.

Par ailleurs, les différents profils de pauvreté établis dans le pays ont montré que toute baisse du revenu des ménages a des incidences significatives sur la prévalence de la pauvreté. L'hypothèse vraisemblable d'une baisse de 40% des revenus des ménages aura pour conséquence une augmentation du nombre de nouveaux ménages pauvres d'environ 127 000<sup>47</sup>.

<sup>45</sup> Plan national multisectoriel de riposte au COVID-19, Mai 2020

46 Results of a sampling survey on the impact of COVID-19 on the socio-economic and protection situation

<sup>47</sup> Plan national multisectoriel de riposte au COVID-19, Mai 2020

sociale pour renforcer la résilience des personnes pauvres et vulnérables aux chocs. Dans ce cadre le programme commun de modèle intégré de protection sociale (SDG) financé par les fonds ODD des Nations Unies et implémenté par l'UNICEF, le PAM et le BIT est une contribution non négligeable à l'atténuation de la fragmentation du système de protection sociale.

Les partenaires techniques et financiers soutiennent les efforts de l'Etat en matière de protection sociale. Ils ont un rôle à jouer en apportant une assistance technique au Gouvernement mauritanien et aussi à la société civile en renforcement du système en place, plus particulièrement en développant ses capacités en matière d'approches et d'outils de protection sociale des populations pauvres et vulnérables, le renforcement des mécanismes du système de protection social à faire face aux chocs, l'appui aux mécanismes de coordination, de mise en œuvre, le suivi et évaluation des programmes de protection sociale.

Le Système des Nations Unies, notamment à travers l'UNICEF, appuie plus particulièrement le volet institutionnel de l'agenda de la protection sociale, en investissant de façon conséquente dans l'élaboration de la SNPS et sa mise à jour, avec le BIT dans son volet déploiement des régimes d'assurance sociale, la mise en œuvre des socles de protection sociale en vue de l'extension de la protection sociale aux couches vulnérables. Par ailleurs les outils utilisés par l'OIT dans la formulation des politiques de protection sociale et des outils de mesures des performances des institutions de protection sociale seront utiles dans le cadre de la révision de la SNPS en cours notamment le renforcement de capacités, le dialogue politique et le suivi et l'évaluation de l'opérationnalisation de la stratégie. Le SNU à travers le lead d'UNICEF œuvre aussi pour le renforcement des liens entre les programmes de protection sociale et les mécanismes d'accès aux services sociaux de base. Le SNU, avec le PAM en première ligne, appuie également la mise en place d'un système national de protection sociale adaptatif, en particulier la mise en place de filets sociaux réactifs aux chocs et sensibles à la nutrition. Il accompagne dans ce cadre l'élaboration de procédures communes au programme El Maouna et aux acteurs non-Gouvernementaux intervenant en

réponse aux besoins alimentaires en période de soudure, le renforcement du Registre Social afin d'en permettre l'utilisation en situation de choc, et la mise en place d'un Dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles. L'accompagnement du Gouvernement se fait également dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'alimentation scolaire. Le BIT appuie le volet contributif, notamment l'accès à la sécurité sociale pour le secteur formel et non formel. Le SNU, outre la fourniture de services sociaux aux réfugiés et aux migrants, sous la coordination du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) ou de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en fonction de leur mandat respectif, appuie le processus d'inclusion des populations réfugiées et migrantes dans plusieurs mécanismes nationaux de protection sociale. Ce processus vise à faciliter l'accès des réfugiés aux prestations de protection sociale offertes aux citoyens mauritaniens ainsi que celui des migrants éligibles en situation de vulnérabilité. La Banque Mondiale joue un rôle essentiel en fournissant un appui technique et des financements pour soutenir le déploiement de la SNPS, notamment par le biais du Projet d'appui au système de filets sociaux qui accompagnent la mise en œuvre du Registre social, du programme Tekavoul, et du programme El-Maouna.

L'accompagnement du SNU se matérialise actuellement par plusieurs programmes conjoints financés par le SDG Fund sur la Protection Sociale et sur le Financement du développement (PAM/BIT/UNICEF et PNUD/FAO/FNUAP) et par des collaborations effectives (Accord PAM-Banque Mondiale ; concertations UNHCR/PAM/Banque Mondiale concernant l'extension des filets sociaux aux réfugiés, etc.).

#### IV. Faiblesse du développement rural et agricole

Le développement rural et agricole est également déterminant pour la réalisation des ODD, afin de ne laisser personne pour compte. En effet, plus de 60% de la population vit principalement de l'agriculture et de l'élevage et des activités agricoles connexes qui sont des leviers majeurs de développement. Parmi

---

les principaux secteurs pourvoyeurs d'emploi, l'agriculture, au sens large, joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté.

Depuis la grande sécheresse des années 70, le pays connaît des déficits récurrents sur le plan céréalier avec une production nationale qui couvre moins de 30% des besoins alimentaires en céréale. Les besoins en importation en 2020-21 s'élèvent à 485 000 et 35 000 respectivement pour le blé et le riz. La Mauritanie fait face à des risques considérables avec à la fois de faibles réserves (3,3 mois d'importations en 2020) et un taux élevé de dépendance à l'importation de blé (87,1%). Les sécheresses chroniques ont nécessité plusieurs plans d'intervention et des dispositions d'urgence pour l'alimentation animale avec l'élevage qui constitue une activité économique et sociale très importante pour le pays en occupant plus de 70% de la population active, en particulier en zone rurale. Ces sécheresses ont également lourdement affecté les moyens d'existence des populations transhumantes décimant leur cheptel, en perturbant les couloirs de transhumance et en réduisant drastiquement les zones de pâturages. La forte dépendance de ce secteur de la pluviométrie couplée à l'absence de vision de modernisation qui prend en considération la nature mobile des éleveurs, sont des éléments fondamentaux qui nécessitent une réponse holistique. Quant au sous-secteur de la pêche, il emploie plus de 40 000 personnes et contribue à environ 20% au budget. Les exportations des produits halieutiques se situent à environ 248.000 tonnes pour l'année écoulée et ont généré des recettes d'une valeur de 638 millions USD.

En réponse aux contraintes majeures, le Gouvernement a entrepris la mise en œuvre d'un ensemble d'actions visant à relancer le secteur par l'exploitation optimale du potentiel agricole en augmentant la productivité agricole et en réduisant la dépendance aux aléas climatiques et

aux importations. Ces questions sont incluses dans les rapports préliminaires en vue d'une nouvelle stratégie de la pêche, qui promeut l'utilisation plus responsable des pêcheries, tout en favorisant l'augmentation de la valeur ajoutée et la transformation des produits halieutiques.<sup>48</sup> D'importantes mesures ont été prises, pour faciliter l'accès aux facteurs de production, la transformation et l'écoulement de la production. Après trois ans de mise en œuvre du Programme National de Développement Agricole (PNDA) et à la suite de l'élection du Président Ghazouani, il s'avère nécessaire d'une part de faire un bilan de l'exécution du PNDA sur la période 2017-2019, et d'autre part harmoniser le PNDA avec le Programme du Président.

L'agriculture, y compris l'élevage et la pêche, dispose de potentiels importants pour réduire l'insécurité alimentaire, la pauvreté et contribuer significativement aux revenus des populations notamment celles vivant en zones rurales. Pour améliorer la productivité et augmenter la production, le Ministère du Développement Rural vise au titre de la période 2020-2021 la mise en valeur de : 180 000 ha dont 120 000 ha en pluvial et 60 000 ha en décrue de bas-fonds ; 80 000 ha en culture irriguée pour la campagne agricole 2021-2022 avec une estimation de la production de riz à 440 000 tonnes de paddy soit 255 500 tonnes de riz blanc à l'horizon de la campagne agricole 2021-2022, ce qui couvrirait 87% environ des besoins. Il est également prévu d'entreprendre d'autres actions transversales qui permettront de créer les conditions pour un environnement durablement favorable à la réussite des futures campagnes agricoles. Il s'agit d'engager la réflexion sur les programmes suivants : la création d'une institution bancaire dédiée aux financements agricoles; la mise en place d'une filière de semences assainie et efficace; la mise en place d'une politique d'approvisionnement en intrants cohérente et efficace; la création d'une assurance agricole; la

---

<sup>48</sup> Décembre 2021. journées Nationales de concertation sur la stratégie du secteur des pêches en Mauritanie



création d'un fonds de garantie et de bonification au profit du secteur agropastoral, l'organisation de la filière de transformation, la revue du dispositif institutionnel pour une meilleure efficacité du conseil rural.

La sécheresse récurrente a impacté négativement année après année sur la production agricole et surtout sur l'état des pâturages et sur les revenus des ménages, intensifiant ainsi le phénomène de l'exode rural. La fédération internationale de la croix rouge a reporté qu'en février 2020, la vente de la production agricole et maraîchère dans quatre zones de la Mauritanie représentait 14% des revenus des ménages, contre 58% en situation de référence en 2016. Pour la période mars-mai 2020, les revenus des ménages ont été dépendants des prêts (46%), de la vente de leurs animaux (16%), du travail journalier (12%) et de transferts faits par les autres membres de la famille (18%).

La faible transformation agricole, rurale et économique ainsi que la faible intégration entre le secteur agricole et le secteur industriel constitue l'une des causes profondes du faible niveau de développement agricole et rural en Mauritanie. Le soutien à l'agriculture et aux systèmes alimentaires sensibles à la nutrition en Mauritanie est l'une des options stratégiques à la disposition des décideurs politiques pour :

- Faire baisser les prix alimentaires de manière durable,
- Promouvoir le commerce local et régional afin de combler le déficit de la production et atténuer les risques d'une forte dépendance aux importations alimentaires.
- Accroître le pouvoir d'achat des populations les plus démunies,
- Favoriser une alimentation saine et contribuer à réduire la malnutrition dans toutes ses formes.

## V. Vulnérabilité au changement climatique et faible résilience

La Mauritanie est fortement vulnérable aux changements climatiques et constitue l'un des pays les plus vulnérables à la désertification. En plus des sécheresses cycliques et de l'avancée du désert, elle est menacée par la montée du niveau de la mer avec la fragilité du cordon dunaire le long du littoral. Le changement climatique a un impact négatif sur l'agriculture, les écosystèmes marins, les zones résidentielles et sur le littoral. Les mutations sociales provoquées par les changements climatiques et les chocs environnementaux contribuent particulièrement à fragiliser l'existence des populations les plus vulnérables. L'Indicateur de Performance Environnementale (EPI) classe la Mauritanie au 43ème rang en Afrique sur 51 pays et au 167ème rang sur 180 dans le monde<sup>49</sup> en 2020. La Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030) intègre les questions environnementales et la Stratégie Nationale de L'Environnement et du Développement Durable et son Plan d'action pour la période 2017-2021 sont en parfaite adéquation avec l'objectif de réduction de la pauvreté et les principes du développement durable.

Le Gouvernement mauritanien a adopté en 2014 plusieurs plans dans le domaine des changements climatiques et de la gestion des risques de catastrophes. Il s'agit en l'occurrence du programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PAN-RIM), du plan de contingence national et du plan d'action national pour l'environnement (PANE) pour la période 2012-2016. Le pays s'appuie sur le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE) et sur la Stratégie Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (SNEDD). Ces deux documents constituent les instruments de planification pour l'ensemble des activités en matière de gestion environnementale et

<sup>49</sup> Indice de performance environnementale 2020, VivAfrik, 2020



---

d'orientation de la prise de décision. Le plan de contingence national est en cours de révision afin de le rendre multirisques (celui adopté en 2014 est focalisé sur les inondations). Le pays a quasiment ratifié et/ou intégré dans son droit l'ensemble des instruments juridiques internationaux pertinents en matière de réduction des risques de catastrophes, d'environnement, de gestion des ressources naturelles et de la sécurité civile. Une initiative<sup>50</sup> en vue de la promotion de l'emploi vert comme vecteur de croissance et d'adaptation au changement climatique a été adoptée par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable. Le Gouvernement a également adhéré depuis le 28 janvier 2013 à la Mutuelle Panafricaine de Gestion des Risques de catastrophes (ARC) liés à la sécheresse mise sur pied par l'Union africaine. Cependant, la gestion des risques de catastrophe manque encore d'identité propre, de visibilité institutionnelle ou d'intégration conceptuelle dans le cadrage politique national. L'élargissement du mandat de la Direction de la Protection Civile (DGPC) à la gestion des crises de catastrophes sur l'ensemble du territoire national, élargissement qui s'est reflété dans la nouvelle dénomination (Délégation Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de Crises (DGSCGC)).

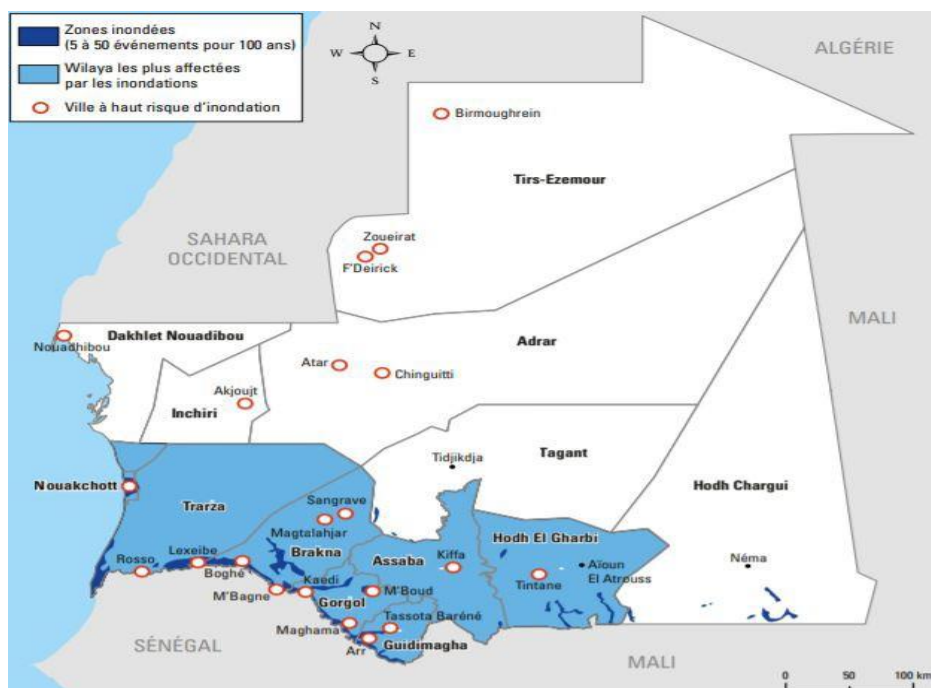
La Mauritanie connaît des épisodes climatiques extrêmes, avec un climat tantôt sec, tantôt humide. Pour l'horizon 2050, il est prévu une augmentation des températures de plus de 2°C dans la majeure partie du territoire, hormis le littoral sud. Les pluies violentes et abondantes se répartissent quelque fois sur une très courte période, entraînant une hausse soudaine des cours d'eau permanents (fleuve Sénégal) et temporaires (réseau dense d'oueds au sud du pays).

L'intensité des inondations a connu un net accroissement. En effet, les importantes quantités de pluie de la fin du mois d'août 2019 ont engendré de sérieux dégâts matériels et des

pertes en vies humaines à Sélibaby dans le Guidimakha. L'année 2020 a été encore plus catastrophique du fait d'un hivernage exceptionnellement pluvieux.

Les inondations et les pertes en vies humaines ont concerné pratiquement toutes les parties du pays : aux 2 Hodhs, dans toute la vallée (Rosso, Boghé, Kaédi et Sélibaby), au centre du pays et même au Nord. Certains quartiers de la ville de Nouakchott, en dessous du niveau de la mer, pourraient être affectés plus sévèrement par les inondations dans le futur car d'ici 2050 il est prévu une remontée des eaux marines avec un passage de 5,8 sur la période 1980-1999 à 15,5 cm.

Graphique 4.6 : Carte de la localisation des zones inondées depuis 100 ans en Mauritanie



Source: UNEP (Global Risk Data preview)

En ce qui concerne le littoral, les données complètes pour identifier l'origine de la pollution ne sont pas toujours disponibles mais des analyses montrent que la pollution marine, en particulier celle des zones protégées et de reproduction des poissons est à considérer. L'intensification des activités de prospection et d'extraction pourrait avoir un impact sur l'écosystème marin<sup>51</sup>. En septembre 2020, le long du littoral mauritanien était jonché de dizaines de millions de poissons morts et rejetés par la mer entre Nouakchott et le nouveau port artisanal de Tanit. Selon certains spécialistes, ce phénomène qui s'était déjà produit en 2005 et 2017 serait dû à une élévation de la température de l'eau et à un défaut d'oxygène ou à une pollution.

La Mauritanie a élaboré un Plan directeur côtier 2018-2022 pour faire face aux changements climatiques et aux risques associés. Le plan adopte une approche spatiale du développement des zones côtières et comprend une approche globale

d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques, ainsi que des approches sectorielles pour la pêche, la météorologie et l'hydrologie. Le plan comprend également des mesures sur la gestion de l'information, la gouvernance, les réformes juridiques et un plan d'investissement sectoriel spécifique. Malgré toutes ces initiatives, le risque de catastrophe est persistant et est dû à plusieurs facteurs.

Les changements climatiques ont des conséquences négatives d'ordre socio-économique et Écologique sur l'environnement et les populations aussi bien urbaines que rurales. L'ampleur des répercussions des phénomènes climatiques montre combien le pays est particulièrement vulnérable. La faiblesse du cadre juridique et institutionnel de la gestion des risques de catastrophe, les actions anthropiques, l'urbanisation anarchique et le manque de prise de conscience de la nécessité de préserver l'environnement ainsi que le faible niveau

<sup>51</sup> En effet, le nouveau gisement transfrontalier (Mauritanie/Sénégal) Grand Tortue/Ahmedy (GTA) dont les premiers mètres cubes étaient attendus en 2022, renfermerait à lui seul plus de 425 milliards de mètres cubes de gaz naturel exploitable.

---

de développement constituent des causes majeures de la dégradation de l'environnement et des moyens d'existence des populations vulnérables. Concernant les actions anthropiques, une éducation environnementale dès l'école primaire pourrait contribuer à la formation de futurs citoyens d'un type nouveau, respectueux de l'environnement et plus enclin à la protéger.

Le SNU et les partenaires appuient le gouvernement à faire face aux changements climatiques notamment à travers des activités de conseils, de sensibilisation et d'appuis techniques multi-formes (notamment à travers la révision du plan national de contingence).



## Section 5. Perspectives transfrontalières et régionales

Cette section met l'accent sur les facteurs et des tendances en matière de développement durable observés chez les pays voisins et dans la région pouvant avoir des incidences sur les progrès accomplis par la Mauritanie dans la réalisation des ODD. Les perspectives régionales sécuritaires, commerciales et en matière de déplacement, y compris migratoires, sont prises en considération. Une attention particulière est accordée au Sahel, une région qui fait face à de nombreux problèmes humanitaires et de développement. L'analyse prend en compte les opportunités issues d'actions intégrées et synergiques telles que suggérées dans la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS). Cette Stratégie déclinée en un Plan de Soutien au Sahel (UNSP) opérationnel a déjà permis le développement de programmes intégrés dans la région du sahel dont a bénéficié la Mauritanie notamment dans le domaine du renforcement de la résilience des populations. De plus, l'UNISS représente un terrain d'opportunités pour la Mauritanie sur les différents axes stratégiques couvert par celle-ci, à savoir : la gouvernance, la résilience et la sécurité ; ces axes stratégiques, eux-mêmes désagregés en 6 priorités thématiques dans l'UNSP que sont : (i) la coopération transfrontalière, (ii) la prévention et la paix, (iii) la croissance inclusive, (iv) le changement climatique, (v) l'énergie renouvelable et (vi) l'autonomisation des femmes et les jeunes.

### I. Perspectives régionales en matière de déplacement

L'impératif de ne laisser personne pour compte dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 impose qu'une attention particulière soit

accordée aux questions de déplacement avec notamment celles en lien avec les migrants, réfugiés et les déplacés. Il est évident qu'une bonne prise en compte de la migration et des personnes réfugiées participe à l'atteinte des ODD. En effet, 11 des 17 ODD contiennent des cibles et des indicateurs portant sur les problématiques de déplacement et de migration<sup>52</sup>.

### A. Contexte migratoire en Mauritanie

#### Les mouvements migratoires en Mauritanie

Au niveau régional, de récentes études estiment que la majorité des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest et Centrale s'effectuent au sein même de la région, plutôt que vers l'extérieur. Cette migration intrarégionale s'explique notamment en raison du cadre favorable qu'offre la CEDEAO pour la circulation sans visa mais également en raison des solides réseaux qui existent au sein de groupes communautaires dispersés dans la sous-région. Cette migration est avant tout conduite par la recherche d'un travail bien qu'elle puisse également être provoquée par des tensions sécuritaires ou climatiques. La Mauritanie représente un pays de destination mais également de transit pour la migration régulière et irrégulière, qui cherche à rejoindre l'Afrique du Nord et les côtes européennes<sup>53</sup>. Les données recueillies par l'Outil de Suivi des Populations Mobiles de l'OIM Mauritanie en 2018 et 2019 révèlent une part importante de migrants dans le pays, dont environ 32 000 au sein de la ville de Nouadhibou. Pendant l'année 2019, 15 320 entrées et 15 699 sorties ont été officiellement enregistrées dans le point d'entrée de Nouadhibou. En 2021, selon les données collectées conjointement par ANSADE et l'OIM, on estime à 15 000 le nombre de migrants originaires des pays de

<sup>52</sup> L'Agenda 2030 intègre de manière explicite ces enjeux au travers des cibles liés aux inégalités (ODD10), au travail décent (ODD8), à la traite des êtres humains (ODD16), aux capacités de connaissance des populations migratoires (ODD17) et à d'autres ODD.

<sup>53</sup> <https://dtm.iom.int/mauritania>

l'Afrique subsaharienne et du Maghreb vivant dans la ville de Nouadhibou. Et selon l'étude conjointe de l'OIM et ANSADE, en 2021 plus de 105 000 migrants vivent actuellement dans la capitale Nouakchott.

Ces migrants présentent des profils divers, aux origines principalement d'Afrique de l'Ouest et présentant des souhaits différents entre la volonté de continuer leur parcours vers l'Europe, l'ambition

de rester et de travailler en Mauritanie ou le souhait de pouvoir rentrer chez eux. A Nouadhibou et Nouakchott entre environs 90% des migrants interrogés ont affirmé avoir la Mauritanie comme destination finale au moment de leur départ, avec pour ambition de trouver un emploi de long-terme. Cela montre une augmentation d'une dizaine de pourcentage par rapport aux précédentes enquêtes conduites en 2018-2019. Une fois arrivés à Nouadhibou ou Nouakchott, près d'un tiers d'entre eux avaient pour objectif de quitter la Mauritanie, soit pour rejoindre un autre pays soit pour pouvoir rentrer chez eux (pour plus de 60% d'entre eux).

Pour ceux qui souhaitent rejoindre un autre pays, la destination principale envisagée est l'Espagne, suivie par le Maroc et d'autres pays dans la sous-région. Le taux des personnes qui souhaitent aller en Europe correspond au taux général de nationaux ouest-africains souhaitant migrer en Europe. Au même temps, des analyses récentes ont montré que seuls 3,1% de ceux qui ont des plans de migrer en Europe le font finalement<sup>54</sup>.

Par ailleurs, en raison de contrôles plus strictes des autorités mauritaniennes et de leurs partenaires, que ce soit au niveau du

Sahara ou sur les routes menant aux îles Canaries, la part de la population migrante en Mauritanie est en constante expansion. Et les opportunités économiques limitées présentes pour certains de ces migrants ne font qu'aggraver leur vulnérabilité. Or, ces flux de migration ne se tarissent pas. La route méditerranéenne occidentale ou « atlantique » est aujourd'hui plus empruntée que la route centrale, qui dominait les parcours de migration jusqu'en 2017.

A partir de 2018 le nombre de migrants arrivés en Espagne (par la route ouest) étaient près de deux fois supérieurs à ceux arrivés en Italie (par la route centrale)<sup>55</sup>. La tendance s'est renforcée pour l'année 2019 avec des arrivées en Espagne plus de deux fois supérieures à celles de l'Italie. De plus, en début 2020, des populations migrantes étaient aussi bloquées aux frontières durant le début de la pandémie de la COVID-19. Toutefois, en vue des nombreuses arrivées des migrants voyageant irrégulièrement par la route atlantique, et les interceptions récentes des bateaux en direction des îles Canaries<sup>56</sup>, plus de 2 661 personnes ont également perdu la vie ou ont été portées disparues au cours des deux dernières années, il peut être anticipé que la route occidentale restera encore fortement empruntée par les migrants d'Afrique de l'Ouest qui souhaitent rejoindre les côtes européennes. En Mauritanie, depuis septembre 2020, jusqu'en août 2021, plus de 1 650 personnes voyageant irrégulièrement en pirogue par la route atlantique ont été naufragées et interceptées.

### Réfugiés et mouvements mixtes

A ces migrations se mêlent et s'ajoutent les déplacements forcés de populations relevant du mandant du HCR, notamment sujets à l'évolution de la situation sécuritaire au Mali. Environ 67 466 réfugiés maliens vivent dans et autour du camp de

<sup>54</sup> Schöfberger, I.; Acostamadiedo, E.; Borgnäs, E.; Rango, M. (2020). Migration aspirations in West and North Africa: what do we know about how they translate into migration flows to Europe? In GMDAC. Migration in West and North Africa and Migration in West and North Africa and across the Mediterranean: trends, risks, development and governance. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/ch07-migration-aspirations-in-west-tern-and-northern-africa.pdf>

<sup>55</sup> 58,525 arrivés en Espagne par la mer, contre 23,370 en Italie (Source : DTM, IOM). IOM Mediterranean Developments. Table 1. Total Arrivals by Sea and Deaths in the Mediterranean 2017-2018 [https://www.iom.int/sites/default/files/MedUp/mediterranean\\_developments\\_19nov2018-rev.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/MedUp/mediterranean_developments_19nov2018-rev.pdf)

Europe — Mixed Migration Flows to Europe Monthly Overview (November 2019) <https://dtm.iom.int/reports/europe-%E2%80%94-mixed-migration-flows-europe-monthly-overview-november-2019>, Afrique De L'Ouest Et Du Centre— Routes De La Migration Irrégulière Vers L'Europe : Mouvements Irreguliers Vers Les îles Canaries (Janvier—Juillet 2020), OIM,

<https://migration.iom.int/reports/afrique-de-louest-et-du-centre-%E2%80%94-routes-de-la-migration-irr%C3%A9guli%C3%A8re-vers-leurope-mouvements?close=true>.

<sup>56</sup> Le Point International. Mauritanie : naufrage d'un bateau avec une quarantaine de migrants, un seul survivant [https://www.lepoint.fr/monde/mauritanie-naufrage-d-un-bateau-avec-une-quarantaine-de-migrants-un-seul-survivant-06-08-2020-2386959\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/mauritanie-naufrage-d-un-bateau-avec-une-quarantaine-de-migrants-un-seul-survivant-06-08-2020-2386959_24.php) ; VOA Afrique. Interception à Dakar de 30 migrants en route pour l'Espagne. <https://www.voaafrique.com/a/interception-%C3%A0-dakar-de-30-migrants-en-route-pour-l-es-pagne/5202187.html>



Mbera, à 50 km de la frontière avec le Mali dans la moughataa (département) de Bassikounou. En outre, 8746 demandeurs d'asile et réfugiés sont enregistrés dans les centres urbains de

Nouakchott (7 289 personnes) et Nouadhibou (1 457 personnes)<sup>57</sup>. La majorité de ces réfugiés sont originaires principalement du Mali, de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, de la Syrie et du Sénégal parmi près de 40 nationalités.

Les profils des populations résidant en zones urbaines relèvent des mouvements migratoires mixtes, logiques mêlant des motifs de persécutions relatifs à la Convention de Genève de 1951 relative au statut de réfugiés, à des impératifs économiques. Ceci est particulièrement notable dans la ville de Nouadhibou<sup>58</sup>. En lien avec la dégradation de la situation sécuritaire au nord et au centre du Mali, un afflux de réfugiés a été observé entre février et mars 2020 avec l'arrivée de près de 3000 réfugiés au camp de Mbera à cette période. De même, l'évolution des routes migratoires et des mouvements mixtes au cœur desquels se trouvent la Mauritanie met en évidence la nécessité de collaboration afin de garantir une protection internationale effective. A ce jour, les perspectives s'offrant en Mauritanie aux réfugiés dans le cadre des solutions durables sont essentiellement liées à l'inclusion, les retours n'étant pas envisagés pour ceux en provenance du Mali<sup>59</sup> ainsi que la réinstallation vers des pays tiers limitée.

## La transhumance

D'autres mouvements réguliers sont à prendre en compte en Mauritanie, comme les passages de populations transhumantes, surtout entre les mois d'octobre et juin/juillet. Ces mouvements transhumants tendent à être de plus en plus affectés par le changement climatique qui réduit la biomasse et la

disponibilité des terres arables, obligeant ainsi ces groupes pastoraux à faire paître leur bétail dans d'autres zones du pays, traditionnellement occupées par les agriculteurs. Les analyses effectuées les plus récentes entre novembre 2019 et octobre 2020 ont estimé cette population transhumante à plus de 4 200 personnes accompagnées de plus de 250 000 animaux par mois pour seules 10 localités dans les régions de Trarza, Gorgol et Guidimakha (OIM, 2020). Il impose donc de pouvoir mieux étudier ce phénomène et accompagner les populations sédentaires et transhumantes mais aussi les autorités nationales et locales dans le but de renforcer la résilience de ces communautés. Les transhumants transfrontaliers et internes ont également été fortement impactés par la fermeture des frontières dans le cadre des actions contre la propagation de la COVID-19 surtout en 2020 : En date du 25 mars 2020, environs 1 200 éleveurs étaient bloqués à la frontière malienne. Une concentration élevée de bergers a aussi été signalée pour d'autres régions du sud et sud-est de la Mauritanie, entraînant une compétition accrue autour des ressources naturelles déjà limitées. De ce fait, dans le cadre du Suivi des Mouvements de Transhumance, en 2021, l'OIM met en œuvre un système d'alerte qui a pour objectif de recenser les mouvements inattendus de bétail et les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles et aux interactions entre agriculteurs et éleveurs, de comprendre les modes de résolution de conflits existants et d'informer les autorités compétentes, dans l'objectif de réduire les tensions dans les régions d'interventions dans 8 régions (Assaba, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh Chargui, Hodh El Gharbi, Tagant et Trarza).

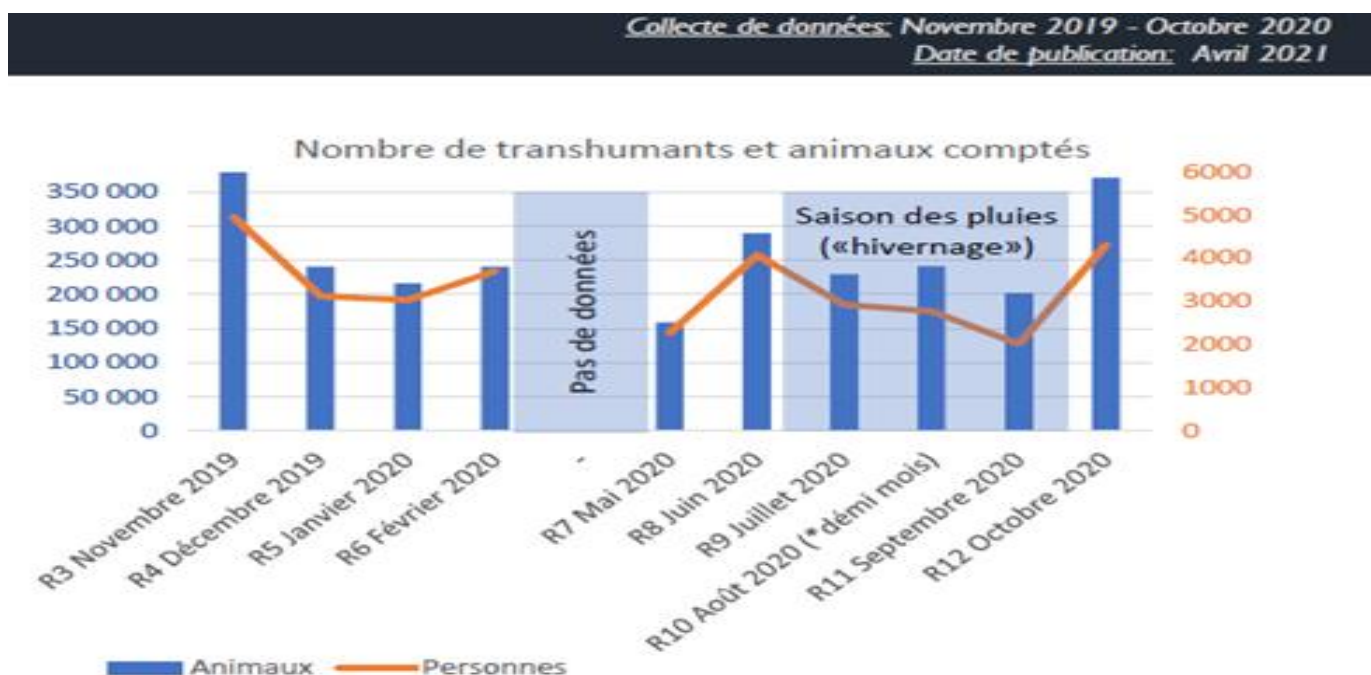
<sup>57</sup> À Nouadhibou, l'enquête du HCR sur les migrants et les réfugiés fin 2018 a estimé la population de la ville des régions du nord et du centre du Mali à environ 1700 habitants.

<sup>58</sup> Chemins croisés - Une enquête par échantillonnage pilotée par les répondants auprès des migrants et des réfugiés à Nouadhibou, Mauritanie, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/71197>, Septembre 2019

<sup>59</sup> UNHCR: Position on Returns to Mali - 31 July 2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/70579>, Juillet 2019

Ces facteurs nécessitent davantage d'efforts dans la formalisation des couloirs de transhumance à travers leur habilitation en équipements (parcs de vaccination, unités de

collecte de lait, etc.) ainsi qu'au niveau de la consolidation des mécanismes d'alerte notamment au niveau communautaire permettant de mieux anticiper les conflits autour des ressources naturelles.



## Législation mauritanienne en matière de migration et d'asile

Il existe une législation nationale régissant l'immigration. Les différents aspects de la migration en Mauritanie sont régis par plusieurs lois et décrets ; comme par exemple le Décret 62.169 de 1962 portant réglementation du visa et des titres de voyage, le Décret 64.169 du 15/12/1964 portant régime de l'immigration, le Décret 65.110 du 8/07/1965 portant modification du décret n°64.169 portant régime de l'immigration, la Loi 65.046 du 23/02/1965 portant dispositions pénales relatives au régime de l'immigration, la Loi 67.039 du 3/02/1967 portant Régime de sécurité sociale, l'Ordonnance 91.022 du 20/07/1991 portant Constitution de la Mauritanie, et la Loi 2001-052 du 19/07/2001 portant Code du Statut Personnel. Toutefois, les dispositifs légaux élaborés aux années 60 ne reflètent plus la réalité migratoire du pays et ont besoin d'être revus.

En matière d'asile, la Mauritanie est signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, de son protocole de 1967 et de la

Convention de 1969 de l'Organisation de l'Union africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, la Mauritanie n'a cependant pas encore adopté de loi nationale sur l'asile. Le Décret n°2005/022 adopté en 2005 fixe les modalités de mise en œuvre des conventions internationales relatives aux réfugiés et a créé la Commission consultative nationale sur les réfugiés. Un projet de loi sur l'asile reste en attente d'approbation par le Conseil des Ministres avant d'être transmis au Parlement. Dans ce contexte, le Système des Nations Unies, à travers le HCR gère tous les processus de détermination du statut de réfugié, délivre les cartes de réfugié et soutient les solutions durables. De même, en étroite collaboration avec les autorités mauritaniennes, les actions portent sur la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le pays, leur accès à la documentation et à l'enregistrement des naissances, aux services de base tels que santé et éducation et aux opportunités socio-économiques locales. En outre, l'arrêté 001128/MIDEC portant établissement de la carte d'identification de réfugié du 15 décembre 2020 contribue à l'élargissement de l'espace de protection des réfugiés, en offrant la possibilité d'obtenir cette carte à l'ensemble des réfugiés sur le territoire et non aux seuls réfugiés maliens enregistrés dans le camp de Mbera. Ces cartes ouvrent la possibilité d'avoir accès à

une série de services, notamment la régularisation du séjour en Mauritanie et la protection contre le refoulement. Cela favorisera également la libre circulation à l'intérieur du pays.

En matière d'accès aux soins, la loi n° 67.039 du 3 février 1967 instituant un régime de sécurité sociale, modifiée par la loi n° 72.145 du 18 juillet 1972 et l'ordonnance n° 87.296 du 24 novembre 1967 gouvernant l'accès aux services de santé en Mauritanie ne distingue pas entre Mauritaniens et migrants. Selon la loi, les migrants détenant une carte de séjour ont accès aux mêmes services médicaux publics et privés que les Mauritaniens. Toutefois, les migrants n'ont pas nécessairement un accès régulier aux soins de santé du fait qu'ils ne sont pas au courant du type de soins disponibles ni comment y accéder, ou parce qu'ils ne peuvent souvent pas en assumer les coûts. En outre, des services de santé sont mis à la disposition des réfugiés vivant dans le camp Mbera au moyen d'infrastructures spécialisées également ouvertes aux mauritaniens et en voie d'intégration dans le système sanitaire national. En zone urbaine également un accompagnement permet de garantir l'accès aux systèmes de santé publique.

Au regard du droit et des instruments juridiques des efforts doivent être engagés afin de combler les manques relatifs à la protection des enfants migrants et notamment des enfants non-accompagnés ou séparés. D'autres éléments du cadre juridique en vigueur, notamment les lois sur la traite des êtres humains et le trafic illicite des migrants viennent faire l'objet de réformes, en vue de mieux protéger les droits des migrants et lutter contre les réseaux de trafiquants et passeurs: leur application devient un enjeu majeur, et les entités envisagées par ces textes, notamment une instance nationale de lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants, devraient être mises en place dans les meilleurs délais.

Les règles et procédures régissant l'accès aux cartes de séjour sont par ailleurs souvent inaccessibles par les migrants, notamment en ce qui concerne l'obtention des justificatifs requis pour demander le titre de séjour.

Selon la Loi 017-2004 du 6 juillet 2004 portant

code du travail, les étrangers peuvent demander trois types de permis de travail. Les permis de travail étant accessibles aux résidents depuis au moins cinq ans et à des étrangers s'ayant établis dans le pays remplissant certaines conditions additionnelles sans opposition de la situation du marché du travail. Pour toute autre catégorie, la situation du marché national du travail peut être opposée.

Enfin, les frais administratifs pour ces procédures représentent également une barrière. Les protections contre la détention administrative arbitraire, énoncées dans la loi mauritanienne sur la prévention de la torture, sont en conformité avec les standards internationaux et la Mauritanie a ratifié de nombreux instruments internationaux en matière des droits de l'homme, mais leur intégration dans le corpus juridique national et leur application effective restent une priorité. L'entrée en vigueur récente de la Convention no.143 de l'OIT sur les droits des travailleurs migrants (dispositions complémentaires) de 1975 ratifiée par la Mauritanie représente une opportunité pour analyser la conformité du cadre juridique national avec certains standards internationaux en matière de migration et travailler pour sa réforme.

Un recueil juridique des conventions internationales ainsi que des lois nationales pertinentes élaboré avec l'appui technique du BIT est en cours de publication. Dans cette dynamique de mise en conformité de la législation mauritanienne en matière de gouvernance des migrations de main d'œuvre, conformément aux dispositions de la Convention 143, la Mauritanie, avec l'appui de l'OIT, s'est engagée dans une approche tripartite en étroite collaboration avec les partenaires sociaux (les confédérations syndicales et le patronat mauritanien) visant la revue du code du travail.

En matière d'accès à l'emploi, il y a lieu de noter qu'il existe actuellement une grande variété de profils socio-économiques parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile en Mauritanie, avec des niveaux

différenciés<sup>60</sup> d'inclusion et d'autosuffisance. La plupart des réfugiés urbains vivent à Nouakchott et Nouadhibou, et la majorité travaillent dans le secteur informel. A Bassikounou, la plupart des réfugiés travaillent aussi au sein du secteur informel, le plus souvent à leurs propres comptes. Certains occupent des emplois où ils bénéficient de contrats avec des ONGs partenaires intervenant au camp.

En Mauritanie, le cadre juridique national prévoit l'égalité de traitement entre les réfugiés et les nationaux, en ce qui concerne l'accès au marché du travail. Cependant, l'application pratique des réglementations sur les permis de travail reste floue, et la capacité institutionnelle de fournir des services d'emploi aux réfugiés est limitée.

La Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés (articles 17, 18 et 19) et son décret d'application en Mauritanie 2005-22 (articles 11 et 13) demeurent les textes les plus précis en matière d'accès au travail des réfugiés, définissant leur statut ainsi que leurs droits et devoirs. Le décret 2005-022 prévoit<sup>61</sup> l'égalité de traitement entre les réfugiés et les nationaux en ce qui concerne l'accès au marché du travail (article 13). Concernant l'exercice d'une activité professionnelle libérale, le décret<sup>62</sup> assimile les réfugiés aux ressortissants du pays ayant conclu la convention d'établissement la plus favorable avec la Mauritanie (article 11).

Le décret 2018-025<sup>63</sup> fixant les conditions d'emploi de la main d'œuvre étrangère et instituant le permis de travail pour les travailleurs étrangers, ne distingue que les nationaux et les étrangers et ne mentionne pas de statut dédié aux réfugiés. Dans une **lettre**

**du 17 juillet 2021, le Ministère du Travail** a clarifié cette dénomination auprès du Ministère de l'Emploi, notant que les réfugiés ne sauraient être assimilés à des étrangers dans le cadre de l'application de ce décret 2018-025.

Une nouvelle version a été adoptée en octobre 2021, et l'OIT et le HCR sont disposés à accompagner le gouvernement dans la perspective de revue des arrêtés d'application de ce nouveau décret, et le renforcement des capacités des services et directions techniques en charge de l'application des textes.

Enfin les conventions sur l'apatridie, qui est à la fois une cause et une conséquence de la migration, même si la plupart des personnes apatrides ne sont pas en situation de mobilité actuellement, n'ont pas encore été ratifiées. Toutefois, les autorités mauritaniennes se sont engagées à : enregistrer tous les réfugiés auprès des services de l'état civil afin d'obtenir un numéro d'identification national et permettre leur inclusion dans les systèmes statistiques nationaux ; délivrer des actes de naissances à tous les enfants nés en Mauritanie ; faciliter l'accès aux services d'enregistrement et de documentation des faits d'état civil à tous les réfugiés en Mauritanie ; Accéder à la Convention de 1961 dans les cinq années à venir de la Campagne #J'appartiens. Ces engagements visent à limiter l'apatridie des populations déplacées et à permettre leur inclusion dans les systèmes nationaux.

Parallèlement, le plan d'action de la Mauritanie pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des migrations, dont la mise à jour a été finalisée vise à pouvoir renforcer les capacités du pays dans la gouvernance des migrations avec des nouveautés liées à une meilleure protection des migrants y compris des victimes de traite et de trafic ainsi qu'un plus grand engagement de la diaspora mauritanienne dans le développement du pays.

<sup>60</sup> Rapport 'Profilage socioéconomique des réfugiés et demandeurs d'asile en milieu urbain à Nouakchott et Nouadhibou, Mauritanie 2019' Bureau d'études Stat Consult pour le projet BIT-HCR.

<sup>61</sup> « Le bénéficiaire du statut de réfugié reçoit le même traitement qu'un national en ce qui concerne l'accès aux soins médicaux, au marché du travail, à la sécurité sociale et à l'éducation ».

<sup>62</sup> « Pour l'exercice d'une activité professionnelle libérale, le bénéficiaire du statut de réfugié est assimilé à un étranger ressortissant du pays qui a passé avec la Mauritanie la convention d'établissement la plus favorable en ce qui concerne l'activité engagée ».

<sup>63</sup> Abrogeant en remplaçant le décret N.2009-224/PM, en date du 29 décembre 2009 fixant les conditions d'emploi de la main d'œuvre étrangère et instituant le permis de travail pour les travailleurs étrangers.



Ce plan, divisé en six axes d'intervention, est essentiel pour permettre au pays de pouvoir mieux protéger les droits des migrants et d'assurer des migrations sûres et ordonnées.

Le suivi de la mise en œuvre devra être soutenu par le SNU et le réseau des Nations Unies sur les migrations afin de s'assurer que les objectifs définis soient effectivement remplis.

En matière de gestion des déplacements internes, le plan actuel de renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophes et de préparation et réponse aux urgences ne prévoit pas de provisions spécifiques aux migrants ou au déplacement massif des personnes. Sur ce sujet, le SNU a déjà engagé un travail auprès des autorités afin de renforcer les révisions du plan de contingence de la Direction Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises.

## B. Le cadre régional

### La Mauritanie et les partenariats régionaux

En ce qui concerne la gouvernance régionale des migrations, la Mauritanie participe au dialogue migratoire pour l'Afrique de l'Ouest (« MIDWA »), facilité par l'Organisation Internationale pour les Migrations. Le MIDWA a pour but d'encourager les États membres « à débattre, dans un contexte régional, de questions et de préoccupations communes se rapportant à la migration pour lesquelles il pouvait être difficile de trouver des solutions immédiates à l'échelle nationale ». La Mauritanie a aussi participé à toutes les consultations régionales liées à l'adoption du Pacte Mondial pour les Migrations et a ensuite adopté le Pacte Mondial en décembre 2018. La Mauritanie a conclu plusieurs protocoles d'entente relatifs à la migration avec des pays limitrophes comme l'Algérie, le Mali, et le

Sénégal pour réguler les flux migratoires<sup>64</sup>. Le pays ne fait partie d'aucun accord régional promouvant la mobilité de la main d'œuvre. Cependant, le 5 mai 2017 la Mauritanie a signé

Un accord d'association avec la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) portant sur le renforcement de la coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun, comme la promotion de la libre circulation des personnes. La Mauritanie est également État membre de l'Union pour un Maghreb Arabe (UMA), qui favorise la circulation des personnes et biens entre la Mauritanie et tous les autres États membres.

En matière d'asile, la Mauritanie a adopté le Pacte Mondiale sur les Réfugiés et met concrètement en œuvre ses recommandations à travers les logiques d'inclusion dans les systèmes nationaux, comme illustre lors du 1er Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2019<sup>65</sup>. En outre la Mauritanie a signé la Déclaration Ministérielle et les conclusions de Bamako<sup>66</sup>. Ce Dialogue vise à établir un cadre d'échange et de collaboration relatif aux déplacements forcés au Sahel.

### Le rôle du G5 Sahel

La migration fait partie des dynamiques qui affectent les différents pays du G5 Sahel (G5 S) d'après l'introduction du « programme d'investissement prioritaire » (PIP) du G5S. Son « axe de gouvernance » mentionne également l'ambition de « soutenir l'autonomisation des jeunes dans les zones touchées par les conflits et les migrations ». Bien que ces deux mentions soulignent l'intérêt du G5 Sahel pour les défis migratoires, il n'y a aucune mention dans sa stratégie qui viserait à travailler sur les politiques migratoires, sur la gouvernance des migrations dans la région ou sur un investissement dans une meilleure gestion des migrations pour favoriser le développement régional. Les seules références à la migration sont négatives et liées à la migration irrégulière à travers le terme « migration clandestine », or, la Mauritanie est un pays profondément enrichi par la présence des migrants. Certains secteurs, tels que la pêche ou le travail

<sup>64</sup> La Mauritanie a également signé un accord bilatéral avec l'Espagne qui favorise la déportation des ressortissants de pays tiers des îles Canaries vers Nouadhibou (et ensuite vers les frontières Mali ou Sénégal)

<sup>65</sup> Discours des autorités mauritaniennes lors du Forum Mondial sur les réfugiés, <https://mauritanie-geneve.ch/actualite/notre-pays-participe-au-1er-forum-mondial-sur-les-refugiés>

<sup>66</sup> Déclaration ministérielle et conclusions de Bamako, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/71860>, Octobre 2019



domestique, dépendent majoritairement des travailleurs migrants.

En ce qui concerne les mouvements transhumants, le soutien du développement d'un pastoralisme résilient au Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad et Sénégal) est mentionné dans l'axe Résilience et Développement du PIP et du Plan de Soutien des Nations Unies au Sahel. Bien que cette partie ne soit pas développée ou détaillée en termes de portée, de stratégie ou d'ambition, cela indique néanmoins que le G5 Sahel, tout comme les autres acteurs de la région, souhaite investir davantage dans l'atténuation des risques liés au pastoralisme. En outre, la signature d'un accord tripartite entre le G5 Sahel, le HCR et la Banque africaine de développement visant à fournir une aide humanitaire pour la lutte contre la Covid-19 dans les cinq pays de la région africaine du Sahel témoigne de cette articulation entre paix-humanitaire et développement avec une prise en compte particulière de la question des personnes déplacées et de leurs communautés hôtes. Le G5 Sahel fait ainsi figure de cadre d'intervention régional clé ainsi que la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

## II. Perspectives régionales sécuritaires

### A. Contexte régional sécuritaire

Pour répondre aux multiples et complexes défis sécuritaires entravant la mise en œuvre de l'Agenda 2030, notamment l'atteinte de l'ODD 16, la Mauritanie a mis en place des stratégies sur le plan national et régional.

Concernant le volet sécuritaire au niveau régional, la Mauritanie occupe un rôle de premier plan au sein du G5 Sahel, avec le siège du Secrétariat Exécutif et le Collège de Défense du G5 Sahel établi à Nouakchott. Outre ces institutions, le Fonds fiduciaire de la Force Conjointe G5 Sahel, la Coordination régionale de Cellule de Prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent et le Quartier général du Fuseau Est de la Force conjointe ont également leur siège en Mauritanie.

La Mauritanie participe également activement dans toute l'architecture sécuritaire du G5 Sahel, y compris dans sa Force Conjointe et dans sa Composante

Police chargée de la judiciarisation de ses opérations. Bien que l'efficacité des opérations menées par cette force ne soit pas à la hauteur des attentes, la collaboration entre Etats par le biais d'échange d'information, le plaidoyer en bloc avec la communauté internationale, et le renforcement de capacités de ses effectifs sont des aspects positifs à saluer. Nonobstant ces acquis précités, les limitations des opérations militaires pour résoudre la crise sécuritaire sahélienne sont évidentes. Le manque de mise en œuvre d'initiatives robustes de gouvernance et développement reste une faiblesse du G5 Sahel, qui n'a pas décliné de mécanismes clairs d'exécution malgré l'existence d'une Stratégie de développement et défense (SDS) et d'un Programme d'Investissement Prioritaire (PIP). Aussi, n'ayant pas de mandat d'intervention politique pour aider à l'apaisement des troubles d'ordre politique et de gouvernance, le G5 Sahel se voit paralysé face à la récurrence des troubles sécuritaires au Sahel.

Le SNU à travers le HCDH fournit un soutien aux forces conjointes du G5 Sahel, dans le cadre de son projet financé par l'UE depuis 2018, le projet de cadre de conformité FC-G5S qui a été établi avec un mandat de suivi ciblé axé sur le FC-G5S opérant dans cinq pays de la région du Sahel, à savoir le Burkina-Faso, le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Niger.

#### i. Le couloir des trafics

Le positionnement géographique et les longues frontières poreuses font que la Mauritanie se trouve aux confins de deux régions instables, avec des menaces constantes représentées entre autres par : i) le conflit politico-militaire, entre le Maroc d'une part, l'Algérie et le Polisario d'autre part à propos du Sahara Occidental; ii) l'insécurité sévissant au nord et au centre du Mali et à un moindre degré au sud de l'Algérie à cause de la présence de groupes armés terroristes et des revendications indépendantistes touareg; iii) la faillite de l'Etat libyen couplée à une guerre civile et à l'insécurité sévissant dans certaines régions du Niger et du Tchad; iv) un terrorisme bien enraciné dans toute la région à la recherche d'un approvisionnement en armes et en logistique ainsi que des sources de financement; v) des groupes itinérants de grand banditisme voués aux pillages des populations locales, les attaques armées contre les moyens de transport public et le vol de bétail.

En dépit de ces menaces multiples, la Mauritanie a su conserver l'intégrité de son territoire et une relative stabilité, comparée à certains pays voisins, ce qui l'a

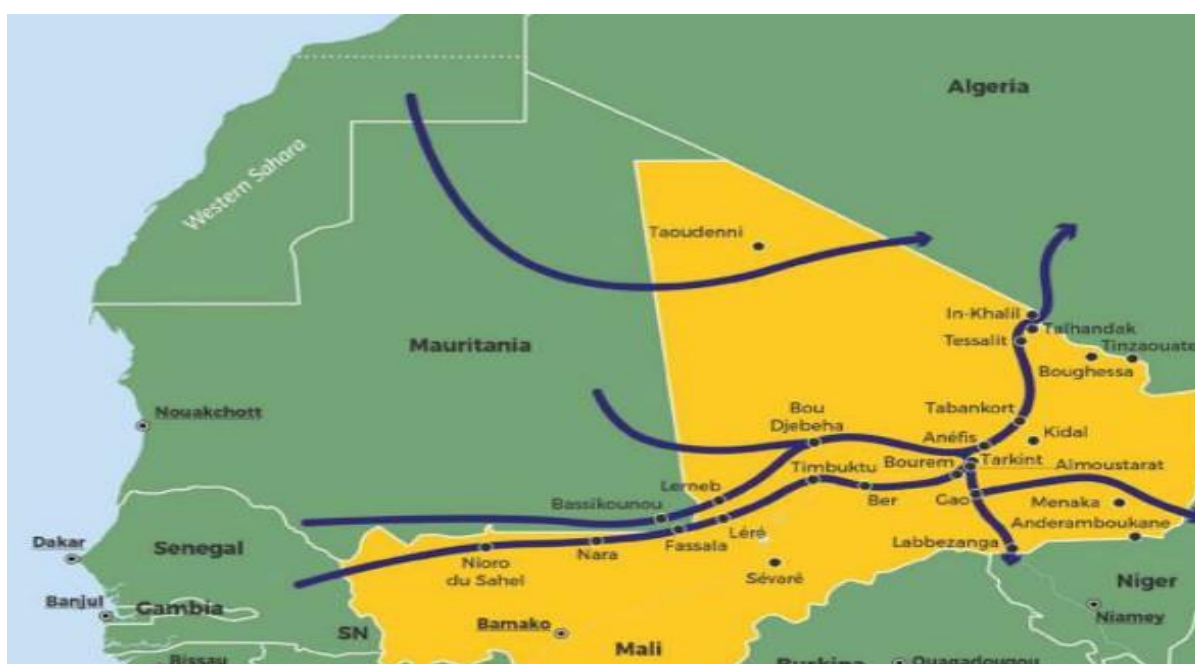
fait devenir un couloir privilégié pour les échanges licites aussi bien qu'illicites entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Or ces trafics illicites, y inclus le trafic de drogue, d'armes à feu et de migrants, sont à même de représenter une menace grave pour la paix et la stabilité du pays, surtout s'il s'y ajoute la menace du terrorisme qui ne cesse d'augmenter dans la région entière.

## ii. Le trafic de drogue

Le trafic de drogue, notamment le cannabis ou hashish et de la cocaïne, est l'un des défis sécuritaires plus important pour la Mauritanie. Si le trafic de cannabis s'explique par la proximité avec le Maroc et autres pays africains producteurs de cette drogue, le trafic de cocaïne, quant à lui, s'explique par la tendance générale observée depuis le début des années

2000, ayant incité les groupes de trafiquants de drogues latino-américains à opter pour les ports de l'Afrique de l'Ouest pour faire transiter la cocaïne vers l'Europe. L'explication du choix de la Mauritanie comme pays de transit, tient au fait qu'il s'agit d'un itinéraire moins exposé aux risques de pillage et de détournements, mais aussi un pays accessible, grâce à la porosité de ses frontières désertiques et maritimes. En effet, la résine de cannabis cultivée au Maroc serait passée par la voie terrestre via la Mauritanie pour aller au Mali et continuer vers le Niger et l'Algérie (ENACT, 2020)<sup>67</sup>. La cocaïne passerait par la voie maritime, à travers des containers et des débarquements en haute mer. À la suite du renforcement des contrôles marocains au port de Tanger depuis la mise en place du terminal Tanger-Med et de ses équipements de détection sophistiqués, la route sud de la résine est de plus en plus utilisée.

**Graphique 5.1 : Trafic et saisie de drogue.**



La consommation de la drogue est aussi un problème qui prend de l'ampleur surtout dans les centres urbains. Les organisations de la société civile ainsi que le Ministère de la Justice ont alerté que le phénomène est à la hausse, et que faute de prise en charge

sociale des addictes, ces personnes se retrouvent en prison, où les risques de radicalisation sont accrus. Par ailleurs, les mêmes acteurs ont constaté un lien direct entre la consommation des drogues et la violence, surtout des hommes envers les femmes (ODD5), ce qui contribue à fragiliser

<sup>67</sup> Enact, Drugtrafficking in Northern Mali, 2020 <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2020-09-17-mali-drugs-research-paper.pdf>

davantage le tissu social et à menacer la paix et la stabilité.

### iii. Le trafic illicite d'armes à feu

Au niveau du Nord-Est du pays (Chegatt, Lemgheity et Al Ghallawiya), le trafic d'armes légères s'effectue par les frontières avec l'Algérie, le Mali et le Sahara occidental. La décomposition et le gel du conflit saharien font que la zone de contact entre le Sahara occidental et la Mauritanie est devenue un espace lacunaire qui profite à certains éléments de cette organisation. Ils y pratiquent non seulement la contrebande d'armes, mais aussi le passage des migrants vers la côte atlantique puis vers le Maroc, ainsi que la contre bande de cigarettes. Selon le Service de Coopération Technique Internationale de Police (SCTIP) de Nouakchott, les Sahraouis, grâce à leur connaissance de la zone, ont une facilité à faire passer des individus par le point appelé PK55, au milieu du champ de mines censé séparer ces deux territoires. Selon le rapport du Département mauritanien de la sécurité nationale de 2008, 70 000 armes seraient en circulation dans le pays, et ce nombre ne ferait qu'augmenter avec la prolifération des activités criminelles. Cependant, il est très difficile d'évaluer avec exactitude les données sur les armes illicites en circulation dans le pays du fait de la faiblesse voire de l'inexistante de mécanismes opérationnels internes dans la production et le partage de telles données.

### iv. Le trafic illicite de migrants et la traite des personnes

Ces dernières années ont été marquées par une augmentation du trafic illicite des migrants à travers les côtes mauritaniennes et en direction

de l'Espagne. Plusieurs chavirements de bateaux au large des côtes mauritaniennes ont été ainsi rapportés.

S'agissant de la traite des personnes, jusqu'à cette année la Mauritanie a fait partie des pays classés sous Tiers 3 par le bureau du département d'Etat américain, du fait du manque de volonté politique de se conformer aux standards minimums permettant de poursuivre et punir les auteurs de traite des personnes et protéger les victimes de traite. Ce classement Tiers 3 a entraîné des sanctions à l'égard du Gouvernement de Mauritanie, y compris le retrait de l'aide humanitaire et la suspension des avantages accordés par les Etats-Unis en matière de préférence commerciale en vertu de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique (AGOA). Néanmoins, l'adoption d'une nouvelle législation anti-traite et d'un plan d'action national de lutte contre la traite, en collaboration avec le système des Nations Unies et la société civile a permis à la Mauritanie de passer en Tiers 2<sup>68</sup>. Malgré ces réalisations, le Gouvernement de Mauritanie ne condamne que très rarement les auteurs de traite de personnes et notamment d'esclavagisme. Les acteurs de la chaîne pénale manquent de connaissance sur la traite de personne ce qui explique le nombre limité d'enquêtes et de poursuites. Une assistance technique et un renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale pourrait être bénéfique pour pallier ces difficultés.

---

<sup>68</sup> Watchlist countries whose governments do not fully comply with the TVPA's minimum standards, but are making significant efforts to bring themselves into compliance with those standards

### Graphique 5.2: Carte frontière avec le Mali



#### Intensification des affrontements au Mali, le long de la frontière

Dans la Moughataa de Bassikounou, plus de 24 villages de la Mauritanie se trouvent à une distance de moins de 10 km de la frontière avec le Mali. D'où la présence d'un mouvement intensif de personnes incontrôlées d'autant plus qu'il n'existe qu'un seul point de passage de contrôle situé à Fassala. Bien que l'ampleur de ce phénomène ne soit pas connue, il est nécessaire de faire un suivi constant des dynamiques transfrontalières pour éviter des débordements. La création en 2019 d'un nouveau groupe armé terroriste-Etat Islamique de Nampala, au long de la frontière mauritano-malienne, et l'augmentation de l'incidence des attaques terroristes dans le territoire malien non loin de la frontière sud de la Mauritanie avec le Mali devrait susciter une préoccupation particulière. En janvier 2018, plusieurs groupes extrémistes violents ont déclaré que les pays du G5 Sahel étaient une cible commune d'attaques, ce qui augmentait les risques sécuritaires pour la Mauritanie et présentait des menaces particulières dans les zones frontalières. La participation de la Mauritanie comme Etat fondateur du G5 Sahel aux opérations actives de la Force conjointe dans son fuseau Est pourrait avoir des conséquences dans les zones frontalières avec le Mali. Depuis le début des opérations de cette force en 2018, le fuseau Est a été considéré comme non prioritaire. Cependant avec l'évolution récente de la situation au Mali caractérisée par l'augmentation de la

violence intercommunautaire au Centre du Mali, la création de nouveaux groupes armés non loin de la frontière mauritanienne suscitant la contestation de zones de contrôle entre factions rivales pourrait déclencher d'éventuelles opérations antiterroristes.

La Mauritanie reste un pays très exposé aux conséquences de la situation sécuritaire y compris aux risques liés aux tendances à radicalisation, au vu de la fragilité et de la vulnérabilité des populations confrontées aux défis du vivre ensemble, du partage de ressources déjà insuffisantes, de la difficulté d'accès aux services de base et de la méfiance grandissante envers les forces de défense et sécurité supposées très peu soucieuses des droits de l'homme dans toute la région. La Mauritanie voit quotidiennement de nombreuses personnes franchir la frontière pour entrer dans le pays. Par sa position géographique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord, ce pays constitue aussi une destination pour de nombreux autres migrants. Les routes migratoires à travers le Sahel sont en constante évolution et la situation sécuritaire dans les pays voisins est instable. La Mauritanie reste affectée par la nature multidimensionnelle et complexe de la migration internationale. Cette situation accentuée par ailleurs l'instabilité sécuritaire aux frontières, notamment dans les zones frontalières avec le Mali, où certains groupes extrémistes sont particulièrement actifs, et peuvent profiter de la relative porosité des frontières pour aller et venir d'un pays à l'autre. Cette proximité avec ces groupes, conjuguée aux violences inter et intra-communautaires qui surviennent parfois, constituent une menace à la paix et à la sécurité au niveau communautaire, régional et national. En outre, les droits fonciers, la migration pastorale, les tensions communautaires, les incursions frontalières et les crimes transfrontaliers contribuent aussi à l'aggravation des tensions et des conflits, en particulier dans les régions de l'est et du sud-est du pays. Cela est particulièrement vrai le long de la zone frontalière avec le Mali (comprenant les



principales wilayas du Hodh Chargui, du Hodh les plus vulnérables et marginalisés parmi la El Gharbi et l'Assaba ainsi que le Brakna population.

côté Sénégal). En outre, une augmentation démographique intensifierait les tensions liées à la ressources naturelles, surtout dans ces zones cibles. Cette situation appelle à un investissement plus important pour renforcer ou apaiser les relations entre les communautés isolées ainsi qu'à établir des liens de travail et de coopération plus étroits avec les autorités, notamment en ce qui concerne la sécurité et à la stabilité des frontières. Dénoté par le G5 Sahel d'une part et l'étude OIM/UNHCR PBF d'autre part, la population jeune est particulièrement exposée à la tentation de tomber dans ces mouvements extrémistes violents, contribuant à renforcer l'instabilité dans la région. Certaines organisations de la société civile mauritanienne ont noté l'ouverture de mosquée « modernes » disséminant des enseignements religieux plus radicaux. Ce risque de radicalisation touche en particulier les femmes, car elles ont moins d'opportunité de recevoir une éducation scolaire (ODD 4) et moins d'opportunité d'autonomie financière. Sous l'égide du Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel, un démantèlement de la Cellule régionale de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (CellRad) du G5 en Mauritanie a récemment développé un plan d'action pour renforcer la prévention de l'extrémisme violent.

## vi. Les effets de la pandémie COVID-19

La crise sanitaire de COVID 19 est venue aggraver une situation déjà précaire. En effet, la justice pénale s'est retrouvée bloquée ou ralentie à cause des mesures de confinement, avec un impact sur la surpopulation carcérale et sur les centres de détention en général. Le sentiment d'injustice et de méfiance envers l'Etat qui en découle, ainsi que la vulnérabilité socio-économique des populations, pourraient ainsi aggraver le phénomène de radicalisation.

L'impact de la corruption est amplifié dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. En effet, les mesures économiques d'urgence prises pour soutenir les citoyens et les entreprises, au défaut mécanismes de contrôle appropriés, restent très exposées à la corruption et à la fraude, ce qui risque d'en affaiblir l'efficacité, affectant notamment

## B. Les réponses aux multiples défis sécuritaires

Pour répondre aux multiples et complexes défis sécuritaires, la Mauritanie a mis en place des stratégies sur le plan national et régional. Sur le plan national, la Mauritanie a investi dans la lutte contre le terrorisme et contre la radicalisation avec des initiatives qui sont prises comme exemple dans la sous-région. Grâce à l'efficacité du renseignement, du programme de déradicalisation dans les prisons et l'engagement politique, la Mauritanie a réussi à éviter des attaques terroristes depuis 2011. Le Gouvernement a continué de renforcer son dispositif juridique et judiciaire en adoptant en février 2019, une nouvelle loi de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Les actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont mis au cœur du dispositif et de la législation anti-terroriste. La création du Comité National de Lutte contre le terrorisme (Comité) et de l'Unité d'Investigation Financière (Unité) constitue un ajout qualitatif au dispositif national antiterroriste et un important outil de mise à niveau de la législation nationale pour la rendre conforme aux standards internationaux. La Mauritanie a d'ailleurs exprimé son vœu de renforcer sa coopération avec les autres pays, sa législation en matière de techniques spéciales d'enquêtes, et son administration pénitentiaire avec une réforme profonde visant à professionnaliser le métier de garde pénitenciers. La Mauritanie a aussi manifesté l'intention de revoir sa législation en matière de lutte contre la drogue, afin de renforcer sa capacité de détection, de poursuite, mais aussi répondre de façon efficace au phénomène de la hausse des usagers. Pour ce qui concerne les trafics de migrants et la traite des personnes, le chantier de la réforme est encore ouvert pour la mise en place d'une autorité centrale multidisciplinaire et pour la mise en œuvre des lois nouvellement approuvées. Depuis 2012, le Programme Mondial sur les armes à feu a entrepris une collaboration avec



les autorités mauritaniennes. Cependant, malgré les multiples efforts, des défis importants restent à relever: adoption officielle de la loi sur le régime général des armes, mise en place d'une commission Nationale de lutte contre les armes à feu, marquage et enregistrement des armes à feu, création et gestion de bases de données sur les armes à feu y compris les armes saisies, la collecte et la destruction des armes à feu etc. Un dernier défi de taille est le renforcement des capacités des agences et praticiens nationaux en matière de collecte et d'analyse des données.

Le Système des Nations Unies peut offrir un large éventail d'assistance technique allant de la réforme législative, le renforcement institutionnel, le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale, jusqu'à des opérations de sensibilisation comme mesure de prévention du crime. Pour maximiser les dividendes de la paix, des soutiens conséquents intégrés du SNU et des autres partenaires devraient être accordés au processus en cours de construction vers le renforcement de l'infrastructure nationale de paix vers la pérennisation de la paix avec un focus sur les espaces transfrontaliers. En particulier, le SNU, à travers ses agences spécialisées, peuvent offrir un appui pour: un état des lieux sur les crimes maritimes; la modernisation des procédures spéciales d'enquête; la réforme législative sur le régime général des armes, la mise en place d'une commission Nationale de lutte contre les armes à feu; la réforme de l'administration pénitentiaire; la mise en œuvre des nouvelles lois sur la traite des personnes et trafic illicite de migrants; la révision du cadre législatif en matière de lutte contre la drogue; le développement d'une capacité d'analyse et de détection à l'aéroport de Nouakchott, à travers le programme AIRCOP de l'ONUDC; le renforcement des capacités en matière de lutte contre les trafics illicites, terrorisme et la corruption; le renforcement de l'accès à la justice pour les victimes des crimes; le renforcement de la confiance envers les institutions étatiques et en les forces de défense et de sécurité en particulier; le renforcement de la coopération policière et judiciaire, à travers le G5 Sahel et la mise œuvre du Plan de Soutien des Nations Unies au Sahel; l'intégration de la dimension genre dans toutes les réponses

pénales au terrorisme et à la criminalité transnationale organisée; la prévention de la

radicalisation et l'extrémisme violent; le renforcement de capacité des forces armées dans la promotion des droits humains; le renforcement des connexions avec les pays voisins dont ceux du Sahel (aux niveaux central, communautaire et transfrontalier) et le centre d'analyse de menace et d'alerte précoce au sein du G5 Sahel; et l'accompagnement au plaidoyer politique à l'échelle internationale.

### III. Perspectives d'intégration commerciale régionale

Comme relevé précédemment, la Mauritanie est un espace de contact entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Le pays fait partie de l'Union africaine, de la Ligue arabe, de l'Union du Maghreb arabe (UMA), de La Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), de l'Organisation de la coopération islamique et de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. Après son retrait au début des années 2000 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Mauritanie, y est de nouveau admise comme membre associé depuis 2019. La Mauritanie est aussi partie prenante de l'Accord de Partenariat Economique (APE)/ Union Européenne (UE) et d'autres conventions portant sur les échanges commerciaux. L'intégration commerciale est propice à plusieurs ODD en Mauritanie, notamment les ODD 1, 2, 3, 5, 8, 10, 17.

## A. Union du Maghreb Arabe

Le Maghreb est la sous-région du continent africain où le niveau d'intégration économique et commercial est le plus faible. En effet, l'UMA commerce très peu à l'intérieur de ses frontières. Seuls 3,34% des exportations des pays membres de l'UMA en 2018 sont destinées au marché maghrébin, ce qui représente une part extrêmement faible eu égard aux performances enregistrées par les autres communautés économiques régionales et du potentiel de cette région. La Mauritanie a signé une vingtaine de conventions et d'accords dans le cadre de l'UMA. En 2018, le commerce intra-maghrébin se chiffre à 3,6 milliards de dollars. Il enregistre certes une reprise importante de 23% par rapport à 2017, mais qui intervient après une baisse continue entre 2013 et 2017. Si leur part dans le commerce intra-maghrébin semble de plus en plus importante en terme relatif, en terme absolu, les échanges d'articles manufacturés connaissent en 2018 une baisse de près de 15% par rapport à 2013 (UNECA, 2019).

Les potentialités de développement économique et industriel de la sous-région sont probablement les plus élevées du continent, compte tenu de plusieurs facteurs avantageux qu'elle possède comparativement aux autres sous-régions (proximité du marché européen<sup>69</sup>), économie de coûts et expansion des activités sur le sol nord-africain, partie la plus dotée en infrastructures de transport, l'environnement des affaires, langue commune). Il existe un potentiel de croissance du commerce intrarégional au Maghreb de près de 70%, dès lors que seraient mises en place les conditions réglementaires nécessaires à une facilitation du commerce transfrontière, à travers la simplification et l'harmonisation des

règles du commerce des marchandises et des services, sans compter les aspects relatifs à l'amélioration dans les domaines de l'investissement, de la politique de la concurrence et de la propriété intellectuelle.

## B. ZLECAf, cadre idoine d'intégration africaine

La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) vise à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires et à harmoniser les règles de commerce entre pays signataires. Les négociations relatives à la première phase ont abouti, et l'accord est entré en vigueur le 30 mai 2019. La deuxième phase des négociations aboutira à la finalisation de l'ensemble des règles régissant la ZLECAf. Le commerce intracontinental africain, ne représente qu'environ 16% du total des échanges de l'Afrique, contre environ 55% pour l'Asie et plus de 70% pour l'Europe. La ZLECAf, à travers le levier de croissance qu'elle porte, pourrait contribuer à l'atténuation des défis de développement auxquels les pays font face tels que la faiblesse de l'investissement, le manque de connectivité et la forte dépendance commerciale vis-à-vis des partenaires non-africains. En ce qui concerne la CEDEAO, les données montrent que la part des échanges de la Mauritanie avec les pays membres ne dépasse pas 3%. Un atelier national de validation de la stratégie nationale de la ZLECAf de Mauritanie a été organisé en septembre 2020. Cette stratégie assortie d'un plan d'actions prioritaires détermine les principales opportunités et les secteurs prioritaires pour la production et le commerce, ainsi que les contraintes et risques liés à la mise en œuvre de la ZLECAf.

Selon l'indice d'intégration régionale<sup>70</sup>, la Mauritanie fait partie globalement des pays les mieux intégrés du continent, se classant à la 13<sup>ème</sup> place et portée par ses bons scores en matière de mobilité des personnes et d'intégration au niveau

<sup>69</sup> L'Union Européenne constitue le principal marché pour les exportations de 21 pays africains, dont l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. La Mauritanie commerce pour sa part davantage avec les économies en développement en Asie.

<sup>70</sup> L'indice d'intégration régionale de la CEA/AU mesure le degré d'intégration des pays africains dans leurs communautés économiques régionales respectives mais également au niveau continental, suivant cinq dimensions : commerciale, productive, macroéconomique et infrastructurelle ainsi que la libre circulation des personnes (AU/BAD/UNECA, 2019).

---

macroéconomique. Cependant, le pays enregistre de faibles scores en matière d'intégration infrastructurelle avec un 42<sup>ème</sup> rang. En outre, le niveau d'intégration productive de la Mauritanie est extrêmement faible, le pays se classant à la 51<sup>ème</sup> place, soulignant ainsi son faible avantage comparatif productif, notamment vis-à-vis de ses voisins et reflétant également sa dépendance aux produits manufacturés importés comme cela a été déjà illustré précédemment dans la section 4 sur la transformation économique.

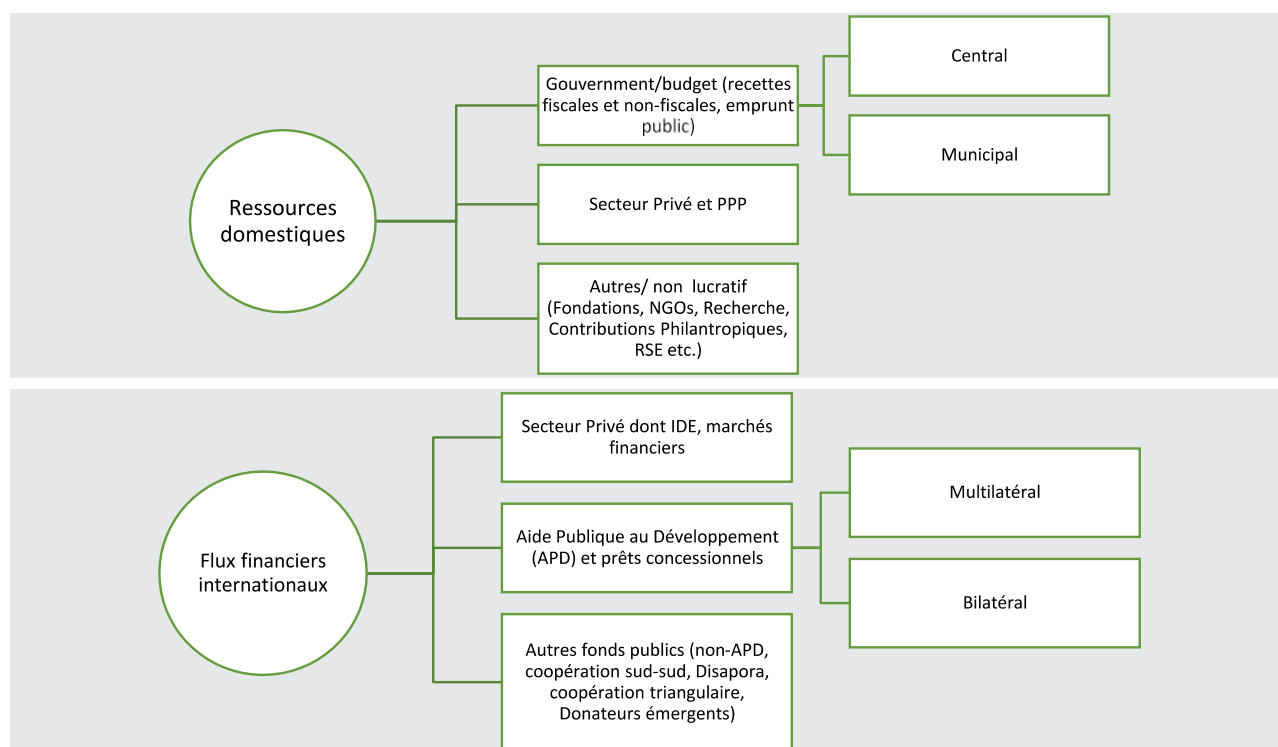


## Section 6. Paysage financier et opportunités

On note une diversité d'acteurs intervenant dans le financement du développement en Mauritanie. Les ressources financières domestiques, qui constituent un pilier du financement du développement, sont complétées par des flux financiers internationaux de diverse nature.

Concernant les ressources intérieures publiques, les revenus (hors dons et pétrole) sont passés de 18,9% du PIB en 2017 à 18,5% en 2020. Concernant la structure des revenus, les recettes fiscales se situent à 12% du PIB en 2020, alors que la moyenne en Afrique se situe à 16,5% tandis que les recettes non fiscales hors dons sont à 6,5%, légèrement supérieures à la moyenne observée en Afrique qui est d'environ 6,5% du PIB<sup>71</sup>.

Selon les données du Gouvernement, l'encours de la dette extérieure s'est établi à 4 342 millions USD en 2020 (53,1% PIB) contre 4 131,4 millions USD en 2019(52,1%PIB). La dette publique reste majoritairement due aux créanciers multilatéraux avec une part de 63,4% contre 36,6% pour les créanciers bilatéraux<sup>72</sup>. La dette multilatérale se structure comme suit : Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social/FADES (42%), BID (14,6%), IDA (14,6%)et le FMI (12%). La répartition de la dette bilatérale montre que les créanciers arabes détiennent 59,2% du total de l'encours, suivi par la Chine pour 21,9%, par les créanciers membres du club de Paris à hauteur de 12,3% et par les autres créanciers bilatéraux avec 7%.<sup>73</sup>



Source : auteurs

<sup>71</sup> AUC/ATAF/OCDE, Statistiques des recettes publiques en Afrique, 2021

<sup>72</sup> Rapport de BCM 2020

<sup>73</sup> Rapport de BCM 2020



Le volume des envois de fonds des migrants est estimé à 77,17 millions USD en 2018. Ces envois de fonds des migrants sont significatifs pour contribuer au financement du développement. Les transferts des migrants, en progression constante, sont sous-évalués du fait de la difficulté à collecter des données sur les flux financiers transitant par les canaux de transfert informels, pour notamment échapper aux frais de transfert jugés exorbitants (6% des volumes d'envoi en moyenne dans le monde et encore plus élevés en Mauritanie). Avec la pandémie, les envois de fonds des migrants ont baissé à cause du ralentissement de l'activité dans les zones d'origine de ces flux financiers durement touchés notamment en Europe, en Chine, aux Etats Unies, et dans les pays de la sous-région. Une fois leurs utilisations finales plus orientées vers des activités productives, ces fonds peuvent constituer une source de financement considérable de projets d'investissement à fort impact et contribuer ainsi à atteindre des ODD. Par ailleurs, une multiplicité des sociétés de gestion de ces transferts pourrait réduire l'application de frais réductibles et entraîner une amélioration des services. A ce jour, ne sont présents en Mauritanie que quelques compagnies de transfert, en situation de quasi-monopole. Les banques conventionnelles ont encore de la marge pour mieux se positionner dans le secteur.

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) ont augmenté graduellement depuis le début des années 2000 avec la découverte du pétrole et sont devenus très importants pour l'économie mauritanienne avec un ratio stock IDE sur PIB de 142% en 2017. Ils continuent d'augmenter mais à un rythme beaucoup plus faible qu'en 2019, soit 7% en 2020 contre 17% en 2019. Les flux des IDE sont constitués en 2020 essentiellement des fonds reçus pour

financer les dépenses dans la phase du démarrage du projet GTA<sup>74</sup>. En pourcentage du PIB, les flux des IDE ont représenté en moyenne 11,6 % sur les quatre dernières années.

Le Gouvernement a initié un ensemble de mesures visant à améliorer l'environnement des affaires et à attirer et maintenir les IDE, les plus en vue étant la création de la zone franche de Nouadhibou et la mise à jour du code d'investissement avec une facilitation des procédures administratives et une sécurisation des investissements. Les flux d'IDE sont destinés aux secteurs comme l'exploration et l'exploitation du pétrole, les activités des mines d'or et de fer, la construction et la télécommunication.

Face à la rareté des ressources publiques, la Mauritanie s'est engagée à promouvoir l'utilisation du mécanisme de Partenariat Public-Privé (PPP) comme un outil concourant au financement du développement. La promulgation d'une loi relative au PPP en février 2017, définissant un cadre législatif propice, et l'installation d'une cellule PPP offrent des perspectives favorables pour renforcer le climat des affaires et promouvoir l'investissement privé et les partenariats.

Les outils financiers innovants, dont les mécanismes de financements mixtes, peuvent être bénéfiques à l'atteinte des ODD dans le contexte de la Mauritanie. Dans le cadre du Fonds ODD, le SNU soutient le Gouvernement pour institutionnaliser la Zakat et pour lever les contraintes majeures existantes afin d'explorer pleinement les opportunités offertes et contribuer à combler le déficit de financement des ODD.

Par ailleurs, dans le cadre du Fonds Vert pour le Climat (GCF), la Mauritanie a élaboré un programme (PPM) pour la période de 2020 à 2025 visant la réduction de l'émission des gaz à effets (GES) de serre<sup>75</sup> et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Le pays s'est engagé à réduire de 22% ses émissions de

<sup>74</sup> Rapport BCM 2020

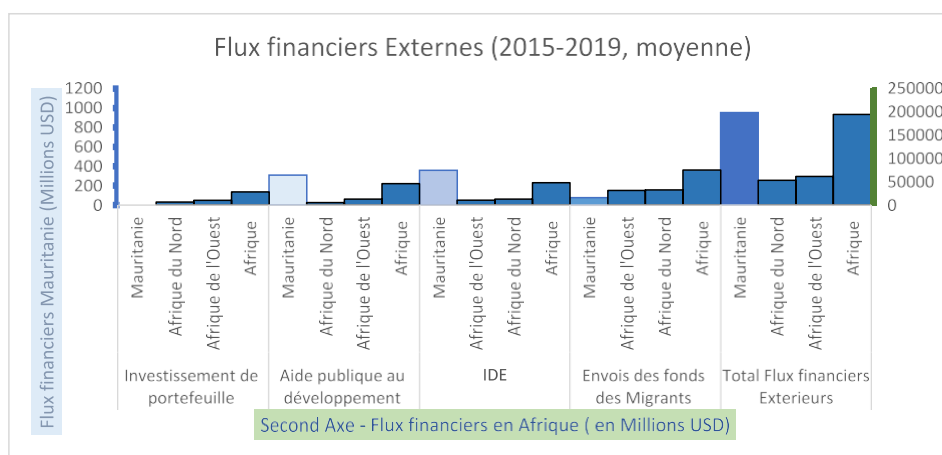
<sup>75</sup> Total d'émission de Gaz à effet de serre de la Mauritanie estimé à 9944,618 Eq-CO<sub>2</sub>, soit 2,5 tonnes Eq-CO<sub>2</sub> par habitant en 2018, 0,015% des émissions mondiales selon le second rapport national de mise à jour des inventaires des gaz à effet de serre. Les secteurs Agriculture, foresterie et autres affectations des terres (AFAT) avec 65,74% et énergie avec 33,26% sont les principales sources.

GES d'ici 2030 dans le cadre de sa contribution déterminée au niveau national. Le plan d'action du PPM 2020-2021 comprend les activités de Préparation/Readiness pour 2 millions USD, les appuis à la préparation de projets pour 5,5 millions USD et les investissements pour 180,5 millions USD, soit un total de 188 millions USD sur les deux années. Le besoin de financement globale pour atteindre les ambitions d'atténuation des gaz à effet de serre en 2030 est de 9,3 milliards USD dont 88%, soit 8,2 milliards USD, devra provenir de l'appui international. Les besoins en financement en matière d'adaptation sont de 9,4 milliards USD (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2020).

Le SNU et les partenaires ont soutenu la Mauritanie pour relever le défi du changement climatique avec un large portefeuille de projets dans des domaines tels que le renforcement des capacités, la résilience, l'adaptation, la gestion des terres et de l'eau (FAO, BMZ, UE, OXFAM, CILSS, FIDA, PAM, BM, BAD, BID, AFD etc.).

Des efforts sont en cours au niveau du Gouvernement pour la mise en place d'un Fonds de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles (FRCAN). Ce fonds, adossé au nouveau Dispositif national de prévention et de réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles (DCAN), constitue un nouveau véhicule financier permettant de mieux rationaliser, anticiper et calibrer l'allocation des ressources budgétaires dédiées à la réponse aux chocs climatiques. Il pourra être alimenté à la fois par l'Etat mais également par les partenaires financiers. L'adoption de son cadre juridique est prévue au premier semestre 2022.

**Graphique 6.1 : Flux financiers externes à destination de la Mauritanie**



Source : auteurs à partir des données WDI

Concernant le financement du Plan National de Réponse multisectoriel, le Système des Nations Unies a contribué initialement au financement à hauteur de 16,9 millions USD, ainsi que la Banque Mondiale avec 5,2 millions au titre de la facilité accélérée COVID-19 et 1 million USD provenant du mécanisme de financement

d'urgence en cas de pandémie (PEF). Par ailleurs, de nombreux autres partenaires bilatéraux appuient aussi le Gouvernement pour faire face à la pandémie (la coopération française, chinoise, espagnole, allemande, américaine, britannique et japonaise ainsi que les fonds

arabes, etc.). Des appuis budgétaires ont été également fournis par

des partenaires multilatéraux (Fonds Monétaire International, Banque Africaine de Développement, Banque mondiale, Union Européenne). D'autres partenaires non traditionnels, telle que la Fondation Jack Ma, ont également fait des dons de fournitures médicales. Concernant le financement du Programme Prioritaire Elargi du Président (ProPEP), 60% du budget est financé sur ressource propre et le reste sera assuré par le financement extérieur, dont 50 millions USD au- près du FADES. Le Gouvernement compte également sur les

restructurations de projets des bailleurs comme la BM et de la BAD ainsi que sur les mécanismes de report du paiement de la dette. Dans un contexte d'incertitude et d'environnement financier mondial en perpétuel mutation, le SNU fort de son rôle de catalyseur dans la mobilisation des ressources, devra continuer d'appuyer le Gouvernement à explorer de nouvelles opportunités de financement pour réaliser les ODD, en collaboration avec les partenaires. A ce titre, le SNU compte soutenir la Mauritanie dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre national de financements intégré (INFF), visant à mieux comprendre le paysage financier national et à coordonner les efforts pour mobiliser, catalyser et aligner un large éventail de sources de financement.

La mise en œuvre de l'initiative INFF permettra une analyse approfondie du paysage financier national à travers entre autres une évaluation des risques et des contraintes contraignantes qui pèsent sur la capacité de la Mauritanie à assurer un financement durable et fournira une plateforme pour accroître la coordination et la communication entre les parties prenantes concernées en Mauritanie, notamment le parlement, la société civile, le secteur privé et les autres acteurs non étatiques.

L'adoption officielle d'un INFF permettra de mieux appréhender le paysage financier, de mobiliser et diriger les ressources financières, y compris les financements innovants, vers les ODD et les groupes les plus vulnérables.



## Section 7. Analyse Multidimensionnelle des Risques

Cette analyse prend en considération l'ensemble des facteurs de risques qui sont ressortis dans les sections précédentes et part du Cadre d'analyse de Risques des ODD. Les travaux menés par le SNU dans le cadre de l'éligibilité de la Mauritanie au Fonds de consolidation de la paix (2019), ceux liés à l'analyse des systèmes de résilience conduite avec le soutien de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), les données récentes de l'indice de risque INFORM<sup>76</sup> et Inform COVID-19<sup>77</sup> ont servi de base à cette analyse actualisée des risques. En outre, une cartographie approfondie des vulnérabilités et des risques, a été effectuée par le SNU dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19. Les détails de cette cartographie des vulnérabilités et risques, spécifique à la pandémie de COVID-19, ne figurent pas dans ce rapport mais sont disponibles.

Des recommandations concernant les mesures d'atténuation ont été proposées tout au long du rapport pour différentes thématiques afin de réduire la probabilité et les répercussions potentielles des risques. L'analyse des risques pourrait être encore mise à jour ultérieurement en tenant notamment compte de la recrudescence des cas de COVID-19 en Mauritanie et des impacts directs, indirects et induits de la crise.

---

<sup>76</sup> Identifiant les pays à haut risque de crise humanitaire les plus susceptibles d'avoir besoin d'une aide internationale.

<sup>77</sup> Prenant en compte les impacts sanitaires et humanitaires de la pandémie et les capacités de réponse des pays.



## I. Profil du pays en matière de risque

ODD	Type de risque	Description et analyse des facteurs de risques	Alerte Précoce
16 17	Sécuritaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Mauritanie connaît une stabilité ces dernières années sur le plan sécuritaire. Cependant, avec l'instabilité au Mali et dans le reste du Sahel, le risque de propagation de l'insécurité avec de potentiels effets d'entraînement sur la situation socio-économiques subsistent.</li> <li>La Mauritanie reste extrêmement vulnérable à cette menace notamment en raison de la présence de groupes terroristes au Mali voisin, surtout dans les zones frontalières.</li> <li>Le pays a connu aussi des manifestations de masse accompagnées de méfiance grandissante envers les forces de défense et sécurité au sein de la population. Le pays est confronté aux effets de l'instabilité politique dans le sahel entraînant ainsi une multiplication des incidences au niveau des zones frontalières.</li> <li>Détérioration brusque de la situation sécuritaire dans les régions frontalières du Mali avec la Mauritanie et arrivées massives de demandeurs d'asile à travers plusieurs points au HEC.</li> <li>Probabilité même minime d'infiltration d'éléments terroristes profitant de la situation et se mêler aux personnes innocentes venues chercher refuge en Mauritanie, ce cas de figure pourrait exposer la population tout comme les staffs à d'éventuels risques sécuritaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manifestations de masse</li> <li>Méfiance grandissante envers les forces de défense et sécurité</li> <li>Instabilité politique dans le sahel</li> <li>Appui aux dispositifs nationaux de sécurité par le renforcement de mécanismes d'alerte précoce relatifs à la protection (violence basée sur le genre, protection des civils...), cohésion sociale (identification et analyse des risques de tensions à caractère communautaire), la gestion des ressources naturelles (conflit pastoraux, transhumance...), aux mouvements transfrontaliers (risques liés à la migration ou entrées illégales, etc.)</li> <li>Suivi des développements sécuritaires sous-régionaux (monitoring et analyses), et des situations internes.</li> <li>Mise en place d'activités catalytiques et d'une infrastructure nationale de paix en liaison avec la partie nationale.</li> <li>Mécanismes d'alerte au niveau communautaire impliquant les autorités déconcentrées en cours (PBF). La mise à jour de l'analyse des risques et des fragilités au niveau du contexte national et transfrontalier du PBF est en cours</li> <li>Activation du plan du contingence qui est déjà élaboré,</li> <li>Activation des plans de sécurité de la zone de HeC déjà approuvé par le DO.</li> </ul>

ODD	Type de risque	Description et analyse des facteurs de risques	Alerte Précoce
16 17	Politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les difficultés de gouvernance présentent un risque pour la stabilité et la transparence.</li> <li>• La gouvernance inclusive et le processus démocratique en cours sont menacés par la fragmentation et factionnalisme de la classe politique.</li> <li>• Un facteur important de vulnérabilité de la démocratie est lié à la faible gouvernance interne des partis politiques et au faible niveau de participation.</li> <li>• Concertations nationales annoncées ne contribuent pas à renforcer le consensus national et renforcent la fragmentation de la classe politique, compte tenu de la portée limitée des réformes</li> <li>• Emergence de tensions diplomatiques avec les pays voisins sur fond de détérioration de la situation sécuritaire aux frontières.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations d'abus des droits humains</li> <li>• Perception et prévalence de la corruption.</li> <li>• Monitoring et analyse des désaccords politiques présentant un risque significatif d'instabilité.</li> <li>• Suivi de la situation politique du pays (analyses des développements politiques à même d'engendrer une instabilité politique et/ou institutionnelle).</li> <li>• Echanges réguliers entre le Coordonnateur Résident, le Représentant Spécial du Secrétaire Général - Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) dans le contexte de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel et la Division Afrique du Nord du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA-NAD) sur les développements politiques dans le pays.</li> <li>• Analyses des situations pour informer la décision du senior leadership en référence aux développements politiques dans le pays.</li> <li>• Analyse intégrée de données à caractère sécuritaire et politique dans le pays et la sous-région (Maghreb et Sahel)</li> </ul>

12 13 14 16 17	Environnemental et climatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Mauritanie est confrontée à des défis environnementaux liés aux changements climatiques (inondations, sécheresses, dérèglement de la pluviométrie, montée des eaux salées, dégradation de la biodiversité maritime et côtière, rareté en eau et en ressources fourragères, rétrécissement de la bande agropastorale, vents de sable, de plus en plus fréquents, favorisant l'ensablement des terres fertiles, mares temporaires, des oasis, et des infrastructures).</li> <li>Les risques et la fréquence des sécheresses vont augmenter, avec un impact sur l'évolution des circuits de transhumance transfrontalière, la sécurité alimentaire, l'exposition aux conflits dus à la rareté des pâturages et de l'eau, un ralentissement des activités d'agriculture et d'élevage.</li> <li>L'intensification des activités de prospection et d'extraction avec l'entrée dans la nouvelle ère gazière et pétrolière constitue également une grande menace sur les écosystèmes marins.</li> <li>Le changement climatique et les dégradations liées dans l'espace sahélien en mesure d'affecter les probabilités de déplacements de population Les conséquences et l'impact sur la destruction d'emploi dans les secteurs primaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cartographie des aléas et risques naturels</li> <li>Données hydrologiques de l'Office National de Météorologie (ONM)</li> <li>Concernant l'alerte précoce pour les inondations, pas de capacités au niveau national pour effectuer des simulations.</li> <li>Manque de capteurs pour mesurer/contrôler la montée des eaux de l'océan et du fleuve. Pas donc de système d'alerte précoce sur le long terme utilisable pour la planification territoriale et urbaine par exemple.</li> <li>Bulletins traitant des précipitations (cumul pluviométrique, zones déficitaires et excédentaires), l'état des cultures et le développement de la végétation par l'ONM</li> <li>Le Croissant Rouge Mauritanien dispose d'un réseau important de volontaires formés en RRC et réponse aux urgences (facilitation d'équipes communautaires de réponse aux catastrophes).</li> <li>Insécurité alimentaire et rareté de l'eau/pâturage, Prévision de désastres naturels Le gouvernement dispose de stratégie économique d'adaptation au changement climatique</li> <li>Mouvements transfrontaliers et déplacements de population</li> </ul>
2 17	Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les problèmes de sécurité alimentaire sont persistants en Mauritanie avec une estimation de 609 180 personnes, susceptibles d'être en crise alimentaire et nutritionnelle pendant la soudure de 2020.</li> <li>Avec la pandémie des ménages ont connu une baisse de revenu due à une perte d'emploi ; les moyens de subsistance ont été affectés, amplifiant l'insécurité alimentaire et rendant difficile l'accès à la nourriture. Le pays fait face à des risques considérables avec à la fois de faibles réserves (3,3 mois d'importations en 2020) et un taux élevé de dépendance aux importations de blé (87,1%) dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché international.</li> <li>Des déficits agricoles récurrents sont enregistrés sur le plan céréalier avec une production nationale qui couvre moins de 30% des besoins alimentaires. Ce déficit est aggravé en période de sécheresse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation de l'Analyse Intégrée du Contexte (AIC), mettant en évidence les zones de forte récurrence de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des chocs naturels. Analyse menée en 2017, à mettre à jour.</li> <li>Systèmes d'information et d'alerte précoce sur l'insécurité alimentaire et sur les groupes vulnérables et diverses actions de prévention - Observatoire à la Sécurité Alimentaire (OSA) du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)</li> <li>Le SNU soutient le CSA dans l'analyse des informations sur la sécurité alimentaire (données pluviométriques, statistiques agricoles, importations commerciales, données nutritionnelles, prix des produits alimentaires).</li> <li>Un système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages (FSMS) et des enquêtes permanentes sur les conditions de vie (EPCV) sur l'insécurité alimentaire des ménages Mise en place par le Gouvernement du Dispositif national de prévention et de réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles (DCAN).</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La crise de COVID-19 a montré la sensibilité et la dépendance aux importations, mais aussi l'importance de l'accès aux marchés internationaux. La hausse importante des prix des biens alimentaires de première nécessité aggrave la situation.</li> <li>• Du fait de sa situation géographique, la Mauritanie est souvent frappée par des invasions acridiennes risquant d'affecter la sécurité alimentaire des per-sonnes et du bétail.</li> <li>• Les risques liés au faible approvisionnement en produits de base du fait de l'insécurité régionale au Sahel et des conjonctures mondiales actuelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes de suivi des campagnes agricoles (SNU/FAO et CILSS)</li> <li>• FewNet sur les perspectives de crise</li> <li>• Mesure du couvert végétal et de l'utilisation des terres par l'ONM.</li> <li>• Le Centre National de Lutte Antiacridienne dans le dispositif d'alerte précoce mais dispose de faibles moyens de prospection et de lutte. Réalisations des enquêtes de suivi des conditions de vie (EPCV), de la sécurité alimentaire (FSMS) et de la nutrition (SMART). Déploiement de sites sentinelles communautaires dans les zones les plus à risque.</li> <li>• Le PBF soutient les efforts conjoints du SNU et des partenaires nationaux en appui au renforcement des capacités communautaires de production basée sur la régénération de l'environnement</li> </ul>
--	---	---

8 17	Economique et Financier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les perspectives de croissance prometteuses ont été considérables affectées négativement par la pandémie. Le ratio de la dette publique extérieure au PIB reste élevé (57,9%, hors Koweït en 2019). La dette semble viable mais le risque de surendettement pourrait être plus élevé notamment avec la pandémie de COVID-19.</li> <li>De plus, la structure de l'économie locale n'est pas suffisamment diversifiée pour amortir les chocs externes et atténuer la vulnérabilité de certains secteurs. Elle est marquée par une grande dépendance aux produits primaires.</li> <li>Prolongation de la crise de COVID-19, ralentissant les activités économiques et commerciales, rendant difficile les efforts de relance et affectant la croissance et les positions budgétaires et extérieures</li> <li>Perte d'emplois et de revenus et difficultés pour faire face aux besoins des bases</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chocs externes et évolution des prix des produits de base</li> <li>Modèles de prévision de la croissance et de micro-simulation sur les impacts réels</li> <li>Surveillance de l'inflation l'Office Nationale de la Statistique</li> <li>Prévisions des Institutions multilatérales et du Gouvernement et outils d'analyse de la viabilité de la dette FMI/IDA</li> <li>Accès au marché financier et prêts concessionnels</li> <li>Les Cadres de Dépenses à Moyen Terme pour améliorer la prévisibilité/discipline budgétaire</li> <li>Evaluation/macro-évaluation de la performance et de la gestion des finances publiques (PEFA).</li> <li>Cadre national de gestion de la dette extérieure</li> <li>Application SIGIP (Système intégré de gestion de l'investissement public) /Développement Assistance Data base (DAD)</li> </ul>
1 5 10 17	Social (cohésion sociale, égalité, non-discrimination)	<ul style="list-style-type: none"> <li>La pandémie de COVID-19 a exacerbé la situation sociale difficile ainsi que les inégalités.</li> <li>Les produits de la croissance ne sont pas distribués de manière égale, redistribution des produits de la croissance non inclusive</li> <li>Les inégalités entre les composantes de la société se reflètent en termes de sentiment d'exclusion politique, sociale et économique d'importantes franges de la population.</li> <li>Les conditions de la femme restent à être améliorées, notamment en ce qui concerne les violences basées sur le genre et autres formes de violations des droits des femmes.</li> <li>Le risque lié au chômage des femmes et des jeunes va augmenter à l'avenir et aura un impact plus important dans les prochaines années si des programmes appropriés d'insertion et de prise en compte de leurs préoccupations ne sont pas envisagés à temps. La jeunesse mauritanienne est confrontée à d'importants risques, souvent exacerbés par les problématiques de développement. Les jeunes des quartiers défavorisés de Nouakchott ou ceux issus des communautés d'ascendance servile et autres couches du complexe social mauritanien, ont souvent la perception d'être exclus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de chômage élevé et mécontentement Social Perception d'exclusion et revendications</li> <li>Liaison avec les organisations de la société civile et de défense des droits humains pour l'alerte concernant des cas de violence basé sur le genre, protection des civiles, tensions Communautaires renforcement des capacités nationales de prévention de conflits en vue de pérenniser la paix.</li> <li>Le SNU soutient les efforts du gouvernement de prévention et de pérennisation de la paix à travers une approche inclusive basée sur la prise en compte des connecteurs socio-culturels et religieux de stabilisation y compris les cadres de dialogues intercommunautaires.</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de radicalisation, avec la fragilité et la vulnérabilité des populations confrontées aux défis du vivre ensemble et du partage de ressources déjà insuffisantes.</li> <li>• Les défis de la cohabitation pacifique au niveau des communautés d'accueil dans les régions frontalières favorisés par l'instabilité au Sahel (pressions sur les faibles ressources disponibles, les tensions intercommunautaires récurrentes pour l'accès aux ressources, etc.)</li> </ul>	
--	--	--	--

4 6 7 9 11 17	Infrastructures et services sociaux de base	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Mauritanie est affectée par un niveau de vie faible et de grandes disparités entre les groupes les plus vulnérables et le reste de la population. Ces disparités concernent principalement les revenus et l'accès aux services sociaux de base et les privations qui en découlent.</li> <li>L'inadéquation ainsi que la répartition géographique de certains services sociaux de base accentueraient les disparités sociales.</li> <li>L'urbanisation non maîtrisée et le manque d'assainissement et de bonne gestion des déchets sont également des facteurs de risque.</li> <li>La faiblesse du système éducatif et l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi pourrait constituer, si des mesures ne sont pas prises à temps, une source de tensions majeures.</li> <li>Précarité du système de santé, fragilisé par l'insuffisance des ressources financières et humaines, comme en témoigne la pandémie de COVID-19 ; Risque de résurgence de la pandémie de COVID après une première et une deuxième vague, notamment avec les variants du virus et les formes sévères.</li> <li>Epidémies, les épizooties, et le risque sanitaire en général</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entrave à l'accès aux services de santé</li> <li>Surveillance des épidémies</li> <li>Taux élevé de mortalité observé</li> </ul>
1 6 1 7	Déplacement et Migration <sup>78</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de provisions spécifiques aux migrants ou au déplacement massif des personnes dans le plan actuel de renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophes et de préparation et réponse aux urgences Le risque sécuritaire dans le sahel en mesure d'affecter les probabilités de déplacement.</li> <li>Risque de discrimination, exclusion et stigmatisation à cause des fausses idées autour du COVID19</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Violations des droits humains conduisant à des déplacements forcés de la population</li> <li>Evolution des conditions socio-économiques et environnementales drastiques ou latentes dans des contextes fragiles résultant en des mouvements de population (migrations mixtes)</li> <li>Conflits, Insécurité alimentaire et rareté de l'eau/pâturage, Prévision de désastres naturels</li> <li>Chômage/emploi précaire, avec une disparité spéciale</li> <li>Appui aux dispositifs nationaux de sécurité par le renforcement de mécanismes d'alerte précoce relatifs</li> </ul>

<sup>78</sup> A cet égard le HCR note que les déplacements internes ou transfrontaliers ainsi que les migrations (volontaires ou contraintes) ne constituent pas en soi des risques mais sont la conséquence d'autres facteurs de risque combinés ou non, tels que les violations massives et répétées des droits de l'homme, la conjoncture socio-économique ou la dégradation environnementale à l'échelle régionale ou nationale.

			<p>aux mouvements transfrontaliers (risques liés à la migration ou entrées illégales, etc.), ainsi que la gestion des frontières.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des développements sécuritaires sous-régionaux (monitoring et analyses).</li> </ul>
--	--	--	--

## II. Sévérité des risques

L'analyse des systèmes de résilience et de la sévérité des risques à l'horizon 2022 menée par le SNU avec le concours de l'OCDE<sup>79</sup> en avril 2017 a permis aux parties prenantes de parvenir à une compréhension commune des risques auxquels la Mauritanie est exposée, de leurs tensions sous-jacentes ainsi que leur impact actuel<sup>80</sup>. Cet exercice a permis d'apprécier la sévérité des risques c'est-à-dire le degré de probabilité que les menaces et risques se concrétisent et la gravité de leurs incidences.

Cette analyse a mis en évidence i) le risque lié au chômage des femmes et des jeunes, lequel va augmenter à l'avenir et aura un impact plus important dans les prochaines années. Par ailleurs, ii) le risque de troubles sociaux liés au problème du chômage des jeunes, va probablement augmenter si des programmes appropriés d'insertion et de prise en compte de leurs préoccupations ne sont pas envisagés à temps; iii) l'urbanisation non maîtrisée est également perçue comme ayant un impact fort, voire plus fort à l'avenir que le chômage; iv) l'insécurité alimentaire et le déficit agricole sont deux risques qui évoluent parallèlement avec le même impact et la même occurrence. v) Les épidémies, les épizooties, et le risque sanitaire en général, nécessitant des mesures de contingences adéquates. vi) Les difficultés de gouvernance présentent un risque pour la stabilité, la transparence et la sécurité ambiante.

Enfin, la faiblesse du système éducatif et l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi pourrait constituer, si des mesures ne sont pas prises à temps, une source de tensions majeures pour le pays.

En se projetant sur 2022, l'analyse de la sévérité des risques a identifié les troubles et conflits sociaux, le risque sécuritaire ambiant et le déficit agricole comme étant les risques ayant les plus fortes probabilités puis le chômage des jeunes et des femmes, l'insécurité alimentaire et l'urbanisation comme ceux ayant les plus forts impacts.

Par ailleurs, Selon les données d'Inform pour 2020, la Mauritanie est classée parmi les pays à risque élevé de crise humanitaire avec un index de 5,7<sup>81</sup> et occupe le 29<sup>ème</sup> rang mondial. Le pays présente un risque élevé en matière d'exposition physique aux inondations ; aux sécheresses ; aux épidémies ainsi qu'un risque de conflit projeté élevé. Sur le plan national, les régions du pays les plus exposées aux risques de catastrophe en 2020 sont le Guidimakha et l'Assaba. Le pays obtient un score de 6,2 (19<sup>ème</sup> rang mondial) en matière de vulnérabilité socio-économique de la population en général et des groupes vulnérables. En ce qui concerne le volet du manque de capacité d'adaptation, la Mauritanie obtient un score de 6,5 et occupe le 36<sup>ème</sup> rang au niveau mondial. Concernant l'indice de risque Inform COVID-19, la Mauritanie occupe le 27<sup>ème</sup> rang des pays menacés par les effets sanitaires et humanitaires de COVID-19 avec un indice de global de 5,8, une haute exposition au risque (6,3) et un manque de capacité d'adaptation à la pandémie élevé (7,5).

<sup>79</sup> Analyse effectuée dans le cadre de l'atelier sur l'analyse des systèmes de résilience (Nouakchott 25-26.04.16) auquel ont pris part les organismes des Nations unies, des représentants des bailleurs de fonds, des autorités et de la société civile.

<sup>80</sup> Résultats de L'atelier, dont l'analyse est basée sur la méthodologie du cadre de travail Analyse des Systèmes de Résilience (OCDE), a permis de mettre en avant les approches ayant pour but de réduire les risques critiques et de renforcer les atouts importants quant à la mise en place de la résilience ainsi que celles ayant pour objectif de préserver le bien-être des individus et des institutions.

<sup>81</sup> L'index est compris entre 0-10, où 10 correspond au risque le plus élevé

### III. Défis en matière d'alerte précoce et de prévention et Cadre institutionnel

Il n'existe pas de cadre législatif ou formel en réduction des risques de catastrophes (RRC) qui pourrait définir clairement les besoins du pays en matière d'évaluation des risques de désastres naturels et de gestion des systèmes d'alerte précoce. Des efforts sont néanmoins entrepris en alerte précoce surtout dans le domaine de la sécurité alimentaire compte tenu des sécheresses auxquelles la Mauritanie est régulièrement confrontée (voir tableau ci-dessus). Ces efforts se sont concrétisés par la mise en place à la date du 21 avril 2021 par décret signé par le Premier Ministre d'un dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles (DCAN).

Le DCAN est chargé de mettre en place un système d'alerte de préparer et de mettre en place un système en matière de gestion des crises, le DCAN fournit désormais un cadre institutionnel permettant d'établir un lien clair entre l'alerte précoce et l'évaluation des besoins d'une part, et le déclenchement, la planification et la coordination de plans de réponse d'autre part à travers la production de Plans Nationaux de Réponse (PNR) annuels. Ce cadre permettra un meilleur alignement des interventions de l'Etat et de ses partenaires, et une plus grande rapidité et efficacité de la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles.

En matière de compétences liées à l'évaluation des risques, et plus particulièrement dans le domaine de l'analyse, l'identification et la cartographie des aléas et risques naturels, malgré d'énormes progrès ces dernières années au sein des services de la météorologie, les capacités restent faibles à tous les niveaux. Les institutions clés ont besoin d'une compréhension plus approfondie des concepts de risque, et sur l'évaluation des risques en général.

Concernant le cadre institutionnel de la préparation et de la réponse aux urgences, la Direction Générale à la sécurité civile et à la

gestion des crises (DGSCGC) du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MIDEC) est reconnue par beaucoup d'intervenants comme l'organe principal de coordination de la préparation et la réponse face aux catastrophes. Cette structure est passée au deuxième semestre 2020 du statut de « direction générale » à celui de « délégation générale ». La Délégation possède 17 centres de secours répartis sur tout le territoire et dispose d'accords de coopération variés avec le Système des Nations Unies et les partenaires bilatéraux. Les appuis du SNU ont notamment consisté ces dernières années en un appui technique à la mise à jour du plan de contingence multirisque (2017) ; un appui matériel et technique à la réponse aux inondations - comme celles ayant touché le Guidimakha en 2019 affectant plus de 41 000 personnes ; une dotation en équipement divers dans le cadre de la préparation et la réponse aux inondations et à la COVID-19 en 2020. En décembre 2019, une formation nationale sur la coordination intersectorielle de la gestion des crises a été organisée à Nouakchott par la DGSCGC. Les principales recommandations de l'atelier, qui a réuni les acteurs humanitaires, portent sur le renforcement des capacités nationales et régionales de planification et de gestion des interventions d'urgence ; la mise en place et le renforcement du système d'information et d'alerte précoce ; le développement de mécanismes financiers durables et l'intégration de la réduction des risques et de la vulnérabilité aux catastrophes dans la planification macroéconomique. Le Système des Nations Unies aura l'occasion de soutenir les efforts en ce sens dans le cadre du partenariat CADRI.

### IV. Nexus humanitaire, développement et paix

Les crises humanitaires récurrentes de la Mauritanie sont structurelles dans une large mesure. Ainsi, elles ne peuvent trouver de réponses adéquates au travers des seules actions humanitaires à court terme. Il faut joindre à l'effort humanitaire les actions à moyen et à long terme de développement pour sortir les populations des fragilités et renforcer leur résilience. Les questions de paix revêtent également une importance évidente dans le contexte de la Mauritanie qui est un pays du Sahel. Sur le plan institutionnel et pratique il n'y



a pas des dispositifs au niveau du Gouvernement pour matérialiser la nouvelle manière de travailler qui sous-tend le nexus HDP. Le pays ne dispose pas de façon précise de cadre de concertation et d'orientation sur le nexus humanitaire, développement et paix. En outre le point d'ancrage institutionnel du Nexus humanitaire-développement-paix n'est pas clair car le leadership pour la conduite de l'action humanitaire est reparti entre trois pôles principaux de réponse :

- L'action humanitaire en rapport avec les occurrences lentes, il s'agit des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui reposent sur le Dispositif national de prévention et de réponse aux crises aux crises alimentaires et nutritionnelles (DCAN).
- L'action humanitaire menée en rapport avec les occurrences rapides liées à la réponse aux urgences et aux catastrophes naturelles ou anthropiques. Ces actions relèvent des services de la protection civile.
- L'action humanitaire menée par le Commissariat aux droits de l'homme à l'action humanitaire et aux relations avec la société civile à travers sa direction de la résilience et de l'action humanitaire

Dès lors l'approche nexus HDP doit trouver son point d'ancrage sur les trois pôles de réponse humanitaire pour permettre une appropriation nationale maximale. Par ailleurs il faut relever que les partenaires du pays dans leur vaste majorité utilisent l'approche Nexus HDP et seules les structures gouvernementales restent en marge. Par conséquent, l'approche Nexus HDP pâtit d'un manque de leadership et d'appropriation au central, sectoriel et local du gouvernement.

Ainsi les Nations Unies devraient appuyer le gouvernement à intégrer le nexus HDP dans sa Stratégie nationale de

développement aux niveaux national, sectoriel et local.

Il est nécessaire d'intégrer les échanges sur l'approche Nexus HDP au sein de la plateforme de tous les partenaires techniques et financiers du pays sous le leadership du Gouvernement à travers laquelle les questions de développement, de l'action humanitaire et de paix seront envisagées ensemble, de manière stratégique régionale et transfrontalière et pour une compréhension partagée des défis. La plateforme constituera également le canal de mobilisation de ressources en appui aux activités des partenaires techniques et opérationnels. Cette démarche est plus conforme à l'idéal des ODD qui est la finalité des partenaires et qui impose l'intersectorialité des actions.

## Conclusion

Le rapport BCP offre une opportunité de disposer d'une compréhension profonde multidimensionnelle du contexte de développement en Mauritanie et d'avoir un aperçu actualisé sur les progrès réalisés dans les différents domaines du développement. Le rapport se veut ainsi être une plateforme annuelle pour exposer les nombreux et pressants défis compromettant la réalisation des ODD en Mauritanie. Comme illustré dans le rapport, la Mauritanie a progressé dans la réalisation des ODD mais un long chemin reste à parcourir. L'analyse a montré que la plupart des problématiques de développement aussi bien économique, social qu'environnemental ont été exacerbées par la crise de COVID-19 et par la situation sécuritaire de la région du sahel, menaçant ainsi de compromettre les progrès accomplis dernièrement dans la réalisation des ODD notamment pour les ODD liés à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la croissance, à l'inclusion sociale etc. Du fait de l'interdépendance des ODD, l'impact d'un défi entravant la poursuite d'un ODD spécifique peut se répercuter sur plusieurs ODD. C'est le cas des défis structurels auxquels le pays fait face qui affectent plusieurs ODD du fait de leur nature transversale: le changement climatique et dégradation de l'environnement, le chômage surtout chez les jeunes et les femmes et les emplois vulnérables, la faiblesse du système

éducatif marqué par un décalage entre l'offre de formation et le marché du travail, la forte insécurité alimentaire et la malnutrition couplées à l'accès faible à la protection sociale, la faible transformation rurale, agricole et économique que la pandémie a réaffirmé, les difficultés en matière de gouvernance.

Le Système des Nations Unies en Mauritanie dispose d'avantages comparatifs qui lui permettent d'assurer sa crédibilité dans l'appui apporté au Gouvernement (diversité des mandats et des compétences avec des équipes de programme et des opérations, normes et valeurs universellement reconnues, appui stratégique à la définition de politiques publiques et à leur suivi, suivi des droits humains et application des normes internationales, gouvernance démocratique et renforcement des capacités nationales, expertise dans des domaines spécifiques etc.).

En outre, en plus de son rôle de catalyseur dans la mobilisation indirecte de ressources pour la Mauritanie, le SNU pourrait renforcer son appui en stimulant les investissements et interventions transformatives, à travers le renforcement des activités conjointes financées par les fonds spéciaux, ainsi que la promotion d'instruments de financement innovants, conformément au Plan d'Action d'Addis Abeba sur le financement du développement et suivant l'esprit de la réforme sur repositionnement du Système des Nations Unies. Le SNU à travers ses entités apporte un appui aussi bien programmatique qu'opérationnel au Gouvernement. Le soutien efficace du SNU à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 passe par des interventions et stratégies mettant à profit tous ces avantages comparatifs et reposant sur une approche plurielle. Fort de ces avantages et avec une unité dans l'action, le Système des Nations Unies doit soutenir la Mauritanie dans la mise en œuvre du reste du cycle actuel du CPDD (2018-2022) et du prochain cycle (2023-2027) à travers notamment l'appui dans l'élaboration des politiques et stratégies, notamment celles visant à

résorber les gaps et les défis mentionnés précédemment, ainsi que leur mise en œuvre et suivi, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles, l'application des engagements internationaux dont ceux ayant trait à l'exclusion, la fourniture de conseils stratégiques, l'appui technique et le plaidoyer.

Ainsi, donc en vue d'accélérer l'atteinte des ODDet conformément aux orientations du cadre de coopération en cours, les interventions du SNU devraient également continuer à se focaliser notamment sur la promotion d'une croissance et d'un développement durables, inclusifs et favorables à l'emploi; la lutte contre le changement climatique; l'accès aux services éducatifs et sanitaires de qualité et la protection sociale; la gouvernance inclusive et l'autonomisation des femmes, et cela tout en prenant en compte les nouveaux enjeux posés par la pandémie de COVID-19, la nouvelle ère pétrolière et gazière, l'intensification du phénomène migratoire et la nouvelle dynamique sécuritaire dans le sahel. C'est en ce sens que le soutien au Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre des mesures susceptibles de réduire les impacts de la pandémie et de relancer l'économie devra être renforcé. Cela passe dans l'immédiat par la poursuite des efforts pour garantir l'accès aux soins et aux médicaments, mais aussi le renforcement des systèmes sanitaires et éducatifs pour les rendre plus équipés, inclusifs et résilients face aux menaces futures.

---

## Références

Center for Global policy, The end of the Sahelian exception, June 2020 <https://cgpolicy.org/articles/isis-in-africa-the-end-of-the-sahel-exception/>

CUA/OCDE (2019), Dynamiques du développement en Afrique 2019 : Réussir la transformation productive, CUA, Addis-Abeba/Éditions OCDE, Paris.

Enact (2020). Drug trafficking in Northern Mali.

Hausmann R., J. Hwang et D. Rodrik (2007), What you Export Matters, Journal of Economic Growth, Vol.12 (1), pp. 1-25.

International Organization for Migration (2020). Migration in West and North Africa and across the Mediterranean. International Organization for Migration, Geneva.

McMillan, M., R. Dani et Í. Verduzco-Gallo (2014), Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa», World Development, Vol. 63, pp. 11-3.

Ministère de la santé. (2017). Rapport des comptes de la santé, 2012- 2015.

Nations Unies (2016). Rapport sur la situation sociale Mondiale, ne laisser personne pour compte.

Nübler, I. (2014), A theory of capabilities for productive transformation: Learning to catch up, in Salazar-Xirinachs, J.-M., I. Nübler et R. Kozul-Wright (dir. pub.), Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development, BIT, Genève.  
PNUD. (2019), Rapport sur le Développement Humain.

Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté sur sa mission en Mauritanie, 8 mars 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/sources/G1705384.pdf>

République Islamique de Mauritanie - Comité Interministériel Chargé de la Relance

Economique de la Mauritanie. (2020). Programme Prioritaire Elargi du Président.

République Islamique de Mauritanie (2020). Plan national multisectoriel de riposte au covid-19.

République Islamique de Mauritanie (2019). Re- vue Nationale Volontaire des Objectifs de développement Durable – Mauritanie.

République Islamique de Mauritanie (2019). Rap- port de Mise en Œuvre de la SCAPP.

Sumedh Rao, GSDRC (2014). Conflict Analysis of Mauritania.

UNECA (2016). L'état de l'intégration régionale en Afrique.

Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/72635> , Décembre 2019.

Food and Cash Assistance in the Context of Covid-19 in Mbera Camp, Mauritania, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/77041>, Juin 2020

UNHCR: Position on Returns to Mali - 31 July 2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/70579>, Juillet 2019

VivAfrik (2020). Indice de performance environnementale.

UNDP - Frontlines – 2019 - <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/demo-cratic-governance/frontlines.html>

UNDP - Journey to extremism in Africa: drivers, incentives, and the tipping point for recruitment – 2017 <http://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>

UNODC (2020). Global report on firearms trafficking <https://www.unodc.org/documents/data-and->

---

analysis/Firearms/2020\_REPORT\_Global  
\_Study\_on\_Firearms\_Trafficking\_2020\_w  
eb.pdf

TI - The Big Spin: Corruption and the  
growth of violent extremism – 2017  
[http://tidefence.org/publications/the-big-  
spin](http://tidefence.org/publications/the-big-spin)

Rapport d'Examen de l'application de la  
Convention des Nations Unies contre la  
corruption – 1er cycle,  
[https://www.unodc.org/documents/trea-  
ties/UNCAC/WorkingGroups/Implementati  
onReviewGroup/ExecutiveSummaries/V17  
08587f.pdf](https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/WorkingGroups/ImplementationReviewGroup/ExecutiveSummaries/V1708587f.pdf)

S/2020/785/Rev.1\* Rapport final du  
Groupe d'experts créé en application de la  
résolution 2374 (2017) du Conseil de  
sécurité sur le Mali, dont le mandat a été  
renouvelé en application de la résolution  
2484 (2019), p.

World Bank. (2020). Rapport sur la  
situation économique en Mauritanie :  
Renforcer l'éducation pour favoriser la  
cohésion sociale et soutenir le  
développement économique.

World drug report (2020). Booklet 3  
[https://wdr.unodc.org/wdr2020/field/WDR2  
0\\_Booklet\\_3.pdf](https://wdr.unodc.org/wdr2020/field/WDR20_Booklet_3.pdf)







**NATIONS UNIES**  
**MAURITANIE**



@Onu Mauritanie



Onu Mauritanie

